

## Le Proche-Orient au XXe siècle<sup>1</sup>.

N.B. J'entends par ce mot la région correspondant, en 2000, aux entités politiques suivantes: la Turquie, la Syrie, le Liban, l'Irak, la Jordanie, Israël, la Palestine, l'Égypte<sup>2</sup>. J'exclus de cet exposé la problématique de l'islamisme politique, qui déborde largement ce cadre géographique et fait l'objet de la fiche R1. Les problèmes pétroliers sont traités dans la fiche E2, et les différents modèles de développement économique dans le tiers-monde, dans la fiche E3.

### I-La situation vers 1900-1914.

#### A) La situation de l'Empire ottoman.

Vers 1900, l'Empire ottoman dominait toute la région, à l'exception de l'Égypte qui, semi-indépendante de fait depuis 1805, était passée sous occupation militaire britannique en 1882, sans cesser d'appartenir juridiquement à l'Empire – le protectorat britannique ne fut formellement proclamé qu'en 1914, lorsqu'à la guerre la Grande-Bretagne et l'Empire ottoman se retrouvèrent dans des camps opposés. Cet Empire avait été fondé, à la fin du Moyen Âge (la date officielle est 1299), en Anatolie occidentale, par le clan turc des Osmanlis (les descendants d'un certain Osman ou Othman - "Ottomans" est une forme francisée de ce nom), l'un de ceux qui combattaient Byzance sur ses frontières orientales au nom de l'islam. Entre le XI<sup>e</sup> et le XVI<sup>e</sup> siècle, il avait pris pied dans les Balkans, liquidé le vieil Empire byzantin en 1453, et finalement conquis un immense territoire qui, à l'époque la plus faste, s'étendait du Caucase et de la mer d'Azov à la Pologne méridionale et à l'Algérie. Le dernier siège de Vienne par les Turcs date de 1683... L'Empire était dirigé par des sultans (un titre non religieux, qui signifie simplement "pouvoir"), lesquels, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, avaient pris le titre de califes (sur ce mot et sa signification religieuse, voyez la fiche R1). C'était, jusqu'en 1876, une monarchie absolue.

Ce n'était absolument pas un État-nation turc; du reste l'élite était formée de personnes d'origine très diverse, et la haute culture était très arabisée – la langue de l'administration, du droit, de la théologie et de

---

<sup>1</sup> À l'exception des passages sur la naissance du sionisme et l'après-1948, cet exposé est très largement démarqué d'un texte rédigé à mon intention par Thomas Richard (HK, 1996-97; KH, 1997-98), que je remercie chaleureusement. Les passages recopiés mot à mot (sauf coupures et éventuelles modifications stylistiques) figurent entre guillemets anglais simples (' ').

<sup>2</sup> Souvent, ce mot est pris dans une acception plus étroite: sans la Turquie ni l'Égypte, laquelle, dans la géographie arabe traditionnelle, appartient au *Maghreb* (l'Occident) et non au *Machrek* (l'Orient, qui est notre Proche-Orient); parfois aussi dans un sens bien plus vaste: du Maroc au Pakistan. L'expression "Moyen-Orient" est à peu près synonyme que celle de Proche-Orient (et tout aussi imprécise); c'est un calque de l'anglais *Middle East*.

N.B. Le sens de certaines expressions géographiques a changé au cours du siècle. Vers 1900, le "Liban" n'était que la région à majorit maronite, autour du Mont-Liban (sans accès à la mer); en revanche, la "Syrie", au sens géographique, s'étend sur tout le littoral méditerranéen oriental, soit, dans leurs frontières actuelles, l'ouest de la Syrie, le Liban, Israël, la Palestine et l'ouest de la Jordanie. Bien entendu, l'expression "Palestine" désignait l'ensemble de ce qui est aujourd'hui Israël et la Palestine. selon les cas, j'emploierai ces mots dans l'un ou l'autre sens; soyez vigilants.

la littérature (dans la mesure où elles n'étaient pas en arabe), l'osmanli, était une forme de turc très arabisée et persanisée, complètement incompréhensible au paysan turcophone moyen d'Anatolie, et fort malcommodément écrite en alphabet arabe<sup>1</sup>. La population était très mêlée: sur les côtes d'Asie mineure il y avait autant de Grecs que de Turcs (plus pas mal d'Arméniens dans les villes); en Asie mineure intérieure il y avait de nombreux Arméniens, surtout à l'est<sup>2</sup>, et, à l'est aussi, des Kurdes (qui parlent une langue persane, sans lien avec le turc ni avec l'Arabe); plus au sud, en Mésopotamie, en Arabie et en Égypte, les Arabes dominaient, humiliés par des siècles de joug étranger, mais fiers toujours, au moins la majorité musulmane, d'être le peuple de la Révélation. D'un point de vue religieux, les musulmans dominaient partout dans la partie asiatique de l'Empire, sauf dans quelques régions arabes (essentiellement celle du Mont-Liban, en gros le sud du Liban actuel sauf Bayrouth), dans les rares régions rurales d'Anatolie orientale où les Arméniens étaient majoritaires, et dans les villes où Grecs, Arméniens et Juifs faisaient à eux tous la majorité. Les chrétiens étaient quand même assez nombreux en Syrie, en Palestine et en Égypte. Il y avait aussi des juifs à peu près partout dans les villes; il n'y en avait ni plus ni moins en Palestine qu'ailleurs; contrairement à ceux d'Europe centrale, ils parlaient généralement la même langue que les autres habitants de la région où ils vivaient<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> L'alphabet arabe ne note pas les voyelles brèves, ce qui n'est pas trop gênant pour une langue sémitique comme l'arabe, car dans ces langues le sens des racines est contenu dans les consonnes, les voyelles ayant, en gros, un rôle grammatical. Mais en turc, langue sans aucune parenté avec l'arabe, comme en français les voyelles font partie de la racine: c'est prq dns ctt lng c'st xtrmmnt mlcmmd d'crr sns ls vylls, n n' cmprnd prtqmnt rn.

<sup>2</sup> Sur les Arméniens, voyez l'annexe au chapitre 11 du cours sur la France.

<sup>3</sup> **Note sur la situation religieuse du Proche-Orient:**

Parmi les chrétiens la situation est très complexe, car il n'y a jamais eu d'État chrétien puissant pour "faire le ménage": Byzance a été très contestée dans ces régions, et après leur victoire les musulmans ne sont pas intervenus dans les querelles des *dhimmi* (monothéistes non musulmans vivant sous l'autorité de l'islam – sur ce mot, voyez un peu plus bas dans le texte).

Les chrétiens d'Égypte sont des **coptes**: ce sont des monophysites, c'est-à-dire qu'ils se sont séparés des autres chrétiens, les futurs orthodoxes, catholiques et protestants, au concile de Chalcédoine en 451 sur le problème de la dualité (humaine et divine) de la nature du Christ: ils insistent sur l'unicité de la nature du Christ (lequel est pour eux "une *physis* du Verbe de Dieu incarné), ce qui les conduit à insister sur le caractère spécifique de l'humanité du Christ – celui-ci n'est pas pour eux un homme comme les autres. L'**Église arménienne**, Église nationale des royaumes d'Arménie depuis le IV<sup>e</sup> siècle, est également une Église monophysite. Les chrétiens du Mont-Liban sont des **maronites**, une Église dont l'origine est à rechercher dans des tentatives médiévales (au VIII<sup>e</sup> siècle) de conciliation entre les monophysites et les chalcédoniens; depuis les Croisades, ils se sont fortement rapprochés du catholicisme, au point d'être souvent assimilés aujourd'hui à des catholiques de rite oriental. Ailleurs au Proche-Orient, on trouve un cocktail fort complexe des grandes confessions chrétiennes chalcédoniennes (des catholiques, dont certains ont conservé leurs anciens rites orientaux – on les appelle les **uniates**, l'uniatisme remonte au XVII<sup>e</sup> siècle –; des orthodoxes, dont les **melkites** de Syrie et du Liban – mais les monophysites s'appellent eux-mêmes orthodoxes pour ajouter à la confusion –; des protestants depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, à cause de l'influence britannique puis américaine) et de ce qui reste des petites Églises orientales, parfois très divergentes par rapport à l'orthodoxie chalcédonienne (mais il existe aussi des uniates melkites,

---

arméniens et coptes, entre autres!). Ainsi en Syrie il existe une autre Église monophysite, l'Église jacobite ou syrienne occidentale, "syrienne" étant à prendre dans un sens géographique large; en Irak, en Syrie et dans l'est de l'Anatolie, ainsi que plus à l'est en Iran et en Inde, on trouve des chaldéens (ou syriens orientaux) et/ou des assyriens (j'ignore si c'est exactement la même chose ou non), qui représentent ce qui reste des anciens nestoriens – les vaincus du concile d'Éphèse en 431: eux, au contraire des monophysites, insistent sur la dualité de la nature du Christ au point de refuser d'appeler Marie mère de Dieu: pour eux, elle est seulement mère du Christ, d'un homme.

Au Proche-Orient, les chaldéens/assyriens, qui ont énormément souffert des crises du XXe siècle et n'ont aucun nationalisme pour soutenir leur cause, ne sont plus que quelques dizaines de milliers; mais la communauté est bien vivante en Inde où on les appelle les "chrétiens de Saint Thomas" (c'est lui qui est censé les avoir évangélisés). De manière générale toutes ces communautés, à l'exception des maronites, sont sur le déclin au Proche-Orient face à la l'expansion de l'islam, phénomène très ancien mais que les drames du XXe siècle ont accéléré; ce déclin s'est fait à la fois par massacres (surtout entre 1895 et 1925 – les communautés les plus touchées ont été les arméniens et les chaldéens), par conversion et par exil en Occident, où ces Églises tentent, avec plus ou moins de succès, de survivre.

Parmi les musulmans, les sunnites sont les plus nombreux; les chiites forment des communautés importantes au Liban et en Irak méridional, région proche de l'Iran où le chiisme a pris le dessus au Moyen Âge. Il n'y a pas de hajirites au Proche-Orient (pour ces distinctions, voyez la fiche R1). Il existe en revanche, essentiellement dans les régions montagneuses bordant la Méditerranée, des communautés d'origine musulmane mais très peu orthodoxes, marquées généralement par divers degrés de syncrétisme avec le christianisme, le judaïsme et les religions de l'ancien Iran. Les yézidis d'Irak septentrional sont tenus par tous les autres pour des "adorateurs du Diable"; leur dieu (unique, mais qui a créé le monde avec l'assistance de sept créatures semi-divines) s'appelle Tawous en kurde ("le paon": c'est l'une des figures du diable en islam! Pour eux, c'est un Tentateur sauvé par son repentir); ils croient en la réincarnation selon les mérites, à l'indoue, et ne font aucun prosélytisme. Traditionnellement ils ne se coupaient aucun poil, ce qui les rendait fort reconnaissables; mais cet usage est sur le déclin; il y aurait encore (en 2001) environ six cent mille yazidis. Les druzes, installés dans d'autres refuge montagneux au Liban (un peu au sud des Maronites) et en Syrie (le "djebel druze"), ainsi qu'en Israël (en Galilée), étaient à l'origine des chiites ismaéliens (voyez la fiche R1); mais ils ont abandonné la plupart des commandements de l'islam (la profession de foi, la prière pentaquotidienne, le jeûne du carême), boivent de l'alcool, traitent mieux les femmes que les musulmans, et ont fait une quasi divinité de leur imam, le sixième calife de la dynastie (chiite) fatimide du Caire, Al-Hâkim ("révélé" en 1017 et "occulté" depuis 1021, c'est-à-dire disparu à cette date), extrémiste exalté que les musulmans, même chiites, tiennent essentiellement pour un déséquilibré; enfin ils croient à la réincarnation et intègrent Platon et Pythagore à leur corpus de textes "inspirés par Dieu"! Avec tout cela, évidemment les musulmans sunnites et chiites ne les tiennent plus pour musulmans. Ils sont un million en 2001; leur nom vient de leur premier prophète, Al-Darazi, un ministre d'Al-Hâkim.; eux non plus ne font pas de prossélytisme; leur clergé est composé d'"initiés" qui doivent respecter de sévères interdits. Plus au nord à proximité de la côte de Syrie, dans les mêmes montagnes de pénétration difficile, on trouve les alaouites, d'autres chiites très dissidents (eux aussi croient en la métempsycose). Leur nom est une référence à Ali, le quatrième calife et le père du chiisme; il n'a pas de rapport avec celui de la dynastie alaouite du Maroc, qui est une référence à un autre Ali, son fondateur.

La Sublime Porte, comme on appelait le gouvernement d'Istanbul, reconnaissait non pas les communautés culturelles, mais les communautés religieuses (les *milletler*, pluriel turc de *millet*) – encore que pour les a/Arméniens notamment l'un et l'autre se recoupaient –, selon un modèle de gouvernement issu du Moyen Âge où chaque *millet* avait ses représentants collectifs auprès de la Porte. Chrétiens, juifs et manichéens étaient reconnus et "protégés", mais soumis à un impôt spécifique, la *dhimma*: c'est pourquoi on les appelait collectivement les *dhimmi* – ce statut semi-infamant leur épargnait quand même le service militaire, ce que de nombreux musulmans leur enviaient! Il n'y avait qu'un seul *millet* pour tous les musulmans, en revanche chaque communauté chrétienne constituait un *millet*, représenté par son patriarche.

L'Empire ottoman était passablement mal en point vers 1900; au XIXe siècle il avait perdu toute l'Afrique du nord (sauf la Lybie, un désert) et une bonne partie des Balkans. On l'appelait "l'homme malade de l'Europe"<sup>1</sup> et, depuis au moins 1830, la "question d'Orient" qui agitait les chancelleries pouvait se résumer à l'interrogation suivante: comment se partager les dépouilles? Ce n'était pas faute, pourtant, d'avoir essayé d'évoluer: dans les années 1860, le sultan Midhat Pacha avait fait entrer le pays dans l'ère des Tanzimat (les réformes – pluriel arabe de *tanzim*). Il s'agissait à la fois de moderniser l'économie et l'armée, de rattraper le retard en matière technique et, pour certains réformateurs, de se mettre à la page en matière administrative et politique. Ainsi l'Empire avait été réorganisé en *vilayet* (pluriel arabe de *vilaya*, mais le mot est ici prononcé à la turque) ou départements; en 1876, une Constitution avait été promulguée, et le système des *milletler* avait été partiellement remis en cause.

Contrairement à ce qui se passa au Japon à la même époque, ces réformes menées d'en haut échouèrent, en partie parce qu'il était difficile de faire régner l'entente parmi ce caravansérail de peuples et de religions (le Japon, lui, n'a qu'une seule langue et une seule culture); en partie parce que l'islam a beaucoup de mal à admettre la légitimité d'un pouvoir d'essence non religieuse; mais surtout, bien sûr, à cause de la pression de l'Occident et de ses "relais" dans l'Empire, les communautés chrétiennes. Une partie de ces événements se déroulèrent dans les Balkans: voyez la fiche A1. En Asie, le problème essentiel était celui des Arméniens, perçus à Istanbul comme une "cinquième colonne" de la Russie: les persécutions commencèrent en 1896 (voyez le cours sur la France, au chapitre 11). Le sultan Abdulhamid II (1876-1909), dit "le Rouge" à cause des persécutions en Arménie et en Bulgarie, suspendit la Constitution. 'Dans le but de sauver l'Empire, il inaugura également une politique panislamique, mettant l'accent sur la dignité de calife, se faisant reconnaître un rôle de protection des musulmans des régions perdues au terme d'une guerre contre la Russie en 1877, ce qui n'avait jamais été le rôle des califes: ceux-ci sont les chefs politiques et religieux de l'*Umma*, la communauté des

---

Les juifs sont les seuls à ne pas s'être divisés; ceux du Proche-Orient sont de rite sépharade, alors que ceux d'Europe centrale sont achkénazes (mais ce n'est qu'une question de rituel, non de dogme). La salade religieuse proche-orientale ne serait pas complète sans quelques fidèles des deux religions de l'Iran pré-islamique: le mazdéisme, un hénothéisme (c'est-à-dire un polythéisme, mais qui reconnaît un dieu créateur des autres dieux, Ahura Mazda), dont le prophète est Zoroastre (ou Zarathoustra), qui vécut au VIe siècle avant J.C.; et le manichéisme, fondé par le prophète Mani (ou Manès) au IIIe siècle après J.C., et qui reconnaît deux principes divins, un bienveillant et un malin.

<sup>1</sup> Les Européens, quand ils pensaient à l'Empire ottoman, pensaient essentiellement aux Balkans!

croyants<sup>1</sup>. Et l'islam ne prévoit pas le cas où des croyants seraient soumis à des infidèles, or cela se produisait de plus en plus. Cette politique correspondit à une période de promotion des Arabes dans les structures de l'État, puisque c'était chez eux essentiellement que se recrutaient les spécialistes de la religion, dont leur langue était le véhicule.'

Pourtant la modernisation technique continua, dans l'armée notamment; des Allemands construisirent un "chemin de fer du Hedjaz"<sup>2</sup>, entre Damas et Médine, inaugurée en 1908 – Abduhamid jouait l'Allemagne, moins directement menaçante que la France et le Royaume-Uni. Le *Reich*, 'tard venu dans la course aux colonies, tendait à jouer la carte de l'Empire, où il menait une politique de pénétration économique intense, en particulier autour du *Bagdadbahn*, une voie ferrée qui devait relier Istanbul (et Berlin) au golfe Persique, et constituer une voie terrestre vers les Indes, ce qui inquiétait la Grande-Bretagne. Mais l'Allemagne, puissance plus industrielle que financière, avait des difficultés à réunir les fonds pour faire avancer régulièrement son projet. Guillaume II, fidèle à ses habitudes, fit deux voyages dans l'Empire ottoman, avec des stations fort remarquées à Jérusalem, qui touchèrent de très près au grand-guignol, l'Empereur allemand et sa suite étant quasiment déguisés en croisés. Des années après, on en riait encore dans les ambassades et les chancelleries'.

Pourtant 60% de la colossale dette extérieure ottomane était française (voyez le cours sur la France, au chapitre 8). 'La France avait aussi le protectorat des catholiques de l'Empire, que lui disputait l'Italie, et protégeait essentiellement les communautés uniates' et assimilées (les maronites du Liban), 'protection qui datait surtout des massacres de 1860<sup>3</sup>, mais que l'on faisait remonter aux croisades, du fait que les maronites avaient été à peu près les seuls à s'entendre avec les croisés parmi les chrétiens d'Orient, et que l'on assimilait aux Français les Francs des croisades (les *ifrinj*, pluriel arabe de *franj*). Pour justifier cet intérêt de la France pour l'Orient, on allait même à l'occasion rechercher les Galates (un peuple celte établi en Asie mineure dans l'Antiquité), et l'éléphant offert par le calife Haroun-al-Rachid à Charlemagne. L'essentiel restait les missions et le réseau d'écoles, dont l'Université Saint-Joseph, à Beyrouth, fondée par les Jésuites, toujours en activité et très prestigieuse aujourd'hui: comme en Russie, la deuxième ou troisième langue des élites était le plus souvent le français<sup>4</sup>. On parlait parfois déjà de "France du Levant" pour désigner la côte de Syrie'.

---

<sup>1</sup> 'Traditionnellement, l'islam divise le monde en *dar-al-islam*, la "maison de l'islam", où tous les croyants sont égaux, et *dar-al-harb*, la "maison de la guerre", soit le reste du monde, promis à la conversion. Ces conceptions s'étaient estompées au XIX<sup>e</sup> siècle, mais la reconnaissance religieuse primait'.

<sup>2</sup> Le Hedjaz est la région d'Arabie où se trouvent les villes saintes, La Mecque et Médine; il était également sous souveraineté ottomane.

<sup>3</sup> 'En 1860, les druzes se livrèrent à une série de massacres de maronites, plus prospères et gagnés par les idées occidentales, ce qui les rendaient menaçants aux yeux des chefs druzes. Par ailleurs, du fait de ces mutations la structure clanique des maronites était ébranlée. C'est à cette occasion qu'Abd-el-Kader se signala par son humanité' (voyez le cours sur la France, au chapitre 10). 'La France envoya une expédition militaire avec la Grande-Bretagne pour sauver les maronites, et obtint la création du Petit-Liban, une entité très homogène du point de vue religieux, placée sous la garantie des Puissances, et dont le gouverneur devait être un chrétien (un arménien en général dans les faits, pour ne pas trop favoriser une communauté par rapport aux autres)'.

<sup>4</sup> 'Les Britanniques et les Allemands avaient aussi leur propre réseau d'écoles.'

'Mais la concurrence était rude: outre l'Allemagne, la Russie protégeait les communautés orthodoxes, essentiellement dans les Balkans, et les Arméniens; et la Grande-Bretagne les druzes et les juifs (pas tant les sionistes, encore peu nombreux, que les juifs venus étudier en Terre sainte ou y mourir). Le Royaume-Uni était par ailleurs établi en Arabie, à Aden (au Yémen), à Suez, avait de solides positions à Mascate, et s'intéressait de près aux petits émirats de la côte arabe sur la route des Indes, jusqu'au Koweït, qu'il détacha artificiellement de la vilaya de Basra (ou Bassorah) en 1902, et plaça sous protectorat britannique. La Grande-Bretagne s'intéressait de près à la Mésopotamie, pièce essentielle pour le contrôle de la route des Indes, ou elle avait de grands projets d'irrigation.'

'Les uns et les autres n'hésitaient guère à faire usage de la politique de la canonnière, lorsqu'ils avaient le sentiment que leurs intérêts étaient menacés, ou que la Porte avait besoin d'un coup de pouce "musclé" pour honorer ses engagements. On le voit, au total, une situation intermédiaire entre celle de la Russie et celle de la Chine, mais menaçante, et passablement humiliante en particulier pour les Turcs qui avaient bâti cet Empire et le voyaient menacés de désagrégation, d'autant que cette période coïncida avec l'éveil d'un nationalisme proprement turc, un nationalisme à base linguistique et culturelle, sans grande crispation sur le sang (ce qui aurait été difficile), directement copié sur les nationalismes qui fleurissaient parmi les peuples chrétiens des Balkans'.

'Les Turcs, jusque-là, s'étaient fondus complètement dans l'*Umma*, mais ce fut à cette époque que l'on redécouvrit leur passé préislamique, et le passé turc islamique mais précédant la formation de l'Empire, ainsi que la splendeur turque de l'Asie centrale. Jusque-là le mot "turc" n'était utilisé que pour donner une origine ethnique lorsque c'était nécessaire, ou comme un qualificatif insultant, quelque chose comme "pedzouille" ou "bouseux". Or les hommes qui avaient bénéficié de la modernisation étaient le plus souvent des Turcs, qui formaient la classe militaire et dirigeante traditionnelle de l'Empire, et avaient voyagé, étudié à l'étranger; ils s'étaient donc familiarisés avec les conceptions en faveur en Occident à l'époque: le positivisme et la construction de l'État bismarckien. De plus le jeune télégraphiste à qui l'on avait appris une langue européenne pour qu'il pût lire son manuel, pouvait lire bien autre chose, malgré la censure et la police secrète, pourtant redoutables. De ce fait il constituait la recrue-type des sociétés secrètes de résistance à l'absolutisme hamidien, qui se multipliaient dans les écoles et les cercles d'officiers. Ce n'est pas un hasard si les premiers Jeunes-Turcs furent des étudiants en médecine militaire'.

'Ces idées étaient particulièrement vivaces parmi les armées de Turquie d'Europe, confrontées au harcèlement des *comitadjis*, les maquisards nationalistes balkaniques qui cherchaient à se dégager de la tutelle ottomane. Paradoxalement, bon nombre des *leaders* nationalistes turcs n'étaient pas purement turcs: c'étaient des Balkaniques musulmans turquifiés; très hostiles aux évolutions qui menaçaient de détacher de l'Empire leurs régions d'origine. Djémal était à moitié grec, Talaat, d'origine bulgare, Enver d'origine bosniaque ou albanaise, Kemal, d'origine albanaise; Djavid était un juif converti à l'Islam'.

'Toutefois, à la première génération, ce n'était pas le nationalisme qu'ils mettaient en avant mais la volonté de réformer l'Empire: un nationalisme turc aurait été des plus mal vu par les autres ethnies. Aussi insistaient-ils, sincèrement, sur ce qui est resté sous le non d'"ottomanisme", soit la volonté de forger un patriotisme ottoman, de fidélité à l'Empire, et non à une de ses composantes en particulier. L'essentiel de l'accord se faisait sur la volonté de mettre un terme à l'absolutisme, et la revendication principale était la remise en vigueur de la constitution de 1876. On avait suivi avec beaucoup d'attention dans l'Empire le déroulement de la guerre russo-japonaise de 1904-1905, que l'on avait interprétée comme la victoire du premier pays asiatique à s'être doté d'institutions représentatives sur le dernier pays européen à avoir refusé

de s'en donner. La Constitution apparaissait comme la panacée, le secret des Européens qui leur donnait la supériorité sur l'Empire, qui devait donc remettre la sienne en vigueur. Mais si l'accord était complet sur la volonté de mettre fin à l'absolutisme hamidien, les Jeunes-Turcs étaient partagés en deux courants. L'un proposait une décentralisation très large de l'Empire et l'égalité complète de ses différentes composantes. L'autre, à laquelle appartenait Enver Pacha (Enver Bey<sup>1</sup>, à l'époque), insistait sur la place du peuple turc qui avait bâti l'Empire et qui avait assuré l'essentiel de sa direction. Ces controverses restaient pour l'instant confinées aux cercles jeunes-turcs, mais devaient faire sentir leurs effets après 1908'.

'La Révolution de 1908 pourrait rester comme le type de la révolution généreuse, faite au non d'idées nobles, mais qui finit par échouer en donnant naissance à un état de choses pire que celui qui l'a engendré. À leur décharge, on peut dire que les Jeunes-Turcs n'ont pas été aidés, loin de là. La révolution partit de Macédoine, où nous avons vu que la propagande jeune-turque était très active; plus précisément de Salonique<sup>2</sup>, qui était le centre de l'influence du comité "Union et Progrès" (C.U.P., une référence directe au positivisme), l'organisation essentielle des Jeunes-Turcs<sup>3</sup>. A la suite de manœuvres des Occidentaux qui apparaissaient comme un prélude à un dépeçage de l'Empire, et pour échapper à la répression, certains des chefs jeunes-turcs prirent le maquis. Sourde aux injonctions du pouvoir, l'armée se mutina et les rejoignit. Personne ne lutta pour défendre le régime, et, suite à un ultimatum, le sultan dut proclamer le retour en vigueur de la Constitution. Ce fut une explosion de joie et de manifestations patriotiques dans tout l'Empire, sous les yeux ébahis des Occidentaux, qui, bien qu'un peu inquiets, saluèrent cette avancée libérale, les Français en particulier'.

'Mais le rêve ottomaniste dura peu, d'une part parce que les Jeunes-Turcs se divisèrent bientôt, d'autre part parce qu'ils avaient à compter avec un certain nombre de "constitutionnalistes du lendemain". En sus de cela, certains pays profitèrent de la situation troublée de l'Empire pour s'étendre à ses dépens: l'Autriche-Hongrie en annexant la Bosnie-Herzégovine, la Grèce la Crète, et la Bulgarie en se déclarant indépendante (elle était jusque-là autonome), tout cela en 1908, et ce n'était qu'un début. Par ailleurs, les chrétiens des Balkans refusèrent de jouer le jeu de l'ottomanisme, ils préféraient s'agréger aux États nationaux en formation, et surtout n'étaient pas disposés à renoncer aux privilèges dont ils bénéficiaient en tant que *milletler*: ils refusaient catégoriquement le service militaire, institution haïe. Les maronites également refusèrent de renoncer à leur statut privilégié, et n'envoyèrent pas de députés au Parlement. Ils préféraient un statut imparfait mais favorable garanti à un bonheur hypothétique. En plus de ces difficultés, Abdulhamid II tenta une contre-révolution en 1909. Ce fut encore l'armée de Macédoine qui y mit fin, déposa le sultan et le remplaça par un de ses frères, plus docile. Mais ces événements provoquèrent des massacres de chrétiens. Tout cela n'aboutit qu'à raidir les Jeunes-Turcs, d'autant que les agressions extérieures continuèrent, contre lesquelles les Ottomans étaient bien en

---

<sup>1</sup> "Pacha" est l'ancien titre des gouverneurs de provinces et des ministres, devenu honorifique; "effendi" est un titre commun à tous les employés de l'administration; "bey" est le titre des officiers supérieurs et des hauts fonctionnaires, ou des souverains soumis au sultan'.

<sup>2</sup> La Macédoine de l'époque s'étendait jusqu'à la mer!

<sup>3</sup> Le mot "Jeunes-Turcs", en revanche, est une référence à la "Jeune Italie", l'organisation nationaliste fondée par Mazzini en 1831, et qui avait eu toute une série de "clones", dont une "Jeune Estonie" (un mouvement plutôt culturel) en 1905. Référence, donc, donc à un nationalisme unificateur et marqué à gauche.

peine de se défendre. En 1911, l'Italie attaqua la Libye, la dernière province africaine de l'Empire. Faute de pouvoir mener une guerre, les Ottomans envoyèrent des officiers (dont Enver et Kemal), qui organisèrent une guérilla extrêmement efficace (l'Italie ne prit le contrôle complet de sa colonie qu'en 1931). Puis en 1912-1913, ce furent les guerres balkaniques, dont les Ottomans se sortirent à peu près honorablement, de justesse; mais il y eut de nouveaux reculs dans les Balkans' (voyez la fiche A1).

'Avec l'échec de l'ottomanisme, ce fut le nationalisme turc qui surgit, et le début d'une politique de turquification de l'Empire, très mal reçue des allogènes (qui, pour le coup, étaient plus nombreux que les Turcs). Avec la Révolution, il avait fallu remplacer un certain nombre de fonctionnaires par de nouveaux, fidèles au C.U.P. Or, la plupart de ceux-ci étaient turcs, et ils affichaient leur fierté de l'être. Il y eut des tentatives pour imposer la langue osmanlie dans les administrations régionales, que les Arabes, qui parlent la langue du Prophète, virent comme une agression, d'autant que l'avènement du nouveau régime avait privé un certain nombre de notables arabes des places qu'ils pouvaient espérer. Ce fut une des clés de la révolte des Arabes pendant la période suivante. Mais si les provinces étaient agitées, les revendications n'allaient pas encore jusqu'à l'indépendance, simplement l'autonomie, la décentralisation, voire un condominium sur le modèle austro-hongrois. Malgré leurs divergences, les uns et les autres restaient largement attachés à l'Empire, encore indépendant, tandis que de nouveaux États risquaient de tomber dans les mains des Occidentaux, *id est* des infidèles. Durant la guerre de 1911 contre l'Italie notamment, la population se rangea derrière ses dirigeants, y compris les chrétiens du Liban<sup>1</sup> (un maladroit bombardement italien de Beyrouth y aida). Mais les thèses nationalistes gagnaient du terrain parmi les peuples soumis. J'y reviendrai bientôt'.

'J'ai déjà dit plusieurs fois que les sujets de la Porte exécraient le service militaire. Il faut bien se rendre compte que l'Empire arriva à la guerre mondiale dans une situation très différente de celle des pays d'Europe occidentale qui avaient bénéficié de trente ou quarante ans de paix, hors guerres coloniales. Les Ottomans bataillaient depuis vingt ans : il y avait eu les guérillas des *comitadjis*, les expéditions de Koweït, d'autres expéditions en Arabie, dans le Nedjd<sup>2</sup>, pour contrer les menées d'Ibn Séoud (sans succès), des envois de troupes au Yémen, où alternaient les révoltes et les trêves depuis 1904, de l'agitation au Kurdistan, la guerre contre l'Italie, l'indépendance de la Bulgarie et les deux guerres balkaniques de 1912-1913... À cela, déjà peu fait pour enthousiasmer les conscrits, s'ajoutait que le service durait trois ans, était souvent prolongé, et les soldes rarement versées, encore que le nouveau régime se fût employé à améliorer cela, l'armée étant son principal soutien'.

## B) Pendant ce temps, en Europe centrale,...<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> 'Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les chrétiens avaient été en pointe dans le réveil de la culture arabe (la *Nahda*) et dans le combat national: plus occidentalisés, ils connaissaient mieux ces idées, et, étant minoritaires, ils ressentaient le besoin de faire de la surenchère pour être assurés de leur place dans la future nation; l'idée du "réduit chrétien" libanais est un petit peu plus tardive. Cette démarche est encore illustrée aujourd'hui par Georges Habache, chrétien de Palestine, plus extrémiste que Yasser Arafat.'

<sup>2</sup> La région de Ryad, le coeur du royaume séoudite. Sur ce dernier, voyez la fiche R1.

<sup>3</sup> Merci à Julien Capron (HK 1996-1997, KH 1997-1999) et à Noga Mishliborsky (HK 2002-2003, KH 2003-2005) pour leurs remarques et conseils sur ce passage délicat.

... la situation des Juifs<sup>1</sup> ne faisait que se dégrader. Ils avaient gagné ces régions au Moyen Âge, en provenance surtout d'Allemagne (mais quelques-uns descendaient de peuplades nomades turques nomadisant dans les steppes d'Ukraine et de Russie méridionale, converties dans les premiers siècles de l'ère chrétienne<sup>2</sup>). Ils s'étaient installés dans la Pologne-Lituanie, une formation féodale qui s'étendit un moment jusqu'à la mer noire; au fur et à mesure que cet État se rétrécit (pour finalement disparaître en 1795), ils devinrent sujets russes, autrichiens et allemands – en Russie, pays qui abritait la moitié de la population juive mondiale, soit cinq millions de personnes, ils n'avaient pas le droit de s'installer ailleurs que dans la "zone de confinement", c'est-à-dire les anciens territoires polono-lituanien, mais à la fin du XIXe siècle cette prohibition n'était plus appliquée très strictement (voyez le cours sur la Russie, au chapitre 1). Dans ces régions ils formaient la majorité, au moins relative, de la population de la plupart des villes, mais il existait aussi des villages juifs, les *shtetls*. Les juifs d'Europe centrale étaient de rite achkénaze; partout sauf dans les régions de peuplement allemand où ils s'étaient largement assimilés, ils avaient conservé leur propre langue, amenée d'Allemagne: le yiddish, linguistiquement une variante d'allemand occidental (donc plus proche du néerlandais que de l'allemand littéraire), langue très populaire, très imagée, bourrée d'emprunts à l'hébreu et écrite en caractères hébreux. L'hébreu, lui, était non pas exactement une langue morte, mais une langue qui depuis très longtemps<sup>3</sup> ne servait plus qu'à des fonctions religieuses et, éventuellement, aux échanges entre juifs instruits de langues maternelles différentes. Cependant au XVIIIe siècle la *Haskala*, le grand mouvement de modernisation de la culture sur le modèle des Lumières et de l'*Aufklärung* allemande, s'était faite en hébreu, le yiddish étant tenu pour inapte à exprimer une pensée élevée ou abstraite; mais personne n'envisageait de recommencer à parler hébreu dans la vie quotidienne.

La situation des Juifs s'aggrava en Autriche-Hongrie, où Vienne eut, à la Belle Époque, un maire fanatiquement antisémite, Karl Lüger<sup>4</sup>; et surtout en Russie, où les premiers pogromes (massacres de Juifs par la populace, mais encouragés par le pouvoir) eurent lieu en 1881, après l'assassinat du tsar Alexandre II par des nihilistes (non juifs évidemment) – en revanche, il n'y avait pas alors d'antisémitisme politique en Allemagne<sup>5</sup>. Les deux vieux Empires multinationaux sur le déclin, dont chacun se voulait le champion du christianisme (catholique pour l'Autriche-Hongrie, orthodoxe pour la Russie), se raidissaient face à toutes les forces de dissolution: les Juifs, population non chrétienne, "allogène",

---

<sup>1</sup> Je mets une majuscule à ce mot lorsque je traite les Juifs comme un peuple (c'est le cas lorsque je me place du point de vue des centre-Européens ou des sionistes); je n'en mets pas lorsque je les envisage comme une communauté religieuse, ce qui était le cas dans la sous-partie précédente. Pour la même raison, dans cette sous-partie la graphie "arméniens" alternait avec "Arméniens".

<sup>2</sup> Il ne demeure que des miettes de ces peuplades proprement dites, notamment les quelque quatre mille Karaims de Crimée et d'Ukraine méridionale, qui sont probablement les derniers descendants des populations de la horde khazar, dont les dirigeants s'étaient convertis (et l'avaient convertie) au judaïsme vers 740. Il existe un ou deux autres groupes du même type dans le Caucase.

<sup>3</sup> Sans doute depuis les premiers siècles de l'ère chrétienne; mais l'hébreu était très affaibli depuis la captivité à Babylone au VIe siècle avant J.C. Le Christ parlait araméen, la langue qui était en train de remplacer l'hébreu avant d'être lui-même marginalisé par l'arabe.

<sup>4</sup> Voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2.

<sup>5</sup> Voyez le cours sur ce pays, au chapitre 1.

cosmopolite et plutôt progressiste en politique pour la partie la plus militante, étaient particulièrement détestés : cette détestation prenait le relais des anciens antijudaïsmes religieux, et de la haine du manieur d'argent<sup>1</sup>.

Les **nationalismes**, qui dans cette région d'Europe étaient en pleine ascension et tentaient d'en finir avec les Empires, n'étaient guère plus philosémites. Ils exprimaient les aspirations des paysanneries et des minces élites urbaines récemment issues de celles-ci (plus la noblesse en Pologne): tous milieux qui détestaient les Juifs en tant qu'urbains, que marchands, que concurrents pour les postes administratifs et autres (le niveau d'instruction des Juifs était très élevé), que minorité allogène inassimilable. Les nationalismes de cette région se fondaient sur la langue, or les Juifs parlaient une espèce d'allemand; sur la religion, c'est-à-dire, selon les cas, le catholicisme, l'orthodoxie ou le protestantisme; sur les souvenirs historiques des grands royaumes médiévaux, or les Juifs n'avaient eu aucune part à cette Histoire politique et militaire; sur l'attachement à la terre natale, aux racines, or les Juifs n'avaient point de territoire propre, on en trouvait un peu partout, et surtout dans les villes "cosmopolites", foyers d'une modernité souvent suspecte; de plus en plus aussi, hélas, sur la notion d'enracinement originel, or les Juifs étaient des migrants (eux-mêmes se rattachaient à la diaspora des Hébreux de l'Antiquité), et sur divers délires racistes, dont la plupart faisaient des Juifs une race à part. Bref, dans leur immense majorité, les nationalistes s'accordaient pour exclure les Juifs des différentes communautés nationales en voie d'émergence.

Du point de vue des juifs, il y avait **quatre stratégies possibles** pour réagir à ces inquiétantes nouveautés. L'**émigration** d'abord – dès le XIXe siècle, les Juifs d'Europe centrale commencèrent à se diriger vers les Etats-Unis, pays d'opportunités fondé et dirigé par des protestants attachés à l'Ancien Testament et plutôt philosémites ; et l'Europe occidentale où ils ne faisaient l'objet d'aucune discrimination. **L'assimilation**, semblait avoir été couronnée de succès dans le cas des anciennes communautés de Grande-Bretagne, de France et (dans une mesure un peu moindre) d'Allemagne...<sup>2</sup> jusqu'à ce que l'affaire Dreyfus, de 1894 à 1906, vînt mettre en évidence que même dans la "patrie des droits de l'homme" rien n'était définitivement acquis<sup>3</sup>. La troisième solution était celle qu'offraient **les idéologies internationalistes** et laïques, au premier chef le marxisme: tenter de dépasser les nations au profit des problématiques de classes; s'engager dans la voie de la construction d'un monde où les particularismes culturels et leur exploitation politique auraient vocation à disparaître. Cette voie de l'internationalisme, de nombreux juifs d'Europe centrale la suivirent: les juifs furent nombreux dans les mouvements socialistes de ces régions, il y eut même, en Russie (en fait surtout dans l'ancienne Pologne-Lituanie) à partir de 1897, un

---

<sup>1</sup> Les Juifs étaient pauvres pour la plupart (moins certes que la plupart des paysans), mais ils s'étaient spécialisés, parce que beaucoup d'activités leur étaient interdites, dans celles liées à l'argent, parce qu'elles méprisées dans la culture européennes chrétienne traditionnelle. Cela les faisait apparaître fortunés, et âpres au gain. Par ailleurs, à cause de leur niveau d'instruction et des capitaux liquides relativement importants qu'ils possédaient, alors que la richesse des élites traditionnelles était surtout faite de terres, ils occupaient une place disproportionnée dans les bourgeoisies en train d'émerger, péniblement, à Vienne, à Budapest, à Saint-Pétersbourg, à Riga ou à Odessa.

<sup>2</sup> Dans les deux premiers de ces pays, des juifs ou des convertis récents étaient devenus ministres: Crémieux en France, Disraeli (fils d'un converti à l'anglicanisme), qui fut même premier ministre de Sa Majesté en 1868, puis de 1874 à 1880.

<sup>3</sup> Voyez le cours sur la France, au chapitre 6.

parti socialiste spécifiquement juif, le Bund, qui s'opposa vigoureusement au sionisme – mais le caractère juif de ce parti était quand même l'indice que dans ce pays il était impossible d'organiser une lutte commune aux prolétariats juif et catholique... Le Bund réclamait une "autonomie culturelle juive", une solution proche de celle qu'envisageaient certains socialistes préoccupés de la question nationale, comme Kautsky en Autriche<sup>1</sup>. Au XXe siècle, les juifs furent nombreux dans le mouvement communiste, en U.R.S.S. et ailleurs; ceux-là ne concernent pas mon sujet, je les abandonne ici – non sans rappeler qu'ils furent les premières victimes des purges staliniennes, et que Hitler ne faisait pas la différence entre un juif communiste et un juif sioniste.

Ces trois solutions avaient leurs limites et leurs inconvénients – les deux dernières mentionnées impliquaient, entre autres, une laïcisation complète du mode de vie et le refus de la judéité, ou tout au moins son rejet dans la sphère de la vie privée, ce à quoi tout le monde n'était pas prêt ; et puis, qui disait que les États-Unis ne seraient pas un jour touchés par la montée de l'antisémitisme, que l'assimilation en Europe occidentale était irréversible. ? Il y avait une dernière voie : celle de la construction d'un nationalisme juif sur les mêmes bases que les autres nationalismes d'Europe centrale: après tout les Juifs de ces régions vivaient dans le même monde, recevaient en grande partie les mêmes influences intellectuelles – notamment en provenance de l'univers culturel allemand dont ils étaient si proches, et où tout le monde (sauf les socialistes) fonctionnait, depuis la génération romantique, en termes de nations (définies sur une base culturelle). Par ailleurs, dans cette région d'Europe les Juifs étaient unanimement considérés comme un peuple, et un peuple différent : il est assez naturel qu'une partie d'entre eux aient intériorisé cette distinction, d'autant qu'ils ne parlaient pas la même langue que leurs voisins, avaient un autre costume, une autre religion et se mariaient entre eux. Rejetés par les "peuples" parmi lesquels ils vivaient, les juifs n'avaient d'autre issue que de devenir des Juifs, c'est-à-dire d'adopter d'eux-même une définition conforme à l'univers des nationalismes culturels, où ils vivaient.

Cette entreprise passait par une redéfinition de la communauté juive et une réinterprétation, voire (sur certains points) une reconstruction de son passé, selon des processus comparables à ceux en œuvre parmi les autres nationalistes. Le fait, en soit, n'a rien de scandaleux : le passé n'existe que dans notre regard, et ce regard est changeant : il n'y a donc rien de plus changeant que le passé – et puis, comme disait Renan, « l'oubli, et je dirais même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation »<sup>2</sup> – pour des raisons politiques, il peut être nécessaire de construire une conscience collective sur des bases pas entièrement scientifiques et objectives, et les juifs d'Europe centrale, de plus en plus menacés, en avaient de légitimes. En effet, l'adaptation au cas des Juifs de la définition centre-européenne de la nation posait de gros problèmes : les Juifs n'avaient ni un territoire à eux, ni une langue commune hors ceux d'Europe centrale, ni véritablement une Histoire commune: celle des Hébreux s'arrête, au plus tard, à la destruction du second Temple de Jérusalem en 70 après J.C., ou à la défaite de la dernière révolte de Palestine, celle de Simon Bar Kochba (ou Kokhba), sous l'empereur Hadrien, en 132-135 après J.C., à la suite de laquelle ceux qui refusèrent d'abjurer le judaïsme furent expulsés de Palestine.

En particulier, parce que c'est crucial pour la suite, il faut insister sur le fait que les Juifs de l'époque contemporaine ne sont que métaphoriquement les descendants de ceux de l'Antiquité.

---

<sup>1</sup> Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 5.

<sup>2</sup> Voyez une analyse de cette phrase au chapitre 5 du cours sur la France.

D'un point de vue ethnique d'abord: la plupart des descendants des Hébreux, notamment ceux demeurés en Palestine après 135, se sont convertis, volontairement ou par force (au paganisme, au christianisme qui était au départ une variété de judaïsme et a recruté l'essentiel de ses premiers fidèles parmi les juifs, plus tard à l'islam) : leurs descendants se retrouvent aujourd'hui entre autres parmi... les Palestiniens<sup>1</sup>! En revanche la diaspora, c'est-à-dire la communauté juive hors de Palestine, s'est beaucoup étendue par conversions : le judaïsme n'a cessé d'être une religion prosélyte que lorsque les persécutions ont commencé, en gros à l'époque des croisades. Il suffit d'observer l'apparence physique de la population juive d'Israël, aujourd'hui, pour se convaincre que par le sang elle ne vient pas en majorité du Moyen-Orient. La notion de "peuple juif", de la chute du Temple à l'époque sioniste, était purement religieuse, exactement comme l'Eglise catholique, aujourd'hui, parle d'un "peuple chrétien" (voyez la note sur Jamnia un peu plus bas).

D'un point de vue religieux, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que les Hébreux de l'Antiquité ne sont pas les ancêtres spirituels des seuls juifs, mais de tous les monothéistes, chrétiens et musulmans compris: dire que "David était juif" n'a pas de sens (ou, plus exactement, constitue une réinterprétation de l'Histoire): David était un roi hébreu, les Hébreux ont donné au monde le monothéisme, d'abord sous sa forme mosaïque (passablement différente, d'ailleurs, du judaïsme d'après la destruction du Temple: voyez la même note sur Jamnia); mais son héritage religieux se retrouve aujourd'hui aussi bien dans le message du Christ, qui était son descendant par le sang (les Évangiles y insistent assez), dans celui de Mahomet aussi, que dans celui du judaïsme: les chrétiens et les musulmans tout autant que les juifs sont persuadés d'être les descendants spirituels de Moïse et de David – décider que les uns ou les autres sont dans le vrai est affaire de foi<sup>2</sup>.

D'un point de vue historique enfin, après 135 les juifs avaient renoncé à reconstruire un royaume en Palestine. Cette renonciation est explicite dans les travaux des rabbins pharisiens<sup>3</sup> de Jamnia (aujourd'hui Yabneh en Israël, le grand centre intellectuel du judaïsme autour de 100 après J.C.)<sup>4</sup>. La fameuse formule "l'an

---

<sup>1</sup> Attention quand même: dans cette région de passage, traversée en tous sens par les armées les plus diverses, et objectif de toutes les passions religieuses, la population s'est pas mal renouvelée à travers les âges.

<sup>2</sup> De même, ce ne sont pas "des Juifs" qui, au Sanhédrin, ont condamné le Christ à une époque où il n'y avait pas de distinction entre juifs et chrétiens (le Christ n'a jamais prétendu fonder une religion nouvelle! Et, du reste, il ne les a pas condamnés en tant que juifs). C'étaient des hommes du peuple de Dieu, c'est-à-dire des monothéistes, tout simplement.

<sup>3</sup> La "secte" pharisienne n'était pas la seule à l'époque, mais elle est la seule source du judaïsme moderne. Les sadducéens, très liés à l'aristocratie sacerdotale, disparurent avec le Temple; les zélotes, des activistes politiques, avec la défaite de Bar Kochba; les Esséniens, quiétistes en politique et très critiques de toutes les institutions, semblent d'être largement fondus dans le christianisme primitif.

<sup>4</sup> Ce que l'on appelle le "synode de Jamnia" consista en une série de réunions des principaux rabbins, vers 90. Les catastrophes de 70 et de 135 provoquèrent une profonde évolution de la religion juive. La destruction de Jérusalem entraîna la fin du culte traditionnel, un culte de type antique classique (avec des sacrifices et une caste de prêtres), mais rendu en un seul lieu, le Temple, puisqu'il n'y avait qu'un seul Dieu; et la victoire

prochain à Jérusalem", omniprésente dans les prières, était, elle aussi, purement métaphorique, même si bien sûr la Palestine n'était pas une région ordinaire pour les juifs. Il y avait toute une douleur de l'exil, qui renouvelait la douleur biblique de la captivité à Babylone<sup>1</sup>. Certains y faisaient des voyages d'étude et de prière (ce genre de voyage s'appelait une *aliya*, littéralement une "montée"), certains juifs âgés allaient mourir en Terre sainte; mais il n'était pas question d'y faire souche, cela n'aurait eu aucun sens spirituel. Dans cette région la communauté juive n'était pas spécialement importante en nombre, et depuis longtemps on n'y trouvait plus de grands centres d'études religieuses.

Ce genre de problèmes n'arrêtaient pas les nationalistes du XIXe siècle<sup>2</sup>. L'expression "peuple juif" commençait à prendre un sens non plus religieux, comme c'était l'usage depuis toujours, mais nationaliste, comme les Polonais parlaient d'un "peuple polonais". Certains commençaient à s'imaginer que le "peuple juif" descend physiquement du "peuple élu" de l'Antiquité: cette assimilation d'une communauté religieuse à une communauté historique et, dans une certaine mesure, biologique, répondait en miroir à l'ethnicisation des communautés linguistiques d'Europe centrale, en cours à l'époque. L'Histoire des Hébreux devenait celle du "peuple" juif dans la mesure où elle avait été celle de ses "ancêtres". Ce fut également à cette époque que certains commencèrent à discuter de la nécessité d'un territoire où les Juifs pourraient se concentrer pour n'être plus en minorité. L'entreprise étant manifestement impossible en Europe centrale, où les Juifs étaient en position de faiblesse croissante, certains pensèrent à l'Ouganda; ce fut dans les années 1860 que l'on commença à évoquer la perspective d'une *aliya* définitive, c'est-à-dire d'un "retour" des Juifs sur *Eretz Israël* (la terre d'Israël, le plus prestigieux des royaumes hébreux de l'Antiquité), sur la terre de Sion<sup>3</sup> (le mot "sionisme" date de 1890). C'était au départ dans une perspective religieuse (hâter le retour du Messie en rassemblant le peuple élu); mais l'entreprise se politisa à partir du moment où les perspectives commencèrent à s'assombrir en Europe. Il s'agissait aussi, en rompant avec le passé centre-européen, de séculariser la vie de la communauté juive, de

---

définitive de la Synagogue (le mot signifie: "maison d'études"), c'est-à-dire de ces groupes de fidèles qui se réunissaient pour prier et lire les textes sacrés, sans faire de sacrifices, n'importe où et sous la direction de "directeurs de prière" non professionnels au départ, les rabbins, parce qu'il fallait bien qu'il y eût une vie religieuse hors du Temple. Ce fut également à Jamnia que fut défini le canon juif de l'Écriture sainte, et que l'on lança la compilation du Talmud, c'est-à-dire de l'ensemble des écrits de la tradition juive: le judaïsme devint une religion de la prière et du Livre, ce qu'il est demeuré depuis. La victoire de la synagogue fut celle d'une forme de judaïsme non territorialisée, non politique, non ethnique – à cette époque, je l'ai déjà dit, les juifs faisaient de nombreux convertis! Ce fut alors que la notion de "peuple juif" devint purement religieuse, et le demeura jusqu'au sionisme.

<sup>1</sup> Voyez notamment le psaume n°136: « près des rivières de Babylone, nous nous sommes assis et nous avons pleuré (...). Si je t'oublie Jérusalem, que ma droite m'oublie! ».

<sup>2</sup> Voyez le livre de Eric Hobsbawm et Terence Ranger: *The invention of tradition*, paru en 1983, et, de Hobsbawm seul, *Nations et nationalismes depuis 1780*, paru en français en 1992.

<sup>3</sup> Sion est une colline de Jérusalem, sur laquelle fut construite la première synagogue. Dans l'Apocalypse de Jean, c'est là qu'apparaît l'Agneau; dans certaines traditions sémitiques, c'est là que Dieu créa Adam – bref, le nombril du monde. Métaphoriquement, Sion désigne Jérusalem et la Terre promise.

sortir des archaïsmes évidents de la vie de ghetto et de *shtetl*. Ce n'était pas si contradictoire que cela: la religion n'était pas le seul marqueur identitaire des Juifs, il y avait aussi notamment la langue: donc un nationalisme juif laïc était possible<sup>1</sup> – et même souhaitable pour les Juifs rationalistes, voire incroyants: dont le nombre croissait en cette fin du XIXe siècle<sup>2</sup>.

Alors vint Theodor Herzl (1860-1904), un Viennois très assimilé à la culture allemande qui avait vécu à Paris, comme journaliste en 1891-1895, à l'époque des débuts de l'affaire Dreyfus. En 1896, sous le choc de ce qu'il avait vu en France, il fit paraître l'ouvrage qui est à l'origine du sionisme moderne, *L'État juif*, et l'année suivante organisa le premier congrès sioniste, à Bâle, lequel déboucha sur la fondation d'une Organisation sioniste mondiale. Herzl affirmait que la seule solution "moderne" à la question juive était la constitution d'un "foyer" juif, lequel avait vocation à devenir un État, puisque, selon les nationalistes de l'époque, une nation sans État souverain était condamnée à subir l'oppression. Pour ce faire, il fallait constituer une Agence juive qui réunirait des fonds dans tout le monde juif et mènerait le projet sioniste. Le foyer national juif serait naturellement situé en Palestine, terre des anciens royaumes hébreux, et, selon une formule célèbre de Herzl, « terre sans hommes pour des hommes sans terres ».

Cette formule, aujourd'hui surréaliste, révèle l'aporie originelle du sionisme. Les sionistes se comportaient exactement comme s'il n'y avait pas de population indigène en Palestine<sup>3</sup>. Or la région était certes peu peuplée, environ six cent mille personnes au total vers 1910 y compris l'ouest de l'actuelle Jordanie; seule une "natalité de combat", à l'époque israélienne, à permis aux Palestiniens de devenir plusieurs millions; mais elle n'était pas vide! Mais les sionistes étaient des Européens de leur temps comme les autres, tout aussi colonialistes. En tant qu'Européens, représentants de la partie la plus "avancée" de l'humanité, ils avaient le mépris le plus complet pour les "sauvages" de cette région pauvre et en retard, musulmans pour plus d'abjection, promis à l'assimilation ou à la disparition comme les Indiens d'Amérique. Et puis les sionistes étaient persuadés d'avoir un "droit historique" sur la terre qui avait été celle d'Israël, tenue désormais pour celle de leurs "ancêtres", donc leur "propriété", et tant pis pour les "squatters" arabes. Les colonialistes considéraient qu'il était légitime que les plus "civilisés" s'emparassent des terres laissées en deshérence par leurs propriétaires, pour les mettre en valeur<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Un nationalisme peut très bien faire référence à une religion en tant que l'un des éléments constitutifs de l'identité nationale, et être par ailleurs laïc, c'est-à-dire souhaiter que ladite religion reste du domaine privé. C'est le cas par exemple en Pologne ou en Irlande, même si bien sûr dans ces pays le clergé contribue à la définition des valeurs sur lesquelles se fait le consensus politique: mais il ne fait qu'y contribuer, justement.

<sup>2</sup> Cela explique que ces projets avaient une forte coloration socialiste, commune à toutes les avant-gardes de l'époque; rappelons qu'il existait alors toutes sortes de socialismes, et que certains n'étaient pas du tout internationalistes (voyez le cours sur la France, aux chapitres 1 à 6, le cours sur l'Allemagne, chapitre 2, et, pour le cas du jeune Mussolini, la fiche P2).

<sup>3</sup> N.B. Les projets ougandais posaient des problèmes du même ordre!

<sup>4</sup> On peut argumenter, à la limite, que les sionistes n'étaient pas à proprement parler des impérialistes, puisqu'ils ne prétendaient devenir rien d'autre que de loyaux sujets du Calife, lequel dirigeait un Empire multinational, et mettre en valeur ses terres de Palestine. L'argument me semble quand même d'assez mauvaise foi: les colons sionistes ont, dès le

Ces problèmes sont ceux que posent tous les nationalismes centre-européens du XIXe siècle, lorsqu'ils deviennent excluants : comme il y a toujours plusieurs manières de se réclamer du passé, de l'origine, de définir une nation ou une race, plusieurs communautés autoproclamées, autoconstruites, risquaient de se disputer les mêmes souvenirs, les mêmes populations, les mêmes territoires – c'est très exactement ce qui arrive aujourd'hui en Terre sainte. Les Grecs se prenaient pour les descendants des Athéniens, des Macédoniens et des Byzantins et revendiquaient des "droits historiques" sur Constantinople et sur une bonne partie des Balkans ; comme les Turcs et les Slaves des Balkans avaient une autre vision des choses, il s'ensuivit un siècle de guerres et de purifications ethniques. Serbes et Bulgares se réclamaient de définitions de leurs langues respectives qui incluaient toutes deux la même région aux dialectes intermédiaires (la Macédoine) et de royaumes médiévaux (non contemporains l'un de l'autre) dont les frontières se recourent : d'où d'autres drames. Les Français et les Allemands revendiquaient l'Alsace-Lorraine, c'est l'une des causes des deux guerres mondiales... Les sionistes étaient de bonne foi ; on peut leur trouver plus d'excuse qu'aux autres Européens dans la mesure où ils agissaient pour le bien d'une population particulièrement maltraitée, et dans des circonstances si défavorables que beaucoup considéraient qu'il n'y avait pas d'autre voie – mais celle-ci n'en était pas moins extrêmement dangereuse pour l'avenir. **Le sionisme naissant constituait un redoutable cocktail** des deux passions politiques d'alors qui ont eu le plus facilement tendance à dégénérer, même si elles n'ont pas toujours dégénéré: le **nationalisme** et le **colonialisme**.

Très tôt, les Juifs socialistes et/ou assimilés mesurèrent et dénoncèrent les dangers de ces amalgames, et soulignèrent la parenté inquiétante qu'il y avait entre le sionisme, entreprise pour eux de "retribalisation" du judaïsme, et les autres doctrines nationalistes en vogue dans cette partie du monde, y compris les plus antisémites. Pour ne pas me faire taxer moi-même d'antisémitisme, je cède ici la parole à Victor Klemperer, qui passa toute la période nazie en Allemagne et nous a laissé de ces années un passionnant *Journal* et un livre célèbre, *L.T.I.: carnets d'un philologue*<sup>1</sup>. Klemperer, athée et de culture allemande, se sentait profondément allemand, autant que Heine, Marx, Mendelssohn et Mahler; il refusait que les nazis le traitassent en "Juif", il considérait que c'était en lui et chez les autres persécutés du régime que s'était réfugiée l'âme allemande, face à la folie qui s'était emparée des autres Allemands (« la chose la plus lamentable de toutes, c'est que je sois obligé de m'occuper constamment de cette folie qu'est la différence de race entre Aryens et Sémites, que je sois toujours obligé de considérer tout cet épouvantable obscurcissement et asservissement de l'Allemagne du point de vue de ce qui est juif »)<sup>2</sup>. À plusieurs reprises dans

---

début, rêvé d'indépendance, ou au moins d'être rattachés à un Empire colonial européen. C'était l'ère du grand dépeçage de l'"homme malade"...

<sup>1</sup> Pour plus de détails et d'autres citations, voyez le cours sur l'Allemagne, aux chapitres 1 à 4.

<sup>2</sup> Bien sûr, que je le prenne en exemple de juif, que je le traite en juif, que je le traite de juif, est pour lui, *post mortem*, une autre défaite. Quel droit a-t-on à considérer comme "juif" une personne qui ne se tient pas pour telle, sur la seule base de la religion de ses ancêtres? C'est reproduire le regard essentialiste des nationalistes, ce regard qu'il refusait. Mais le nazisme et le sionisme ont tout faussé: le témoignage de Klemperer, aujourd'hui, ne peut plus être reçu comme celui d'"un Allemand", sans restriction, sans arrière-pensée. Aujourd'hui, un Allemand de religion juive n'est plus un Allemand ordinaire... C'est bien en tant que témoignage d'un juif que son *Journal* a fini par être publié, en 2000, c'est bien ainsi

son journal, il critique vivement les sionistes qu'il accuse d'avoir, au fond, la même vision du monde que les nationalistes allemands, une vision fondée sur la notion de "nation", de "peuple", une vision fondamentalement excluante. Pour lui, les sionistes de son temps avaient grandi « dans la même atmosphère de romantisme perversi » que les nazis... (L.T.I., p. 117 dans l'édition de poche)<sup>1</sup>.

Une autre conséquence, moins grosse de drames futurs, du projet sioniste fut la renaissance de l'hébreu comme langue de communication quotidienne. Une nation, pour un centre-européen, c'est encore plus une langue qu'une terre. Herzl n'avait pas trop insisté sur cet aspect des choses, il pensait plutôt au yiddish (où plutôt à l'allemand, variante prestigieuse de ce "dialecte"); mais ce fut le grand projet d'un autre sioniste, Eliezer Perelman, plus connu sous le nom hébreu de Ben Yehouda (1858-1918), né à Vilnius (aujourd'hui en Lituanie), véritable Babel où l'on parlait yiddish, allemand, lituanien, polonais et russe. Le yiddish n'avait guère de prestige, et ce n'était la langue que d'une partie des Juifs: l'hébreu, langue de culte commune, langue de la Bible, langue des royaumes d'Israël et de Juda, en avait infiniment plus. Il s'agissait "seulement" de la moderniser, de la doter notamment d'un vocabulaire apte à exprimer les réalités du monde contemporain (les intellectuels nationalistes d'Europe centrale l'avaient déjà fait pour de nombreuses langues paysannes à l'origine); la volonté collective ferait le reste. Le projet pouvait quand même apparaître assez utopique..

Ce fut en 1880 que Ben Yehouda l'exposa pour la première fois, en l'inscrivant explicitement à l'intérieur du projet de sauver une "nation" juive distincte de la "religion" israélite qui, pour lui, survivrait de toute façon (« l'hébreu ne peut être que si nous faisons revivre la nation et la ramenons au pays de ses ancêtres »). L'année suivante, dans les tout premiers, il émigra en Palestine, et il commença à ne parler qu'hébreu à ses enfants, qui furent ainsi les premiers hébréophones de langue maternelle depuis au moins mille cinq cent ans. En 1900, il n'y avait pourtant que dix familles hébréophones... Dans le même temps, tout un travail d'adaptation de la langue avait lieu: Ben Yehouda lui-même publia un volumineux dictionnaire; en 1904, il créa un Comité de la Langue (devenu l'Académie de la Langue hébraïque en 1953), qui s'adonna à un travail systématique de néologie (création de mots nouveaux<sup>2</sup>). Puis ces innovations étaient reprises dans les journaux, les manuels scolaires... il y eut évidemment des difficultés, des conflits, des inventions malheureuses qui furent abandonnées; mais la foi sioniste finit par soulever les montagnes:

---

que tout le monde l'a lu, alors que, par exemple, le fait qu'il était communiste n'a intéressé personne. L'Histoire crée ses objets, y compris et surtout dans le passé, y compris contre leur volonté – les morts protestent rarement. De Klemperer, qui se voulait un Allemand athée, l'Histoire a fait un Juif à titre posthume.

<sup>1</sup> Par "romantisme", Klemperer entend avant tout une sensibilité, une certaine exaltation, un goût du folklore historique, etc. : ce n'est pas exactement le sens où j'emploie ce mot plus haut dans ce texte. Il me semble cependant que l'on peut étendre l'intuition de Klemperer à la parenté d'une vision du monde fondée sur ce que j'appelle la définition centre-européenne de la nation : ce sont les romantiques allemands qui l'ont formulée, et elle est effectivement inextricablement mêlée à une atmosphère de festival de chant choral en costumes néo-médiévaux, de promenades entre jeunes gens dans les montagnes, de rêves devant les châteaux médiévaux, etc., dont Klemperer ressentait manifestement la culture sioniste comme un décalque.

<sup>2</sup> À partir surtout de l'hébreu biblique, de calques de l'arabe (langue très proche de l'hébreu) et de l'allemand, langue de culture de la plupart des Juifs d'Autriche-Hongrie et des plus instruits de ceux de Pologne.

en 1918, l'hébreu fut proclamé langue officielle en Palestine au même titre que l'arabe et l'anglais, et dans les décennies suivantes il finit de s'imposer. C'est aujourd'hui une langue vivante comme une autre, dont l'évolution a largement échappé aux académiciens.

**Les aliyas en Terre sainte** (une zone alors fort mal délimitée) commencèrent dans les années 1880, à toute petite échelle au départ: en 1901, trente mille Juifs avaient fait leur *aliya* et dix mille environ étaient restés, une proportion normale pour toute émigration. En 1914 il n'y avait encore que cinquante mille colons sionistes en Palestine, dont douze mille à la campagne (essentiellement dans la plaine côtière autour de Jaffa); mais le mouvement s'accéléra après 1904, époque où l'horizon des Juifs de Russie s'assombrit décisivement (c'est ce que l'on appelle souvent la "deuxième *aliya*": elle concerna trente à quarante mille personnes). À partir de 1909, un Fonds national juif, et une Banque anglo-palestinienne qui lui était associée, commencèrent à **acheter systématiquement des terres** à leurs propriétaires, pour les mettre à la disposition des colons. Les vendeurs étaient essentiellement de grands propriétaires absentéistes, qui depuis des siècles les laissaient exploiter par les paysans locaux, contre redevance. Du jour au lendemain ceux-ci, sans avoir eu voix au chapitre ni avoir touché un sou, se retrouvèrent expulsés! On comprend que dès le début leurs réactions aient été négatives; mais encore une fois, ces phénomènes n'étaient pas très différents de ce qui se passait alors en Tunisie, en Indochine, de ce qui s'était passé en Algérie, dans le Caucase ou, durant des siècles, sur le continent américain. Si nous entendons, et vigoureuse, la voix des Arabes de Palestine, c'est parce qu'ils étaient assez nombreux au départ, parce qu'ils ont conservé une certaine puissance politique, et parce que les autres Arabes ont relayé leur protestation; c'est aussi, bien sûr, parce que les sionistes ne les ont pas exterminés. Si nous n'entendons pas celle des Cheyennes, celle des Hopis ni celle des Tcherkesses, c'est qu'ils ont à peu près disparu...

**Le premier sionisme était très laïc**: la religion n'était qu'un trait privé, certes collectif, de la vie des colons; les institutions du mouvement sioniste et celles, à l'état d'ébauches, des colons de Palestine n'avaient rien de religieux – les sionistes étaient des hommes modernes, des "éclairés", des positivistes<sup>1</sup>. Le sionisme naissant était aussi **très marqué par les idéaux socialistes**, en plein essor à cette génération<sup>2</sup>: les colons des campagnes s'organisèrent en communautés, les **kibboutzim** (pluriel hébreu de *kibboutz*), qui rappellent par certains côtés les phalanstères du XIXe siècle (le travail s'y faisait en communauté et les bénéfices étaient équitablement répartis), et aussi un peu plus tard en *mochavim* (villages communautaires). Ces *kibboutzim* et *mochavim* essayaient de recourir le moins possible à la main-d'œuvre indigène, tant par méfiance et par mépris que pour donner du travail à tous les Juifs, même arrivés pauvres, pour qu'il se créât une société juive complète, donc autonome (en Europe centrale les Juifs n'occupaient pas toutes les niches de la société, ç'avait été l'une des clefs de leur faiblesse), et enfin pour ne pas devenir collectivement

---

<sup>1</sup> Dans son roman visionnaire *Altneuland*, paru en 1902, Herzl rêvait quand même d'une restauration du Temple! Mais il n'y eut pas de tentatives concrètes en ce sens. La nouvelle société que le roman décrit n'aurait pas été dirigée par les rabbins, « la religion [aurait été] exclue des affaires publiques » : le Temple en question était donc dans doute dans son esprit davantage un symbole national, du genre de la couronne de Saint Étienne en Hongrie, qu'un symbole religieux.

<sup>2</sup> Dans le même ouvrage, Herzl rêvait aussi d'une économie mixte, en partie coopérative; d'une propriété collective de la terre; d'une direction formée de techniciens; d'un monde où l'on voterait, mais où il n'y aurait pas de politique au sens mesquin, diviseur de ce terme.

une nouvelle classe dirigeante<sup>1</sup>. En réalité, les indigènes expulsés de leurs terres devinrent rapidement le prolétariat des colons – d'où des conflits qu'on peut qualifier au choix de sociaux, de coloniaux ou d'éthniques, et qui expliquent que dès avant 1914, les sionistes avaient créé des milices d'autodéfense<sup>2</sup>. En attendant, ce "socialisme juif" servait la propagande sioniste dans les milieux progressistes, juifs ou non, en Europe. Ce n'était évidemment pas son objectif premier; mais **le sionisme apparaissait comme, et de loin, le plus progressiste des nationalismes.** Cette image du sionisme ne tenait pas compte du sort des Arabes : on était en un temps où même Jaurès ne se préoccupait guère de celui des indigènes d'Algérie<sup>3</sup>... Il apparut des partis politiques, des syndicats. Aucun n'était ouvert aux Arabes; mais qui, à l'époque, reprochait aux partis américains de ne pas s'ouvrir aux Indiens? Les indigènes algériens n'avaient même pas le droit de vote! Et puis les Arabes de Palestine étaient censés avoir, outre des "garanties" sur place, leurs propres représentants: les autorités ottomanes..

Certains Juifs critiquaient d'ailleurs le sionisme pour ce côté socialiste, plus précisément pour le fait qu'il n'y avait rien là-dedans de spécifiquement juif: **il y avait effectivement une grosse contradiction entre le caractère laïque du sionisme, et le fait que la communauté juive se définit essentiellement par son appartenance religieuse!** À tenter de se transformer en une nationalité comme une autre, les sionistes risquaient de donner naissance à un "peuple néo-hébreu" plutôt qu'à un "peuple juif", et tout l'héritage du judaïsme traditionnel risquait de s'y perdre.

La Sublime Porte se montra assez hostile à une entreprise qui lui apparaissait comme l'ébauche d'une colonisation européenne de la Palestine; mais elle ne put rien faire : elle avait d'autres chats à fouetter, car les Balkans, à un jet de pierre d'Istanbul, étaient en train de lui échapper. L'Allemagne soutint les projets sionistes dans le but d'accroître son influence dans l'Empire ottoman (les Juifs d'Europe centrale n'étaient-ils pas une espèce de germanophones?), la Grande-Bretagne aussi pour des raisons semblables – la Palestine est proche de Suez, mieux valait contrôler ce qui s'y passait, et plus il y aurait d'Européens dans la région, mieux cela vaudrait, en particulier dans le cas de figure d'une guerre contre Istanbul. Dans le monde juif, le sionisme gagnait peu à peu en légitimité à mesure qu'il devenait une réalité; il était difficile de ne pas se sentir solidaires d'un tel effort, et d'une telle réussite: pour la première fois depuis deux mille ans des Juifs relevaient la tête, une vie loin des persécutions et des humiliations semblait possible. Mais les Juifs socialistes étaient quand même encore très nombreux, pour qui le sionisme était affaire de bourgeois. Et la grande majorité des Juifs qui quittaient l'Europe se dirigeaient toujours vers les États-Unis.

## **II-La première guerre mondiale et ses conséquences (1914-1924).**

---

<sup>1</sup> Certains sympathisants de ce versant socialisant du sionisme parlent de pudeur, de respect des prolétaires.

<sup>2</sup> La "nouvelle société" d'Altneuland n'aurait pas admis d'immigrants non juifs, mais elle aurait bénéficié de la bienveillance des Arabes, qui auraient compris le caractère bénéfique de l'immigration juive en termes de progrès, d'opportunités de travail et de prospérité – le même argumentaire servait à l'époque pour toutes les entreprises coloniales. Herzl fait dire à un personnage arabe: « les Juifs nous ont enrichis, pourquoi devrions-nous être contre eux? ». Ailleurs, il écrit que la "restauration des Juifs" annoncerait, dans le futur, "celle des Noirs": idéalisme colonialiste! Effectivement le désert commença à fleurir; mais pour qui?

<sup>3</sup> Voyez le cours sur la France, au chapitre 10.

N.B. Cette partie est bien trop longue pour ce qu'on vous demande au concours! Je la laisse à l'intention de ceux d'entre vous qui s'intéressent à la genèse des conflits proche-orientaux, et en tant qu'exemple parfait du comportement des Européens envers le reste du monde au début du siècle.

#### A) L'Empire ottoman dans la guerre.

'Après des tractations obscures, l'Empire se trouva entraîné dans la guerre aux côtés des Empires centraux. D'une part Enver, l'homme fort du triumvirat jeune-turc au pouvoir à Istanbul, était germanophile, mais cela n'explique pas tout. L'Entente avait été bien peu compréhensive face aux demandes des Ottomans pour entrer dans la guerre à ses côtés. De plus, les Allemands étaient très présents dans les armées ottomanes qu'ils avaient pour charge de réorganiser et de moderniser. Et les Turcs, qui avaient une peur malade de l'Empire russe, ne pouvaient pas être dans le même camp que le tsar, qui regardait les Détroits avec les yeux de Chimène. Les Ottomans en guerre avaient deux rêves: restaurer l'Empire dans sa splendeur d'antan, et rassembler tous les Turcs dans un seul Empire, au nom de l'idéologie pantouranienne (ou panturquiste), une exacerbation du nationalisme turc auquel Enver notamment était sensible<sup>1</sup>.

'La guerre en Orient, si elle n'atteignit pas le niveau de boucherie mécanisée du front français (par faute de moyens plus que de volonté), n'en atteignit pas moins des degrés de sauvagerie rarement égalés. Ce fut une catastrophe pour l'Empire d'autant qu'une bonne partie des combats se déroulèrent sur son territoire. Au total, de toutes les régions en guerre, ce fut l'Asie mineure qui paya le plus lourd tribut au conflit, perdant environ 20% de sa population par massacres et contre-massacres, auxquels s'ajoutèrent les pertes militaires et la guerre gréco-turque qui s'engagea immédiatement après le conflit mondial. Le rôle de l'Empire ottoman fut second, mais pas mineur dans la guerre: en particulier, le contrôle des Détroits contribua à asphyxier la Russie, et, en formant un grand bloc unifié de la Belgique au Koweït, il permit aux Empires centraux de durer et de ventiler facilement les troupes nécessaires sur les points où l'on en ressentait le besoin. N'oubliez pas non plus que ce fut en Orient que le front craqua le premier, en Bulgarie, entraînant la cascade de demandes d'armistices d'octobre-novembre 1918'.

'À la surprise de l'Entente, qui avait tendance à les tenir pour quantité négligeable, les Turcs résistèrent, malgré leurs faiblesses, et durèrent autant que leurs alliés, mais au prix de sacrifices immenses; l'Empire sortit complètement exsangue de la guerre. Les armées ottomanes parvinrent même à remporter deux succès d'importance: les Dardanelles en 1915, et la bataille de Kut en Mésopotamie, la même année<sup>2</sup>. A Kut, ils firent prisonniers douze mille Anglo-Indiens, généraux compris, et aux Dardanelles parvinrent à clouer dans la péninsule de Gallipoli le corps expéditionnaire franco-britannique, qui fut forcé de rembarquer.' Le génocide arménien, qui commença en avril 1915, est traité dans le cours sur la France, au chapitre 11; comme l'ensemble des massacres qui s'étaient succédés depuis 1894, il s'explique essentiellement (expliquer n'est pas excuser) par le désir d'éliminer une population perçue comme déloyale à l'Empire, comme une "cinquième colonne" au service de la Russie, et par la hantise de voir se constituer en Anatolie orientale une nouvelle Grèce, un

---

<sup>1</sup> On parle des langues turques, très proche du Turc parlé d'Anatolie, dans toute l'Asie centrale, et même en Sibérie (le yakoute) et en Chine (l'ouïgour); la plupart de ces Turcs d'Asie centrale étaient sujets du Tsar. Sur le destin de ces communautés, voyez le cours sur la Russie, au chapitre 5.

<sup>2</sup> Voyez Hugo Pratt : " Les Ethiopiennes", et le cours sur la France, au chapitre 9.

État chrétien soutenu par les Puissances européennes et qui aurait peu à peu rogné le territoire de l'Empire – l'Arménie indépendante dont rêvaient les Arméniens se serait étendue sur une bonne moitié de l'Anatolie. Le génocide coûta la vie à huit cent mille Arméniens, soit le tiers de la population arménienne de l'Empire ottoman, et les deux autres tiers s'enfuirent en Europe entre 1918 et 1923; les contre-massacres perpétrés par les Arméniens coûtèrent la vie à trois ou quatre cent mille Turcs et Kurdes.

'Le grand événement fondateur du nationalisme arabe du Proche-Orient, la geste héroïque de sa naissance, ce fut la révolte arabe de 1916, ou, dans les faits, la révolte du Hedjaz. Celui-ci était dirigé par le chérif<sup>1</sup> de La Mecque, Hussein ibn Ali, de la famille des Hachémites. Celui-ci, dont les fils Fayçal et Abdallah avaient été députés au Parlement d'Istanbul, avait été approché par les nationalistes arabes des sociétés secrètes *al-Ahd* (le Pacte) et *al-Fatat* (dite aussi: mouvement jeune-arabe), le premier composé surtout d'officiers irakiens, le second de notables syriens (au sens large, avec le Liban actuel et la Palestine). D'autre part, les Alliés étaient inquiets du *djihad*<sup>2</sup> lancé par le Calife sur l'invitation des Allemands, qui risquait de provoquer des troubles graves dans leurs possessions coloniales. Ils avaient donc tout intérêt au lancement d'un contre-*djihad*, par une autorité musulmane reconnue. A la suite de tractations secrètes entre Hussein et le résident britannique au Caire, Hussein se vit promettre un royaume arabe sur les terres peuplées d'Arabes, sauf Aden et une partie de la côte syrienne sur laquelle la France avait des visées; par ailleurs la Grande-Bretagne se fit reconnaître des "intérêts spéciaux" en Mésopotamie (dans les *vilayet* de Bagdad et Bassorah). Hussein apprécia peu, mais l'urgence était ailleurs. Il leva l'étendard de la révolte, non pas au nom du nationalisme arabe qui sous-tendait ses revendications, mais de la défense de l'islam menacé par les Jeunes-Turcs athées et francs-maçons. En effet, les loges maçonniques avaient joué un rôle important dans leur mouvement, et certains étaient des musulmans fort tièdes: certains allaient jusqu'à faire un point d'honneur de manger du jambon et de boire du cognac.

'La révolte arabe, illustrée par l'épopée de T. E. Lawrence, ne doit pas être surévaluée. Elle fut avant tout une affaire du Hedjaz et concerna dix mille combattants au plus. Ibn Séoud resta neutre, consolida son pouvoir, ce d'autant que ses relations avec les Hachémites étaient exécrables – il finit par ramasser la mise: il expulsa les Hachémites d'Arabie en 1919. La majorité de la population arabe resta fidèle au pouvoir d'Istanbul, ou attentiste. L'oeuvre de la révolte consista à gêner au maximum les Turcs, tandis que l'offensive essentielle partait de Palestine sous la direction du général Allenby. La Mecque et les ports d'Arabie furent rapidement pris, mais Médine résista jusqu'à la fin de la guerre, d'autant que le but des Arabes n'était pas de battre les Turcs, ce dont ils étaient bien incapables, mais de les bloquer, de les gêner. Le but ultime était la Syrie, et Damas, la ville des califes omeyyades (aux tottr débuts de l'islam), qui étaient des Arabes. Mais les Britanniques

---

<sup>1</sup> 'Un chérif est un descendant du Prophète, réel ou autoproclamé. C'est aussi le cas de la famille royale du Maroc, par exemple. C'est la seule "noblesse" reconnue en Islam. Par ailleurs, ce terme a un autre sens particulier à l'Arabie, où il est un titre donné aux grands chefs de tribus (souvent descendants du Prophète par ailleurs ; la généalogie mythique des Séoudites remonte jusqu'à Abraham, *id est* jusqu'à Adam)'.  
<sup>2</sup> Littéralement: "effort sur soi", ensemble des efforts que doit faire le croyant pour être un bon musulman. Dans son sens politique, sens dérivé mais présent depuis les origines de l'islam, ce mot désigne la "guerre sainte", la guerre que tous les musulmans ont le devoir de mener contre les infidèles pour les convertir.

refusaient une avancée vers Bagdad, et les populations arabes de la région, chiites, se battaient contre le corps expéditionnaire venu des Indes'.

'Il faut s'arrêter ici un moment sur les promesses contradictoires faites aux populations et sur les accords entre les Alliés. Ceux-ci ne désiraient pas forcément un démembrement de l'Empire ottoman où ils avaient de gros intérêts ; ce fut la Russie qui lança ce démembrement, en indiquant ce qu'elle revendiquerait à la victoire, à savoir les Détroits (avec Istanbul!), et une avancée de son territoire en Asie Mineure vers Trébizonde (aujourd'hui Trabzon, sur la mer Noire), soit dans les régions de population arménienne. La France voulait la Syrie, au sens large, et l'Angleterre la Mésopotamie. 1916 fut l'année des accords Sykes-Picot, du nom de leurs négociateurs, qui accordaient à la France la côte de Syrie et de Cilicie, à la Grande-Bretagne les vilayet de Bagdad et de Basra; entre ces zones se trouvaient les zones où devait être bâti un État arabe (dans du désert essentiellement!), ou une confédération d'États arabes. La Palestine, que tout le monde réclamait, devait être internationalisée. L'Italie, entrée en guerre plus tard, guignait Smyrne, en face du Dodécanèse<sup>1</sup>, et la région d'Adalia, un peu plus à l'est, sur la côte sud de l'Asie mineure'.

'Les Britanniques, qui étaient en charge de ce front, firent des promesses à tous ceux qui étaient susceptibles d'aider la cause de l'Entente : nous avons vu celles qui furent prodiguées à Hussein. Il y en eut aussi en direction des nestoriens, des Arméniens, et surtout des sionistes. La déclaration Balfour date de novembre 1917, et elle annonce que le gouvernement de Sa Majesté "envisag[eait] favorablement l'établissement (...) d'un foyer national juif en Palestine". À cette époque, les sionistes, par haine de la Russie, étaient plutôt favorables aux Empires centraux, et on avait observé que parmi les nouveaux maîtres de Moscou, les juifs étaient nombreux<sup>2</sup> : il convenait de leur accorder une satisfaction, pour qu'ils restassent dans la guerre. Enfin, un des leaders sionistes, Chaim Weizmann, avait réussi pour l'Angleterre la synthèse de l'acétone, un élément nécessaire à la fabrication de la cordite, un explosif dont la Royal Navy faisait une énorme consommation: une belle carte de visite pour être écoutés dans les milieux officiels'. Il y eut encore les revendications des Grecs, entrés très tard dans la guerre (après les États-Unis), qui, pour prix d'avoir volé au secours de la victoire, réclamaient tous les territoires peuplés de Grecs, à leur goût. C'était ce qu'ils appelaient la *mégalè idéa*, la grande idée, celle d'un nouvel Empire byzantin qui, dans leurs rêves les plus fous, eût été centré sur Istanbul/Constantinople, rassemblant la Grèce, étendue vers le nord, les îles, et la région de Smyrne sur la côte occidentale de l'Anatolie, où les "Grecs" étaient nombreux: dans les faits, il s'agissait plutôt de Turcs orthodoxes, qui parlaient très mal, sinon pas du tout le grec, mais écrivaient le turc, leur langue, en alphabet grec, comme les "Turcs" de Grèce, des Grecs musulmans, écrivaient le grec en alphabet arabe'.

'Les offensives que les Germano-Ottomans tentèrent de lancer en 1915 et 1916 sur le canal de Suez furent des échecs: les Britanniques étaient solidement retranchés et bien approvisionnés, et le soulèvement escompté des Égyptiens n'eut pas lieu. Au total, en dehors de manifestations platoniques et de regain de tensions dans des régions déjà troublées (au Soudan, par exemple), le *djihad* turco-allemand n'eut pas les effets escomptés. En revanche, il y eut des problèmes en Syrie ottomane : les Turcs exécutèrent trente-trois nationalistes arabes à Beyrouth et à Damas, connus pour leurs sympathies pour l'Entente, et qui avaient entretenu des

---

<sup>1</sup> 'L'archipel dont Rhodes fait partie ; elle l'occupait depuis 1912'.

<sup>2</sup> 'Ceux de la révolution de février. Parmi les bolcheviks, encore à ce moment non maîtres du pouvoir, Zinoviev, Kamenev, Trotski...'

relations avec les Français<sup>1</sup>. Ces exécutions eurent un grand retentissement, on y vit le symbole de la barbarie turque, et on insista lourdement sur les buts de guerre de l'Entente, qui visaient, comme chacun sait, à libérer les peuples. En revanche, on ignora à peu près complètement la répression du soulèvement de Najaf en Irak (en 1916), qui fit mille cinq cent morts: les Najafis, s'ils ne voulaient plus des Turcs, n'avaient aucune envie de tomber sous la domination britannique'.

'De plus en plus, l'Empire ottoman luttait pour sa survie; il était ravagé par la famine (imaginez ce que pouvait donner une guerre totale dans un pays qui n'avait pas accompli sa révolution industrielle). Certains auteurs accusent les Turcs d'avoir sciemment aggravé la famine dans les régions syriennes, soupçonnées de sympathie pour les révoltés arabes: c'est très possible, mais les soldats turcs eux-mêmes souffrirent de la faim. Finalement, les Britanniques prirent l'offensive à partir de l'Égypte et repoussèrent les Turcs dans la région côtière tandis que les Arabes les harcelaient sur l'est. À la Noël 1917, Allenby était à Jérusalem. Octobre 1918 marqua la prise de Damas (désertée par les Turcs; très symboliquement, ce furent les Arabes de Fayçal, le fils de Hussein, qui y entrèrent les premiers). Malgré les messages triomphants des armées du Caucase qui avaient profité de la débandade de l'armée russe pour entamer leur marche vers le Touran (l'Asie centrale turque), la fin approchait. Quand les Bulgares demandèrent l'armistice, Istanbul se trouvait directement menacée à l'ouest, tandis que les armées de Syrie et de Mésopotamie étaient maintenant adossées à l'Anatolie. L'Empire ottoman signa à son tour l'armistice le 30 octobre 1918. La guerre était finie, les difficultés commençaient'.

#### **B) Le sort de la Turquie après 1918.**

'De larges pans du territoire ottoman se trouvaient occupés par les Alliés, essentiellement les Britanniques<sup>2</sup>, qui y installèrent une administration militaire. La France revendiquait sa part à cor et à cris, les Italiens, vexés d'avoir été privés de Smyrne par les Grecs, avaient un mal fou à s'installer à Adalia (ils ne réussirent pas à s'y maintenir en fin de compte); les Grecs faisaient une entrée triomphale (de leur point de vue) dans Smyrne. En Anatolie régnait le chaos, Istanbul étant sous occupation alliée'; je laisse les régions arabes pour la sous-partie suivante.'

'Entre-temps les bolcheviks avaient publié le contenu des accords Sykes-Picot<sup>3</sup>, et Wilson avait rendu publics ses "quatorze points" (voyez le

---

<sup>1</sup> 'Le souvenir de ces exécutions est encore perpétué de nos jours à Beyrouth par la place des Martyrs, ancienne place des Canons (rebaptisée sous le mandat français), où ils furent exécutés. Elle est actuellement méconnaissable du fait de la guerre civile; on en a profité pour faire des fouilles qui ont permis de retrouver des restes de l'ancienne ville romaine, Béryte, un grand centre de droit à l'époque'.

<sup>2</sup> 'À noter quand même l'entrée triomphale de Franchet d'Esperey dans Istanbul, sur un cheval blanc (comme Mehmet II, qui avait pris la ville en 1453), tout un symbole: la ville n'avait pas été occupée par une armée étrangère depuis 1453; entrée surtout acclamée par les chrétiens de la ville, on s'en doute. Mais les Turcs étaient soulagés de voir le cauchemar prendre fin'.

<sup>3</sup> 'L'effet de douche froide fut limité par le fait que l'existence de ces accords était le secret de Polichinelle. Ce qui était mal connu, c'était leur contenu. Hussein avait été mis officieusement au courant, et au moment de la publication, les Arabes étaient déjà trop engagés pour pouvoir reculer. De plus, ils ne furent jamais respectés, ni par les uns, ni par les autres, et les Alliés, dans les territoires libérés, réaffirmèrent toujours combattre pour l'émancipation des peuples».

cours sur les États-Unis, au chapitre 2): le principe retenu était "un peuple, une nation", ce qui, vu la définition des nations dans l'Empire ottoman, ainsi que leur inextricable enchevêtrement dans bon nombres de régions, promettait de chauds moments de négociations. Le douzième de ces points concernait l'Empire ottoman, mais il ne promettait que l'autonomie des territoires nationaux, pas l'indépendance<sup>1</sup>, ce qui allait permettre aux Européens de pousser leurs pions. Du reste, tous, et Wilson aussi dans une certaine mesure, s'accordaient pour dire que ces populations étaient "mineures", et qu'elles avaient besoin d'un guide pour entrer dans le monde moderne. Sur le rôle exact de ce guide, et sur sa nationalité, le plus grand flou régnait'; on finit par trouver, pour les régions arabes, la formules des "mandats" (voyez plus bas). 'De plus, les négociations traînèrent en longueur: il fallut d'abord s'occuper du sort de l'Allemagne, et, on le voit, les groupes de pression furent nombreux à peser sur les négociateurs. Si tout le monde était désormais d'accord pour démembrer l'Empire, personne ne s'accordait sur la mesure du démembrement, ni sur ce qui serait fait des pays nouveaux. La délégation turque, soumise à l'opprobre générale à cause du génocide arménien, dut attendre pendant des mois que l'on voulût bien lui communiquer les clauses du traité de paix. Puis, sans lui donner ces clauses, on lui fit comprendre, assez peu poliment, qu'elle pouvait retourner à Istanbul et qu'on la rappellerait quand on aurait besoin d'elle. Ce fut seulement en **1920** que fut signé le **traité de Sèvres**, qui scellait le sort de l'Empire ottoman'.

'Le traité de Sèvres ne fut jamais appliqué, et, à la lecture de ses clauses, on comprend pourquoi. L'Allemagne avait été traitée comme on traitait les peuples non-européens au XIX<sup>e</sup> siècle; le sort promis aux "barbares" turcs était bien pire. Aux termes de ce traité, **la Turquie perdait ses provinces arabes**. Normal, on s'y attendait à Istanbul. La frontière syrienne était placée très au nord, nettement au-delà d'Alexandrette: comme il n'y a pas de solution de continuité entre le plateau anatolien et la plaine de Syrie, ni entre les populations, les Alliés avaient choisi les frontières qui les arrangeaient (les montagnes du Taurus), mais du coup des populations turques se retrouvaient en Syrie. À l'est naissait **une Arménie indépendante**, et plus hypothétiquement, **un Kurdistan autonome**. La région de **Smyrne passait à la Grèce**, ainsi que la majeure partie du territoire de la Turquie d'Europe, réduite à Istanbul et à ses faubourgs. L'Anatolie était partagée en zones d'intérêts français et italiens, et **une large zone autour des Détroits était démilitarisée**, sur lesquels la Turquie perdait de fait sa souveraineté. Les forces armées turques étaient réduites cinquante mille hommes. Bref, une Turquie-croupion même pas maîtresse chez elle<sup>2</sup>, incapable de se défendre contre les Grecs et les Arméniens: ces derniers rêvaient d'étendre leur territoire jusqu'à la Méditerranée', et leur vengeance risquait d'être terrible; 'les Grecs trouvaient la zone de Smyrne trop petite'; ils s'étaient fait de longue date une spécialité de purifier ethniquement les territoires qui tombaient entre leurs mains – ils l'avaient encore montré en Crète, où entre 1898 et 1920 la population turque était passée de 26% à moins de 3%.

C'est à ce point de l'exposé que **Mustafa Kemal**<sup>3</sup> (1881-1938) entre en scène. Il était né à Salonique: un Turc d'Europe donc, d'ascendance sans

---

<sup>1</sup> 'C'est le même mot en arabe : *istiqlal*. Pour mémoire, "constitution" se dit *destour*, et "nation" *watan*, mais on utilise aussi les termes *umma* (en principe: communauté des croyants) et *qawm*, avec des variations de sens selon l'étendue du territoire concerné et le sentiment que l'on veut évoquer'.

<sup>2</sup> La Hongrie, réduite des deux tiers et privée même d'importants territoires magyarophones, subit un sort du même genre.

<sup>3</sup> 'Note sur son état-civil: Mustafa est son prénom de naissance, Kemal (le Parfait) un second prénom qui lui fut attribué par un de ses

doute albanaise, de ces populations traumatisées par l'avancée des États chrétiens dans les Balkans, et où étaient nés le nationalisme turc et le mouvement jeune-turc. Fils et petit-fils de militaire, il embrassa la carrière militaire; il représentait la classe moyenne turque instruite, pénétrée d'idées occidentales. Il entra en contact avec les Jeunes-Turcs en 1907, participa à la destitution d'Abdumhamid II en 1909; 'mais ce n'était pas une grande figure du mouvement jeune-turc, entre autres raisons parce que ses relations avec les hommes du triumvirat étaient exécrables (il désapprouvait les orientations proallemandes d'Enver, dont les idées pantouraniennes et panislamiques lui semblaient de dangereuses chimères. Sa grande qualité était le discernement)'. Il se distingua durant la guerre de Lybie, puis durant celles des Balkans en 1912-1913; surtout, il commandait les troupes turques victorieuses aux Dardanelles en 1915. 'À la fin de la guerre il était général, reconnu par ses pairs, et qui plus est un des rares généraux turcs à avoir été victorieux. En somme un parcours brillant, très différent de celui de certain caporal de Bohême ou bersagliere au menton généreux. Parcours intellectuel très différent également: quand Hitler et Mussolini lisaient Sorel et Vacher de Lapouge, Kemal, comme la plupart des officiers turcs, lisait les philosophes des Lumières, ce qui est un élément essentiel pour comprendre sa démarche. Une formation très différente de celle des futurs fascistes donc, mais également très éloignée de celle des légitimistes et autres passésistes européens, et bien sûr des communistes'.

'À la fin de la guerre, il se retrouva à Istanbul, où il feignit de se rallier au nouvel état des choses: pour lui, le gouvernement du Sultan, essentiellement préoccupé de sauver son trône, avait perdu sa légitimité; surtout, il s'agissait de sauver la nation turque. Ce ralliement feint lui permit d'être nommé, malgré la défiance des Alliés, en Anatolie, avec la charge du désarmement et de la démobilisation des troupes turques. On s'en doute, ce ne fut pas précisément ce qu'il s'employa à faire. A son arrivée, il apprit le débarquement des Grecs à Smyrne, ainsi que les premières exactions qu'ils avaient commises (du type de mettre le feu aux mosquées après y avoir fait entrer les musulmans), et fit donc l'exact contraire de ce pour quoi il avait été envoyé: il multiplia les proclamations nationalistes et les appels à la résistance, sachant pertinemment qu'Istanbul était bien en peine de l'en empêcher. L'occupation grecque avait révolté la population: être battus par les grands pays d'Europe, dans l'esprit des Turcs, pourrait-on dire, c'était dans l'ordre des choses, mais être occupés par un ancien peuple soumis, dont la progression vers le nord au XIXe siècle s'était accompagnée de l'expulsion systématique et brutale des populations non grecques, et qui était entré très tard dans la guerre, cela faisait beaucoup'.

'Et "l'homme malade de l'Europe" commença à donner de furieuses ruades. Kemal convoqua deux congrès nationalistes, à Erzeroum, puis à Sivas<sup>1</sup>. Ils étaient peu représentatifs, mais leur projet était en accord avec les sentiments des Turcs. Ce projet fut résumé dans le Pacte national, qui demandait les frontières de la Turquie de l'armistice et non celles du traité, l'indépendance et l'unité du pays, la constitution d'un gouvernement provisoire en cas de défaillance du gouvernement ottoman (ce qui ne tarda pas), et la convocation d'une Assemblée nationale. En quelque sorte, un vaincu réclamait de pouvoir jouir lui aussi du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les troupes d'Anatolie se rallièrent, ainsi que la

---

professeurs à l'École Militaire, selon une ancienne coutume, Ghazi (le Victorieux), un titre qui lui fut décerné par l'Assemblée nationale à la fin de la guerre contre les Grecs, et Atatürk ("le père des Turcs") son nom de famille (très symbolique, bien sûr, mais ce n'est pas un titre), qui lui fut donné par l'Assemblée nationale quand il imposa les noms de famille aux Turcs.

<sup>1</sup> En Anatolie orientale, hors de portée des Alliés.

majorité de la population passée sous leur domination. Considérant qu'il était un rebelle, le gouvernement d'Istanbul lança la guerre sainte contre Kemal. Les Turcs des régions qu'il ne contrôlait pas, obéissant à ce qui était un devoir religieux, engagèrent une brève guerre contre les kémalistes, qui connurent un moment d'extrême tension, mais en sortirent vainqueurs, d'autant que l'armée "du Calife" perdit assez vite de son mordant en voyant le Sultan se déconsidérer encore: les Britanniques ayant fait occuper diverses positions clés de la capitale, il n'avait même plus l'apparence d'être maître en sa ville. Suite à cette maladresse britannique, les députés du Parlement ottoman adoptèrent le Pacte national et prononcèrent leur propre dissolution. Parmi eux, un grand nombre rejoignit les kémalistes, ce qui contribua à asseoir leur position. En avril 1920 ils convoquèrent des élections pour élire la **Grande Assemblée nationale turque**, l'organisme qui allait diriger le pays pendant la durée de la guerre, jusqu'à l'établissement de la République. Elle s'installa à **Ankara** (Angora à l'époque), une ville peu importante du centre de l'Anatolie, soumise à un climat exécrable, mais qui présentait l'intérêt d'être hors de portée des Grecs, des Arméniens et des Britanniques; c'était par ailleurs un nœud de communication, surtout télégraphiques'.

'Restait à trouver des **soutiens**. L'armée turque, épuisée par la guerre et entourée d'ennemis, ne pouvait pas suffire à la tâche. Les premiers furent les **bolcheviks**; mariage de raison, des deux côtés, et mariage d'intérêt, qui se fit sur le dos des Arméniens: ceux-ci menaçaient la Turquie, et Lénine tentait de reprendre pied dans le Caucase. De plus la Russie avait intérêt à ce qu'une puissance amie contrôlât les Détroits, l'unique voie par laquelle les Alliés pouvaient attaquer le sud de la Russie (comme pendant la guerre de Crimée): c'était reprendre la politique des tsars. De leur côté, les kémalistes avaient désespérément besoin d'un allié qui pût leur fournir armes, argent et équipement (plus éventuellement un soutien diplomatique ; la Russie avait beau être traitée en paria, elle restait un grand pays). La jonction s'effectua en 1920 en Anatolie orientale: **l'offensive turque détruisit l'Arménie indépendante**, dont les appels au secours aux Alliés furent pieusement ignorés<sup>1</sup>. Les Turcs récupérèrent au passage les districts de Kars et d'Ardahan, perdus en 1877; Lénine put établir un régime à sa botte dans ce qui restait du pays. Au niveau local, Kemal put également compter sur le soutien des **Kurdes**, qui avaient été largement impliqués dans le génocide et ses répliques et craignaient un retour des Arméniens'.

'L'aide vint d'**Italie** aussi, avec qui les relations furent bonnes durant toutes les années vingt. Privée de sa zone d'influence par la politique des nationalités et le réveil kémaliste, elle choisit d'aider ceux-ci. Et puis il y avait la **France**, avec qui les relations étaient anciennes et plutôt bonnes. Cela n'empêche qu'il y eut jusqu'en 1921 de durs affrontements en Cilicie entre irréguliers turcs et troupes françaises. Finalement, la France, qui savait qu'elle devrait à terme rendre la Cilicie (zone d'intérêts français, non zone d'occupation), d'autant qu'elle n'avait aucune envie d'intervenir à grande échelle en Anatolie (et en était incapable), et qui avait déjà bien du mal à se dépêtrer de la situation en Syrie, choisit elle aussi d'aider les kémalistes (cela permettait de reprendre une politique d'amitié avec la Turquie, de négocier des contrats d'armements et autres fournitures, et de prendre une revanche sur les Britanniques, qui avaient amplement tiré dans les pattes des Français les années précédentes et soutenaient les Grecs)'.

---

<sup>1</sup> 'Elle fut facilitée par le fait que les Transcaucasiens se battaient entre eux, et qu'en Anatolie les revendications des Arméniens, des Kurdes et des nestoriens se chevauchaient partout. Sur l'ambiance de ces années, voyez Hugo Pratt toujours, le début de la *Maison dorée de Samarcande* – la fin concerne les ambitions pantouraniennes d'Enver Pacha'.

'Face aux Grecs, les kémalistes frôlèrent plusieurs fois le désastre. Les deux victoires d'Inönü, remportées par Ismet Pacha en 1921<sup>1</sup>, étaient des coups d'arrêts provisoires, et les Turcs durent se retirer sur le fleuve Sakarya. Nommé généralissime avec des pouvoirs dictatoriaux pour trois mois, Kemal mobilisa tout le pays, le transformant en un immense camp retranché. Ce fut sur ce fleuve que l'offensive grecque fut brisée, au cours d'une bataille de trois semaines, jour et nuit, en août-septembre 1921. Elle brisa le moral des troupes grecques, lassées d'une guerre qui durait sans espoir de finir, d'autant qu'en Grèce même, la situation était mauvaise avec des luttes entre monarchistes et venizélistes qui aboutirent à remettre sur le trône le roi que les Alliés avaient déposé. Puis, manœuvrant habilement, **Kemal** transforma la retraite grecque en une débandade généralisée. Il **reconquit Smyrne**: la ville fut ravagée par un énorme incendie, sans qu'on sache qui l'a allumé. Il y eut des exactions contre les chrétiens, vengeance de celles de 1919-1920. Les Grecs, vaincus, n'avaient plus d'autre solution que de signer un armistice, en octobre 1922. Le même mois, **le sultan**, coupable d'avoir conduit le pays à l'abîme, **avait été déposé**: c'était, de fait, la République. En tant que calife, il fut remplacé par son cousin (le califat fut aboli en 1924). **La République fut proclamée en juillet 1923**, et Mustafa Kemal fut immédiatement élu à la présidence à l'unanimité'.

'Pendant ce temps se déroulaient les négociations, puisqu'il fallait bien conclure un nouveau traité, celui de Sèvres ayant perdu toute valeur. Les négociations du **traité de Lausanne**, longues et difficiles, mettaient en présence les Alliés, les Grecs, les Turcs et les Russes, que tout ce qui concernait les Détroits intéressait et qui étaient les alliés de la Turquie. Le programme des Turcs était simple, c'était le respect du Pacte national. Soutenus par les Russes, ils surent admirablement jouer des mésententes entre Occidentaux, qui de plus avaient peu de cartes à leur opposer. Décidément, la vieille Turquie ottomane était bien agonisante, et la nouvelle, la kémaliste, était décidée à ne pas se laisser faire<sup>2</sup>. En **1923**, enfin, on arriva à un accord: la Turquie retrouvait ses frontières de l'armistice en Asie (plus Kars et Ardahan), celles de 1913 en Europe. La zone des Détroits était démilitarisée et placée sous la garantie des Puissances, la Turquie ne pouvait pas y entretenir de troupes ni de fortifications permanentes, sauf à Istanbul. Mais cette zone, plus réduite que celle prévue à Sèvres, était nettement moins dangereuse pour l'indépendance de la Turquie, que rien n'empêchait d'avoir des troupes autour, prêtes à y intervenir. Par ailleurs on avait introduit des limites aux forces militaires qui pouvaient transiter par les Détroits (elles ne pouvaient pas être supérieures à la flotte de la puissance la plus forte parmi les riverains de la mer Noire, l'U.R.S.S. en l'occurrence, et pas grand-chose à l'époque). Surtout, malgré les réticences des Alliés qui avaient énormément de mal à s'y résoudre, les capitulations étaient enfin abolies (les Jeunes-Turcs l'avait fait pendant la guerre, elles avaient été soigneusement rétablies en 1920). Bref, **l'État turc recouvrait sa pleine souveraineté**'.

La Turquie quitte ici cet exposé, à l'exception plus bas d'une note sur l'affaire d'Alexandrette et d'une mention de ses rapports avec Israël: elle se reconstruisit sur des bases complètement différentes, et tourna le

---

<sup>1</sup> Plus tard, Ismet Pacha reçut le nom de famille de "Inönü". Il succéda à Kemal Atatürk à sa mort en 1938.

<sup>2</sup> 'Les Alliés en avaient eu un avant-goût peu avant, durant une conférence pendant la guerre, où ils avaient proposé une révision partielle du traité de Sèvres; en lieu et place du guérillero hirsute et enturbanné qu'ils pensaient voir arriver, le négociateur kémaliste était un homme encore jeune, distingué, portant complet de bonne coupe, monocle et chapeau melon. À la même époque, le Soviétique Tchitchérine sidérait les salons par son aisance en redingote... Terrible déficit d'exotisme'.

dos à l'Orient pour se rapprocher de l'Europe. Sur le régime kémaliste, voyez la fiche R1; sur le rôle de la Turquie dans la guerre froide, voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 7; sur ses relations avec l'U.R.S.S., voyez le cours sur ce pays, aux chapitre 5 et 6.

### C) Le sort du Moyen-Orient arabe.

Fin 1918, les Turcs avaient été chassés de toutes les régions arabes. 'Les troupes "chérifiennes" de Fayçal, le fils de Hussein, hissaient leur drapeau partout où elles le pouvaient<sup>1</sup>. Les maronites du Liban, mettant en avant leur fidélité à la France, envoyaient des délégations réclamer le "grand Liban", dans les frontières de l'ancien émirat<sup>2</sup>, qui leur aurait donné un État viable. Contrôlant plus ou moins ces territoires et les divers belligérants, les Britanniques étaient partagés entre leurs promesses d'une part, et, d'autre part les rêves auxquels certains d'entre eux se laissaient aller (comme Lawrence, encore que, mais surtout certains coloniaux) d'un immense territoire sous leur influence, entre leurs possessions d'Afrique et d'Asie. Les sentiments de Lawrence à l'égard des Arabes étaient à l'image du personnage: tourmentés et contradictoires. C'est, en partie, ce qui rend la lecture des *Sept piliers de la sagesse* si difficile et passionnante<sup>3</sup>.'

'Ce fut au cours des négociations sur le Proche-Orient arabe que le négociateur sud-africain, Smuts, proposa une forme nouvelle de domination: les mandats, une innovation radicale<sup>4</sup>. Dans la théorie, ils étaient conçus comme une tutelle provisoire de l'une des grandes puissances sur un territoire dont les populations étaient considérées comme "mineures" (c'était le terme officiellement employé), populations qu'il devait, par ses conseils, amener à l'indépendance. Toutes les formes qu'avaient pris jusque-là les divers impérialismes n'avaient pas de limites dans le temps. Mais il fallait compter désormais avec l'idéalisme wilsonien, qui n'aurait pas accepté une colonisation en bonne et due forme; et encore moins les populations concernées, au moins les Arabes. Les pays arabes, considérés comme ayant déjà acquis un certain degré de modernité politique, ressortaient de la catégorie la plus favorisée, celle des mandats A: ils pouvaient être proclamés indépendants à titre provisoire,

---

<sup>1</sup> 'Le drapeau de la révolte arabe, noir-blanc-vert-rouge (comme le drapeau jordanien, sans l'étoile), est à l'origine de la plupart des drapeaux du *Machrek*; ses couleurs symbolisent les trois grandes dynasties arabes: omeyyade, abbasside et fatimide, plus les Hachémites eux-mêmes ou une autre ascendance, Mudhar, moins connue (j'ai trouvé les deux interprétations). Y échappent seulement le Liban et l'Arabie saoudite, construits, pour des raisons différentes, contre les Hachémites, et l'Égypte, qui appartient au *Maghreb* et dont l'Histoire à cette époque était très éloignée de ces préoccupations (le sentiment national égyptien s'est construit contre les Britanniques, pas contre les Turcs)'

<sup>2</sup> 'Ce sont les frontières actuelles du pays'

<sup>3</sup> 'Ces huit cent pages, à peu près, sont littérairement inclassables, mêlant réflexions poétiques, stratégiques, politiques, tourments d'une âme, récit de voyage et de guerre, d'apprentissage... Elles sont un témoignage unique et exaltant sur cette période, mais ne sont pas précisément ce que l'on peut appeler un témoignage qui s'efforce de tendre à l'objectivité. De plus, par moments, si l'auteur a dû oublier sa modestie à Oxford, il peut être très drôle'

N.B. Thomas Edward Lawrence est né en 1888 et mort en 1935. Les *Sept piliers de la sagesse* sont parus en 1926.

<sup>4</sup> 'L'Afrique du Sud fut bien récompensée de son idée de génie : elle reçut le mandat sur le Sud-Ouest africain allemand, la Namibie actuelle, à laquelle elle n'accorda une indépendance complète qu'en... 1990!!'

sous la tutelle occidentale, en attendant l'indépendance complète<sup>1</sup>. Seul défaut de la formule : il n'était rien dit de la durée du mandat, ni des critères qui permettraient de déterminer que la tutelle n'était plus nécessaire. Restait à choisir des mandataires: Wilson envoya une commission d'enquête pour prendre en compte les vœux des populations, mais il n'en fut pas tenu compte: on était déjà en 1920, et ce fut seulement cette année-là que furent attribués les mandats, à la conférence de San Remo.'

'Entre-temps, les choses avaient beaucoup évolué sur place. Les Britanniques avaient dû réviser à la baisse certains de leurs rêves de grandeur sous la pression de leur opinion publique, qui trouvait que le pays dominait déjà bien assez de territoires comme ça, et surtout réclamait la démobilisation. De plus, l'administration de ces territoires coûtait cher, et, avec le départ des fonctionnaires ottomans, la tâche était lourde. Ils firent relever leurs troupes par les Français sur la côte syrienne, dans la zone qui leur avait été réservée. Très vite, des incidents éclatèrent avec les troupes chérifiennes qui contrôlaient l'intérieur et à qui la France, protectrice traditionnelle des chrétiens, apparaissait comme une menace pour leur rêve national. Fayçal était présent à la conférence de la paix, mais il était tenu par les Britanniques, desquels il dépendait pour ses subsides; il demandait un accès à la mer pour le royaume qui lui avait été promis, quitte à accorder une assez large autonomie au Liban. Les Libanais n'auraient pas été défavorables, foncièrement, à ce projet, mais ils étaient divisés entre leur protectrice traditionnelle et l'arabisme. Par ailleurs, sur place, les relations étaient exécrables entre les deux armées; les lobbies, français, ou libanais de France, poussaient au séparatisme, et on les écoutait<sup>2</sup>. Même le patriarche maronite fit le voyage de Paris pour défendre les intérêts de sa communauté; il fit, avec sa suite, une entrée fracassante dans le bureau de Clemenceau<sup>3</sup>. Celui-ci, qui proclamait qu'"il n'était pas syriaque", dut pourtant prendre en compte ces réclamations, d'autant qu'il n'était pas question que la France fût totalement absente des ex-territoires ottomans. Mais son grand souci était l'Allemagne, et il savait parfaitement que la Grande-Bretagne était la puissance régionale du Levant'.

'On peut donc soutenir que Clemenceau "acheta" en un sens aux Anglo-Saxons l'absence de référendum en Alsace-Lorraine et l'occupation de la Rhénanie, par sa modération en Syrie. Ainsi, il accéda aux demandes de Lloyd George, le premier ministre britannique, concernant Mossoul, initialement dans la zone française, contre 25% des revenus des pétroles de cette région<sup>4</sup> ; de même, il renonça à l'internationalisation de la Palestine, et les Anglais purent y établir leur mandat, alors que les

---

<sup>1</sup> 'Il existait deux autres catégories de mandats : B et C. Les mandats B, pour des peuples moins évolués, ceux d'Afrique, pour lesquels l'indépendance était nettement plus hypothétique, et les mandats C, qui concernaient les archipels du Pacifique et l'actuelle Namibie, et qui étaient à peu de chose près des colonies, l'indépendance étant franchement reportée aux calendes grecques'.

<sup>2</sup> 'Les chambres de commerce et sociétés de géographie de Lyon et Marseille poussaient en ce sens: Marseille pour le commerce du Levant, Lyon parce que siège de la primature des Gaules, et ville de la soie. Le Mont-Liban et la Bekaa étaient à cette époque couverts de mûriers et d'élevage de vers à soie. C'était marginal dans la soie produite à Lyon, mais 98% de la soie libanaise prenait le chemin de la France: un marché captif intéressant'.

<sup>3</sup> "'C'est trop pour convertir un seul homme" répondit celui-ci, presque gentiment, pour une fois.'

<sup>4</sup> 'La part française n'aurait probablement pas pu être plus grande si nous avions occupé Mossoul: la concession était déjà majoritairement britannique. La France récupéra l'ancienne part allemande.'

populations arabes locales, elles, se sentaient surtout syriennes à ce moment; c'est la coupure des mandats qui a fait naître une identité palestinienne distincte, autant que la résistance au sionisme. Clemenceau conclut aussi un accord avec Fayçal, qui permettait à celui-ci de s'installer à Damas, avec des liens privilégiés avec la France; mais le Hachémite, pris entre les exigences françaises et les maximalistes syriens, demanda que cet accord restât secret. Sur la côte, les Français, en plus des incidents récurrents que les chérifiens utilisaient pour faire pression sur eux, se trouvaient confrontés à une guérilla kémaliste en Cilicie; or la voie ferrée nécessaire pour rejoindre la Cilicie se trouvait en territoire chérifien, et Fayçal refusait que les Français l'utilisassent. Le cabinet Clemenceau tomba en 1920, et son successeur se révéla beaucoup moins compréhensif à l'égard des Arabes, bien décidé à appliquer le traité de Sèvres et à installer son mandat comme il l'entendait.'

'Côté arabe, les dangers s'amoncelaient sur le rêve hachémite: la tentation fut de prendre les Européens de vitesse. En Syrie, où les attaques contre les Français continuaient, Fayçal, poussé par les éléments les plus nationalistes de son entourage, se laissa proclamer monarque constitutionnel, ce qui eut le don d'exaspérer Français et Britanniques<sup>1</sup>. Après des tractations infructueuses, et assez biaisées, le général Gouraud (un héros de la guerre, artisan de l'offensive de 1918; il avait perdu un bras à Gallipolli) lança un ultimatum à Fayçal en juillet 1920, lui demandant notamment de renoncer à son trône, à la conscription, de démobiliser son armée... Fayçal refusa. Les troupes françaises marchèrent sur Damas, battirent "glorieusement" les troupes chérifiennes à Khan Meisseloun (ou Maysaloun), entrèrent dans Damas, Alep, Homs et Hama, imposèrent la paix française en Syrie. La pacification dura jusqu'en 1922: très vite, des révoltes éclatèrent dans le pays alaouite et autour d'Alep, soutenues par les Turcs qui combattaient les Français en Cilicie. Ces rébellions cessèrent peu à peu une fois que le soutien turc fit défaut. Il fallut aussi plusieurs années pour imposer l'autorité française aux Bédouins qui nomadisaient dans le désert (d'autant que les frontières n'étaient pas fixées avec les pays voisins: la région n'en avait pas connu depuis des siècles). Or la fixation de ces frontières était très importante du fait de la présence de ces nomades, lesquels avaient de longues habitudes de razzias; ce n'était pas trop gênant tant qu'ils étaient soumis à un seul État, mais, du fait de la division du Moyen-Orient, elles risquaient de dégénérer en incidents diplomatiques à répétition. La fixation des diverses frontières dura jusqu'à la moitié des années vingt'.

'Tandis que les troupes s'employaient à réduire les rébellions, on découpa les territoires sous mandat. La France ne s'appuyait pas sur le nationalisme arabe, celui de la majorité de la population, mais sur une politique plus conforme à ses traditions, d'appui sur les différentes minorités. Dès 1920, Gouraud proclama l'autonomie du Grand-Liban, soit le Liban de l'avant-guerre augmenté des territoires réclamés pour rendre le pays viable. Ce faisant, on aboutissait à l'invraisemblable imbroglio religieux qu'est ce pays. Dans le Petit-Liban, les maronites représentaient 80% de la population. Dans le Grand-Liban, il ne représentent que la plus

---

<sup>1</sup> 'À ce propos, il ne faut pas exagérer les différends entre eux au Levant : ce furent des difficultés qu'ils se créèrent les uns aux autres, des coups d'épingles pour agrandir ses territoires, mais il ne fut jamais question d'en venir aux mains entre puissances, c'était plus de la stratégie indirecte, pousser un client pour gêner l'autre. La royauté de Fayçal, en risquant d'introduire un motif de discorde réellement grave avec les Français, déplut de ce fait aussi à l'Angleterre, d'autant qu'il revendiquait aussi la Palestine, qui fait partie de la Syrie géographique. Les rancunes interalliées durèrent jusqu'aux années trente, puis elles se calmèrent, et très vite il fallut serrer les coudes face aux ambitions fascistes'.

forte minorité, soit environ 30% de la population, et ils cohabitent avec des grecs-orthodoxes, des catholiques (latins, ou de rite uniote grec ou arménien), des arméniens "orthodoxes" (monophysites), des druzes, des sunnites, des chiites... En tout, on recense dix-sept confessions différentes dans le pays; cela étant, les Libanais sont dans leur écrasante majorité des Arabes. Dans la Syrie proprement dite, les musulmans représentent 85% de la population: on peut avoir l'impression de plus d'unité. Mais les minorités ethniques et religieuses forment elles-même une véritable mosaïque, avec deux cas particuliers : les druzes et les alaouites, regroupés en minorités compactes: les Français leur accordèrent à chacun un État distinct de la Syrie. Celle-ci, qui perdait presque tout accès à la mer (sauf par Alexandrette), était elle-même divisée en un État de Damas et un État d'Alep, à l'intérieur duquel le *sandjak* (en gros: le département) d'Alexandrette était autonome du fait de la présence d'une forte minorité turque (environ 40 % de la population)'.

'Pour les Français, il s'agissait, conformément à la Charte du mandat, de favoriser le développement des autonomies, de protéger les minorités, en vue de faire de la Syrie un État fédéral; et aussi de diviser pour mieux régner. Pour les nationalistes syriens (surtout des notables urbains à cette époque), cela apparaissait comme un démembrement de la Syrie, qui avait déjà perdu la Palestine, et l'État fédéral n'était pas de leur goût: élevés dans l'influence des idées françaises, souvent dans les écoles françaises, les nationalistes syriens étaient jacobins... De plus, l'administration française en place était en grande partie composée de militaires, et de fonctionnaires ayant fait leur carrière en Afrique du nord, qui avaient du mal à se débarrasser de leurs habitudes d'administration directe. Dans les faits, pendant les premiers temps du mandat, malgré l'institution de Conseils représentatifs, l'essentiel du pouvoir fut entre les mains des militaires et du haut-commissaire. Les troupes restaient nombreuses dans le pays, et mal acceptées: c'étaient pour la plupart des troupes coloniales, des Maghrébins, des Malgaches, des Sénégalais: leur présence était ressentie comme une humiliation. Hors les maronites qui avaient appelé les Français par nécessité, et attendaient maintenant l'indépendance, le mandat n'était accepté réellement que par des communautés très minoritaires, comme les Arméniens ou les Tcherkesses, qui craignaient d'être écrasés par la masse de la population si ces régions devenaient indépendantes'.

En Palestine mandataire (c'est-à-dire dans la région qui correspond aujourd'hui à Israël et à la Palestine), les débuts du mandat britannique confirmèrent les pires craintes des Arabes, déjà très inquiets de la déclaration Balfour. Le premier haut commissaire, Herbert Samuel, fut un juif anglais favorable aux idées sionistes... Chez les sionistes, il apparut un courant dit "révisionniste", qui trouvait la déclaration Balfour insuffisante, refusait la cession de la Transjordanie (voyez plus bas) et exigeait la constitution d'une armée juive. Des troubles éclatèrent à Pâques 1920; d'autres plus graves à Jaffa en 1921: attaques de colonies juives, pillages, meurtres. Ils continuèrent durant toute la période mandataire. 'Le *leadership* de la résistance arabe était disputé entre deux grandes familles, les Husseini et les Nachachibi; les seconds étant plus favorables au mandat et aux Hachémites. Les Husseini, plus intransigeants, contrôlaient le poste de *mufti* (juge ecclésiastique) de Jérusalem; les Nachachibi, celui de maire de la même ville. De l'autre côté du Jourdain, dans un territoire peuplé en bonne partie de Bédouins, les Britanniques, en 1921, avaient installé Abdallah, fils de Hussein et frère de Fayçal' – un lot de consolation pour les Hachémites, qui s'étaient fait expulser de La Mecque par Ibn Séoud en 1919 (voyez la fiche R1), il leur fallait un lot de consolation. Abdallah devint donc émir de Transjordanie, l'actuelle Jordanie: 'ce territoire était retiré de l'espace offert à la colonisation sioniste. Abdallah n'étaient pas très satisfait de son lot, car Amman était grande comme une sous-préfecture, mais cela valait mieux que rien et cela lui permettait de garder un œil sur la Palestine qu'il espérait bien réunir à son royaume, ce qui le rendit plus compréhensif à l'égard des sionistes.

Ceux-ci apprécieraient peu de voir la Transjordanie leur échapper: la perte du désert transjordanien invalidait la formule "une terre sans peuple pour un peuple sans terre", la côte de Palestine ayant la deuxième densité de population de la région après le Liban'.

Fayçal, expulsé de Damas par les Français, reçut des Britanniques en 1921 (à l'initiative du ministre des Colonies, un certain Winston Churchill), un autre lot de consolation: l'**Irak**, sous mandat britannique. Ces deux trônes hachémites étaient tout ce qui restait du "grand royaume arabe" promis par les Britanniques... 'Fayçal arrivait dans les fourgons d'une armée d'occupation; de plus la majorité du pays était (et est toujours, à 52% minimum) chiite quand lui était sunnite. Ses soutiens naturels étaient des plus réduits: les Arabes sunnites, essentiellement urbains et déjà touchés par l'idée nationale. Jusqu'en 1924-25, la Grande-Bretagne arriva à tenir les Irakiens par le chantage à Mossoul: cette région riche en pétrole avait été attribuée à l'Irak à la paix, mais la Turquie la réclamait bruyamment (la population, elle, est essentiellement kurde, avec des minorités arabes, turque, et aussi chaldéennes et yézidiées). Finalement, la région fut confirmée à l'Irak par la S.D.N. On arriva ainsi à ce monstre qu'est l'**Irak** contemporain: en gros kurde et sunnite au nord, arabe et sunnite au centre, arabe et chiite au sud. Depuis cette époque, ce sont quasiment toujours les Arabes sunnites qui ont dirigé le pays'.

### III-Des mandats aux indépendances (milieu des années 1920-1948).

N.B. Pour la vie politique intérieure des mandats français, voyez le cours sur la France, au chapitre 14.

#### A) La montée du problème de la Palestine (1921-1944).

Des logiques de violence et d'affrontement s'imposèrent immédiatement, et définitivement. Il était logique que les Arabes de Palestine réagissent violemment à une entreprise de colonisation qui se traduisait par le vol de leurs terres et leur marginalisation dans leur propre pays; et prévisible, quoique catastrophique, que cette résistance s'accompagnât d'une vague d'antisémitisme sans précédent, et particulièrement ignoble, dans les pays et mandats arabes de la région. Il était bien de cette époque, la plus noire de l'Histoire du monde contemporain, que les sionistes n'aient jamais essayé de s'entendre avec les indigènes, de se faire aimer d'eux, mais uniquement de les contrôler par la force: ce somporetment était celui de tous les Européens hors d'Europe. Il faut dire que tous les juifs ressentent une angoisse redoublée de la situation en Europe. Dans les années 1920 l'Allemagne fut balayée par une vague d'hystérie antisémite d'une violence sans précédent, dont le principal porte-parole arriva au pouvoir en janvier 1933 – on ne mesurait pas la portée des projets de Hitler, et ce qu'il fit à partir de janvier 1942 était littéralement impensable auparavant; mais ce qu'il fit dans les années 1930 était largement suffisant pour affoler les juifs. En Europe centrale fleurissaient des dictatures antisémites, certaines plus encore en apparence que les nazis; même celles qui ne l'étaient pas au départ, comme celle de Mussolini en Italie, finirent par le devenir. En France, une extrême-droite raciste semblait proche de renverser la vieille République épuisée; en Belgique et aux Pays-Bas, les choses n'allaient guère mieux; même en Grande-Bretagne et en Scandinavie, on entendait de plus en plus la voix des antisémites. En U.R.S.S., les juifs qui avaient cru dans le communisme, et avaient joué un rôle majeur dans la révolution bolchevique, commençaient à être marginalisés, voire persécutés, par Staline (pas pour l'instant en tant que juifs, mais souvent en tant que trotskystes). Bref, en Europe la catastrophe était à peu près générale; ceux des juifs qui n'envisageaient pas d'émigrer sur le continent américain, non touché par ces dérives, n'avaient plus d'autre espoir qu'en le sionisme. Mais, pour les Arabes, cet espoir signifiait un désastre.

Le sionisme s'institutionnalisa, grâce à l'appui des Britanniques. En 1921, l'Organisation sioniste mondiale devint l'Agence juive, dont le directeur, à partir de 1935, fut David Ben Gourion, et qui, dans les années 1930, évolua en un quasi-gouvernement. Ben Gourion fut également le dirigeant du syndicat sioniste, le Hisdrachout, de 1929 à 1935. Les socialistes dominaient toujours la scène politique avec le *Mapaï* ou Parti travailliste, le parti de Ben Gourion; mais les *kibboutzim* étaient de plus en plus minoritaires. Les sionistes élurent un Parlement et un Comité national, qui les représentaient auprès des Britanniques; déjà, la vie politique sioniste était impeccablement démocratique, à ceci près qu'elle excluait complètement les indigènes (comme en Algérie ou en Afrique du sud). Les sionistes avaient aussi leur milice, la Haganah. L'immigration juive en Palestine s'accéléra: en 1938, il y avait quatre cent dix mille colons, soit 29% de la population d'une région désormais amputée de la Transjordanie (le chiffre n'est donc pas exactement comparable à ceux d'avant 1920). Certains déjà avaient fait souche sur place: un Juif né en Terre sainte s'appelle un *sabra*.

De nouveaux affrontements graves eurent lieu en 1928-1929 autour du mur des Lamentations à Jérusalem. Ce mur est tout ce qui reste du second Temple (il s'agit en fait de l'une de ses fondations); après 135, c'était le seul lieu en Palestine où les Juifs avaient conservé le droit de prier, et de ce fait, même si le judaïsme avait renoncé au Temple, c'était un lieu saint entre tous, un lieu où s'exprimait la continuité spirituelle entre le judaïsme moderne et le monde de l'Ancien Testament. Pour les sionistes, c'était l'un des lieux sacrés d'*Eretz Israël*, l'une des preuves de leur bon droit à s'emparer de cette terre. Le problème, c'était que sur la colline que borde le mur, le mont du Temple pour les Juifs, l'esplanade des Mosquées pour les musulmans, ces derniers avaient construit au Moyen Âge deux mosquées, al-Aksa et le Dôme du Rocher; l'une, je ne sais laquelle, commémore l'ascension mystique de Mahomet, qui est censée en être partie: c'est l'un des lieux les plus saints de l'islam. À cette époque l'ensemble, y compris le mur, constituait un *waqf*, c'est-à-dire une fondation pieuse musulmane inaliénable, gérée par une association de croyants. 'Les Juifs pouvaient y accéder sous certaines conditions (ils n'avaient pas le droit d'y amener d'autres meubles que pliants, ils n'avaient droit qu'à quelques lampes...) qu'ils ne respectèrent pas: la tension se focalisa sur un paravent de séparation entre hommes et femmes qu'ils avaient apporté, ce qui entraîna rixes, bagarres, manifestations, descentes de police... Chaudes ambiances, d'autant que l'intervention de la police eut lieu le jour de la fête juive de Roschachana, et que les Arabes réaffirmèrent leur propriété sur le Mur en le surélevant de cinq rangs de pierres (normalement on ne touchait pas au monument d'origine, mais cette partie avait été élevée par les Arabes au Moyen Âge, donc ils considéraient pouvoir le faire). Je sais, on a l'impression d'une dispute de square pour une pelle et un râteau, mais ce fut une dispute qui fit des morts, et elle n'était que l'indice d'une tension extrême, et d'une impasse complète'.

'Après ces rixes, le gouvernement britannique fit publier un Livre blanc (le deuxième, il y en avait eu un premier en 1922), qui marquait une évolution de la position de Londres dans un sens plus favorable aux Arabes: la levée de boucliers fut telle parmi les sionistes, à la Chambre des Communes et aux États-Unis, que le premier ministre, le travailliste McDonald, très embêté, écrivit une longue lettre au président de l'Agence juive, où il donnait une interprétation du Livre blanc telle que celui-ci se trouvait vidé de son sens, et que la situation précédente se trouvait reconduite. De plus en plus les Arabes, qui déjà trouvaient le Livre blanc insuffisant, refusaient toute collaboration avec les Britanniques pour protester contre la situation qui leur était faite dans leur propre pays; ils cherchaient à s'unir malgré les exécutions réciproques de leurs chefs.'

D'avril à octobre 1936, une interminable grève générale des Arabes paralysa toute la Palestine, 'tandis que des bandes de plus en plus organisées s'en prenaient aux colonies juives, bien sûr, mais aussi aux

troupes et aux fonctionnaires britanniques. Une vague d'attentats déferla sur la Palestine, de fusillades, de coups de mains. Ce à quoi les Anglais répondirent par de arrestations, des pendaisons, l'utilisation de boucliers humains, le mitraillage des insurgés par avion...<sup>1</sup> Bref, on se serait cru en Irlande quelques années plus tôt, si ce n'était pire<sup>2</sup>. Les insurgés firent appel aux pays arabes indépendants, ce qui permit en fin de compte de négocier la fin de la grève, mais pas vraiment de mettre fin aux troubles. Ce fut à cette époque (en 1931) qu'apparut l'Irgoun, organe secret d'autodéfense des Juifs révisionnistes, plus radical que la Haganah. Ce furent ces groupes d'autodéfense (terroristes à l'occasion) qui formèrent après-guerre le noyau de l'armée israélienne, ce qui contribua à lui donner son esprit: fondement nationaliste, point trop crispé sur la discipline, mais particulièrement âpre face à la moindre menace. La plupart des politiciens d'après-guerre ont fait partie à un moment ou à un autre de l'une de ces organisations: Simon Peres, Itzhak Shamir, Itzhak Rabin, et bien sûr Moshe Dayan, qui s'engagea dans l'armée britannique pendant la guerre mondiale.'

'Il y eut un moment d'accalmie relative l'année suivante, durant lequel les Britanniques envoyèrent des commissions d'enquête afin de déterminer l'origine des troubles. Le *statu quo* étant impossible, deux solutions se présentaient: soit un grand royaume de Palestine et de Transjordanie sous le sceptre d'Abdallah (qui en rêvait depuis 1920), où les droits des Juifs seraient assurés: mais cela, personne n'en voulait sur place, ni les Juifs bien sûr, ni les Arabes qui ne voulaient pas être soumis aux bédouins d'outre-Jourdain. L'autre solution était celle du partage entre les deux communautés. Il y eut un plan en ce sens, le plan Peel. Il rappelle celui de 1947, en plus favorable aux Arabes: le nord-ouest de la Palestine était dévolu aux Juifs, la région de Jérusalem avec un corridor jusqu'à la mer constituait un mandat anglais résiduel séparant les deux États; le reste du territoire constituait l'État arabe. Les Juifs acceptèrent en traînant les pieds, partagés entre ceux qui voyaient enfin se réaliser leur rêve d'un État (plus petit que prévu, mais ce n'était qu'un début dans leur esprit), et ceux qui refusaient de se voir fermer le reste de la Palestine. Quant aux Arabes, considérant que toute la Palestine était leur pays et qu'il n'était pas question d'en céder une partie, ils refusèrent catégoriquement, sauf les Nachachibi, alliés d'Abdallah et les plus proches des Britanniques, qui acceptèrent à contrecœur<sup>3</sup>. De fait, ce partage était inégalitaire: il laissait les régions les plus riches aux Juifs (qui les avaient enrichies, certes, et qui devaient payer une indemnité annuelle à l'État arabe) et il ne pouvait se faire qu'au prix de déplacements de population, nécessairement défavorables aux Arabes, bien plus touchés par une telle mesure que leurs adversaires.'

'En conséquence les troubles reprirent. En 1938, les insurgés parvinrent même à se rendre maîtres des villes un bref moment. Contre eux combattaient les Britanniques, les commandos des organes d'autodéfense juifs, et jusqu'à des Arabes pro-Britanniques, clients des Nachachibi: guerre intercommunautaire et guerre civile. Cette révolte est extrêmement

---

<sup>1</sup> 'Ce fut alors qu'apparut la notion de *fedayin* ("hommes du sacrifice"). Sur un plan plus anecdotique, c'est à cette grande révolte palestinienne que remonte l'identification du *keffieh* comme symbole de la lutte nationale palestinienne: c'était la coiffure des paysans (les urbains portaient le *tarbouche*, ou fez) et la révolte fut essentiellement celle des paysans chassés de leur terres, Il s'imposa d'autant mieux que les urbains l'adoptèrent de façon à ce que les insurgés qui se glissaient dans les villes passassent inaperçus dans la foule.'

<sup>2</sup> 'Sur l'ambiance de ces années, voyez la première version, non édulcorée, de "Tintin au pays de l'or noir".'

<sup>3</sup> 'Et pour cause, l'essentiel de la clientèle politique des Nachachibi se trouvait dans le territoire dévolu aux Juifs.'

importante en ce qu'elle constitue le premier grand moment du nationalisme palestinien, d'où découle, à travers de multiples avatars celui que nous connaissons actuellement: n'oubliez pas que Yasser Arafat, né en 1930, était petit garçon à l'époque, et que tout cela l'a profondément marqué<sup>1</sup>. **Le chef de la révolte fut le grand mufti de Jérusalem, Hadj Amin al-Husseini**, qui, lorsque les Britanniques reprirent l'offensive, parvint à se réfugier sur l'esplanade des Mosquées, puis de là à passer au Liban, où il fut placé en résidence surveillée par les Français. Durant toute cette époque, puis pendant et après la guerre mondiale, il fut le chef de file des Palestiniens dans leur combat pour leur terre.'

'L'approche de la guerre conduisit les Britanniques à réviser leur politique en Palestine, pour y obtenir un minimum de calme. Ce fut **le troisième Livre blanc**, celui de **1939**, radicalement différent des deux premiers en ce qu'il était favorable aux Arabes, nettement cette fois-ci: les ventes de terres aux colons sionistes étaient interdites (à cette époque, les colons s'étaient déjà approprié un tiers des terres cultivées); l'immigration juive était limitée à soixante-quinze mille personnes par an pour les cinq années suivantes, puis devait s'arrêter; dans les dix ans, la Palestine arabe devait obtenir l'indépendance, avec des garanties pour les colons sionistes. Les Juifs ne pouvaient rien dire, n'ayant personne vers qui se tourner, forcés qu'ils étaient de lier leur destin à l'Angleterre; les Arabes, qui trouvaient ces propositions insuffisantes, se les virent en fait imposer. De toute façon, la guerre fit que toutes ces questions passèrent sous le boisseau. Mais elles ne furent pas oubliées.'

Lorsque la **guerre mondiale** éclata, l'ensemble du Proche-Orient rivalisa de protestations de fidélité à la cause alliée... sauf certains milieux nationalistes syriens et irakiens, très pro-allemands, en partie par antisémitisme, en partie par opposition aux colonisateurs français et britannique. Hadj Amin parvint à s'enfuir en Irak, mais en 1941 les Britanniques y intervinrent, renversant les nationalistes pro-nazis (voyez plus bas). 'Hadj Amin parvint à gagner Berlin et à rencontrer Hitler, et l'assura de la sympathie des Arabes pour la cause allemande, sans réussir à éveiller grand intérêt chez son interlocuteur, très occupé à envahir la Russie. Il joua tristement les potiches à Berlin jusqu'à la fin de la guerre.' Pour le reste, la Palestine demeura fermement tenue par les Britanniques. En mai 1942, les principales organisations sionistes, réunies à l'hôtel Biltmore à Londres, demandèrent une reprise de l'immigration et la reconnaissance de principe d'un État juif. Les Britanniques ne leur étaient plus si hostiles, à cause de l'attitude des patriotes arabes et aussi parce qu'ils avaient besoin de la Haganah pour maintenir l'ordre sur place, leurs troupes ayant fort à faire ailleurs. Mais ils maintinrent les dispositions du Livre blanc.

La deuxième guerre mondiale changea complètement la donne. **La révélation du génocide** remplit les Européens et les Américains d'horreur<sup>2</sup>; il devenait très difficile de critiquer le sionisme sans passer pour antisémite<sup>3</sup>, d'autant que le grand mufti de Jérusalem avait eu, on vient de

---

<sup>1</sup> 'Arafat, de son vrai nom Mohammed Arafat al-Qudwa al-Husseini, appartient à la famille des Husseini, celle du grand mufti de Jérusalem.'

<sup>2</sup> Je souligne longuement, au début du chapitre 13 du cours sur la France, que dans l'immédiate après-guerre les souffrances des juifs n'occupaient pas, dans la conscience européenne, une place aussi centrale que celle qu'elles ont acquies à partir de 1980 environ. Mais il ne faut rien exagérer: on les connaissait cependant; d'autre part, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, pays qui n'eurent pas de mythes résistants, l'opinion publique y fut tout de suite bien plus sensible.

<sup>3</sup> Les paragraphes que j'ai rédigés plus haut sur les origines du sionisme, et la conclusion de cette fiche, n'auraient pas pu être écrits avant Sabra et Chatila. D'autant que l'après-guerre fut l'apogée de la

le voir, une attitude fort peu glorieuse – par la suite, la réputation d'antisémites pronazis poursuivit bon nombre de *leaders* arabes, notamment Nasser, et le plus souvent à bon droit: l'Égypte nassérienne fut l'un des grands centres de diffusion des *Protocoles des Sages de Sion* et d'autres ouvrages de même farine, des portraits de Hitler trônent toujours dans certains foyers palestiniens de Jordanie ou du Liban; en Europe et aux États-Unis, l'engagement pro-palestinien explique pas mal de glissements, après 1945, du camp de l'extrême-gauche anticolonialiste aux extrêmes-droites les plus malodorantes (je pense notamment, pour la France, à Roger Garaudy et aux révisionnistes<sup>1</sup>). Les sionistes exploitèrent sans vergogne le sentiment de culpabilité des Occidentaux, point très fiers d'avoir entraîné à libérer les camps pour des raisons stratégiques; ils se livrèrent à **une véritable instrumentalisation du génocide** au bénéfice de la cause qui leur semblait juste (l'expression est empruntée aux historiens israéliens dits "révisionnistes" – dans un autre sens qu'au début du paragraphe! –, notamment Zeev Sternhell, des Israéliens qui se sont livrés depuis une vingtaine d'années à une vigoureuse et courageuse remise en cause de tous les mythes israéliens, dans l'idée que le plus dangereux pour l'âme d'un peuple est de vivre dans le mensonge).

Il faut dire que **les candidats à l'émigration en Palestine étaient légion** désormais, même si la majorité des Juifs souhaitaient toujours émigrer aux États-Unis. Il n'était pas question que les survivants des camps de la mort se réinstallassent en Europe centrale, où leur monde avait disparu, et où les populations chrétiennes délivrées du nazisme n'en étaient pas devenues moins antisémites pour autant: il y eut un pogrome en Pologne en 1946 dans la ville de Kielce, où des rescapés des camps tentaient de récupérer leurs biens. Les Britanniques, pour éviter une confrontation générale au Proche-Orient, maintinrent cependant leur politique de restriction à l'immigration sioniste en Palestine, et cessèrent de soutenir la Haganah et l'Irgoun (sous les ordres de Menahem Begin depuis 1944). À Alexandrie en septembre-octobre 1944, ils suscitérent la fondation d'une **Ligue arabe** qui réunissait les pays arabes indépendants (plus la Transjordanie qui ne l'était pas encore), et affirma solennellement leur refus de tout État juif. Tandis que le sort des réfugiés des camps auxquels on refusait l'accès à la Palestine faisait scandale<sup>2</sup>, l'Irgoun se lança dans le **terrorisme**, à la fois anti-britannique et anti-arabe: il assassina notamment le ministre-résident britannique au Caire; le célèbre **attentat contre l'hôtel du Roi-David**, Q.G. des forces britanniques en Palestine, fit plus de cent morts en juillet 1946.

Dans ces conditions le problème palestinien s'internationalisa à grande vitesse. L'U.R.S.S. s'engagea fermement aux côtés des sionistes, en grande partie pour pousser ses pions au Proche-Orient face à l'affaiblissement des impérialismes dans cette région du monde; elle tenta, pour son propre compte, d'instrumentaliser la dimension socialisante du sionisme. Les États-Unis, sous la pression d'une opinion publique très favorable au sionisme, et eux aussi pour pousser leurs pions dans cette région du monde, demandaient une augmentation des quotas d'immigration sioniste, et que le mandat britannique fût transféré à l'O.N.U. **Les Britanniques finirent par jeter l'éponge début 1947** (ils étaient ruinés et avaient d'autres problèmes en Inde): **ils transmirent** effectivement **la**

---

popularité du socialisme en Europe occidentale, et que le sionisme était perçu sous cet angle; même l'U.R.S.S., nous allons le voir, était pro-sioniste.

<sup>1</sup> Voyez le cours sur la France, au chapitre 16, et celui sur l'Allemagne, au chapitre 4

<sup>2</sup> Il y eut notamment, à l'été 1947, l'affaire de l'**Exodus**, un navire qui transportait quatre mille cinq cent malheureux, et qui, après toute une odyssée qui le mena notamment à Chypre, dut repartir pour l'Allemagne; Otto Preminger en a fait un film, *Exodus*, en 1960

gestion du problème palestinien à l'O.N.U. Celle-ci, par la résolution n°181 de novembre 1947, proposa un plan de partition de la Palestine mandataire: il y aurait un État juif et un État arabe, formé de trois morceaux sans continuité géographique: un en Galilée, au nord (les Arabes y étaient plus nombreux que les Juifs et le sont demeurés); un autour de Jérusalem; un dans la région de Gaza et dans le sud du désert du Néguev. Au beau milieu du plus grand des trois lambeaux, Jérusalem aurait été placée sous mandat international. À l'évidence les Arabes ne pouvaient accepter ce plan; de toute façon, ils estimaient qu'ils n'avaient pas à céder quelque part que ce fût de la Palestine aux envahisseurs; avec l'appui des États arabes indépendants, ils pensaient pouvoir gagner la guerre qui s'annonçait. Les sionistes, eux, acceptèrent le plan de l'O.N.U. du bout des lèvres, quoique dans sa partie centrale l'État juif à naître n'eût guère plus de dix à quinze kilomètres de large, ce qui le rendait difficile à défendre, et quoique l'Irgoun estimât qu'il était possible de conquérir l'ensemble d'*Eretz Israël*.

Tandis que les troupes britanniques pliaient bagage, la guerre reprit entre les deux communautés. En mai 1948, les sionistes proclamèrent l'indépendance d'Israël, ce qui acheva de transformer en conflit régional un affrontement qui, en réalité, n'était déjà plus une simple guerre interconfessionnelle, car des "volontaires" arabes accouraient de toutes parts: une "Légion arabe de Transjordanie" était notamment apparue.

### B) Autres problèmes proche-orientaux.

Au niveau des relations internationales régionales, la France dut avant tout affronter les revendications de la Turquie sur le *sandjak* d'Alexandrette, en Syrie, une région où les Turcs formaient la majorité relative de la population. Lorsque la guerre s'approcha et qu'il fallut donner des satisfactions à la Turquie pour qu'elle restât neutre, la France commença à négocier et finit par céder le *sandjak* à la Turquie, en 1939, évidemment sans avoir consulté les Syriens (la Syrie n'a toujours pas accepté) ni les populations locales. Alexandrette est toujours turque, et s'appelle désormais Iskanderun; les Turcs sont devenus majoritaires dans la région à la suite d'une vigoureuse politique de turquisation.

En juin 1941, les gaullistes prirent le contrôle de la Syrie et du Liban, mais sous occupation britannique. très affaiblis, ils furent obligés de promettre l'indépendance à ces deux pays pour 1943 (la Syrie étant réunifiée – mais elle a toujours considéré ne pas l'être totalement sans le Liban). Ce fut à cette date que fut formalisé ce que l'on appelle le Pacte national libanais, un accord non écrit en vertu duquel les fonctions officielles étaient réparties entre les grandes communautés du pays: le président devait être un maronite, le premier ministre un sunnite, le président de la Chambre un chiite, et on se débrouillait pour que les autres communautés fussent représentées au conseil des ministres; par ailleurs, le chef de l'armée devait être un chrétien, et son second un druze – les druzes jouissaient aussi d'une autonomie judiciaire. Ce pacte a fonctionné jusqu'à la guerre civile de 1975-1989, dont l'une des causes fut que les chiites et les druzes le contestaient. Il a été reconduit depuis la fin du conflit.

Il y eut, en 1945, quelques velléités de revenir sur les promesses, mais finalement, sous la pression des Britanniques et de la volonté unanime des populations locales, la France reconnut l'indépendance de la Syrie et du Liban en 1945, et les dernières troupes partirent en 1946. 'Aida aussi le fait que ce fut Catroux, un colonial clairvoyant, qui avait assuré les promesses de 1943, et qui organisa le départ. Entretemps, un génie de la politique avait quand même réussi à bombarder Damas en 1945. Mais le départ des Français se fit sans trop de heurts, et en gros, les liens de sympathie et d'amitié demeurent (le fait d'être partis assez vite y aide pour une part, ainsi que de pas avoir trop démolé les sociétés; et puis puis l'attitude de la France dans le conflit israélo-arabe)'.

La Grande-Bretagne tenta d'organiser son retrait de ses mandats proche-orientaux dans les meilleures conditions possibles. L'**Irak** obtint son indépendance en 1930 et entra à la S.D.N. en 1932, mais les Britanniques conservaient la haute main sur les pétroles. L'Irak semi-indépendant fonctionna assez mal: régime monarchique autoritaire, révoltes des Kurdes, des yézidis, des chiites du sud et des chaldéens – ces derniers étaient en fait des réfugiés de Turquie, de langue kurde, auxquels les Britanniques avaient également promis un foyer "national". Ils furent écrasés, certains se réfugièrent en Syrie (il y eut des projets de les réinstaller... au Brésil!), la plupart s'intégrèrent: Tarek Aziz, le ministre des Affaires étrangères de Saddam Hussein, en est issu. Le pays se posait en champion du nationalisme arabe. L'armée fit un coup d'État en 1936, mais le général putschiste, qui avait Kemal pour modèle, fut assassiné l'année suivante et tout rentra dans l'ordre... jusqu'à un nouveau coup d'État en 1941, mené par un groupe d'officiers pro-allemands – un choix dû, à l'époque, non tant à l'antisionisme qu'à l'hostilité aux Britanniques, qui continuaient à tirer les ficelles de la vie politique locale, et au prestige du modèle des dictatures européennes, très populaires parmi les nationalistes arabes (voyez la fiche R1) – la Turquie kémaliste leur était d'ailleurs assimilée. Les Britanniques intervinrent militairement avec l'aide des troupes de Transjordanie: ce fut à cette occasion, les putschistes ayant demandé l'aide allemande, que le régime de Vichy autorisa les Allemands à utiliser les aéroports de Syrie et du Liban (voyez le cours sur la France, aux chapitre 13 et 14).

La **Transjordanie**, région rurale et sans personnalité affirmée, obtint son indépendance sans heurts en 1946. L'**Égypte** en revanche eut une Histoire tout aussi agitée que l'Irak. Dès 1919 il y eut des émeutes anticolonialistes, et en 1922 la Grande-Bretagne renonça à son protectorat, accordant à l'Égypte un régime de semi-indépendance où elle conserverait quatre "points": la défense des communications avec l'Empire, la défense militaire du pays, la protection des étrangers et des minorités, le Soudan (placé sous "condominium anglo-égyptien"). En réalité, le haut-commissaire britannique était toujours tout-puissant. L'année suivante, le sultan Fouad prit le titre de roi (comme tous les monarques arabes sauf ceux de la côte du Golfe persique l'ont fait à l'indépendance: ceci afin de renforcer leur légitimité vis-à-vis de l'Occident) et promulgua une Constitution. Un parti indépendantiste, le **Wafd**, apparut à la même époque; il s'opposait au Roi à qui il disputait la réalité du pouvoir. Après diverses crises, coups de force, suspensions de la Constitution, etc., en 1936 le Wafd remporta les élections; il obtint un assouplissement des quatre points (il n'y avait plus de troupes britanniques que dans la zone du canal de Suez), et surtout, l'année suivante, la suppression des capitulations, c'est-à-dire du régime juridique et fiscal privilégié dont les étrangers, comme en Chine, bénéficiaient: ce qui fait que c'est habituellement de 1936 ou 1937 que l'on date l'**indépendance** égyptienne. Contre les Britanniques, le Wafd jouait plus ou moins la carte italienne, ce qui était fort dangereux puisque Mussolini possédait la Lybie et était en train de prendre le contrôle de l'Éthiopie; en revanche, durant la guerre il évita de se compromettre avec les nazis. Usé par le pouvoir et déconsidéré dans la population qui le trouva trop favorable aux Britanniques durant le conflit – bien obligé: ceux-ci seraient intervenus comme en Irak –, le Wafd finit par perdre le pouvoir en 1944 (le roi Farouk reprit les rênes du pays); il faut dire qu'un courant politique nouveau, les Frères musulmans, était venu le concurrencer (voyez la fiche R1),

#### IV-Depuis 1948.

##### A) L'évolution des pays arabes (à l'exclusion des conflits avec Israël).

Les **monarchies** des anciens mandats britanniques moyen-orientaux ont mal résisté à l'épreuve du temps: elle étaient neuves et n'avaient pas de

profondes racines locales, à l'exception de l'égyptienne. En Égypte, le roi Farouk, tenu pour responsable de la défaite de 1949 et incapable de s'entendre avec le Wafd, fut renversé en 1952 par une junte d'"officiers libres" nationalistes; en Irak, le roi Fayçal II, un adolescent, fut renversé et tué lors d'un putsch militaire en juillet 1958. Reste la Jordanie, à la surprise générale car ce pays sans personnalité affirmée semblait de tous le plus fragile, notamment parce qu'il est frontalier d'Israël et que les réfugiés palestiniens y sont plus nombreux que les habitants de souche (voyez plus bas): ce miracle est dû à la très forte personnalité et au règne interminable du roi Hussein (1952-1999), auquel son fils Abdallah a succédé depuis. Ce dernier est aujourd'hui le dernier hachémite régnant, et la Jordanie est la dernière monarchie de la région. Cela dit, les régimes républicains ressemblent parfois d'assez près à des monarchies: lorsque le président de Syrie, Hafez el-Assad, né en 1930, au pouvoir depuis 1970, est décédé en 2000, son fils Bachar el-Assad lui a succédé. Le président de l'Irak, Saddam Hussein el-Takriti, homme fort du régime depuis 1968<sup>1</sup> et seul détenteur du pouvoir depuis 1979, gouvernait essentiellement avec des hommes de son clan et avait placé ses proches parents aux postes les plus sensibles; les Etats-Unis l'ont renversé en 2003. En Égypte, les choses sont moins caricaturales.

En Syrie, en Irak et en Égypte, c'est le nationalisme arabe laïc (voyez la fiche R1) qui est l'idéologie officielle des régimes en place. Dans les deux premiers de ces pays, le parti au pouvoir (ce n'est évidemment qu'une courroie de transmission des milieux dirigeants, composés de militaires essentiellement) est le Baas (acronyme de "parti socialiste de la renaissance arabe"), fondé en 1943 à Damas; mais les deux branches syrienne et irakienne ont rompu en 1963. C'est dans ces deux pays que les mœurs politiques sont les plus brutales, sauvages même à l'occasion, de tout le Moyen-Orient. En Syrie, les militaires ont pris le pouvoir dès mars 1946<sup>2</sup>. Quand ils ne se massacraient pas entre eux, les militaires syriens s'employaient à liquider, notamment, les Frères musulmans, puissants depuis longtemps dans le pays (voyez la fiche R1). L'épisode le plus terrible a été la répression de l'insurrection de Hama, la quatrième ville du pays, en février 1982: la population, à majorité sunnite, protestait contre l'athéisme officiel du Baas, la répression des Frères musulmans et la mainmise sur le pouvoir de la minorité alaouite, qui ne représente que 13% de la population<sup>3</sup>. Il y aurait eu dix mille morts. En Irak, Saddam Hussein s'est distingué notamment en gâzant les Kurdes, à la fin de la guerre avec

---

<sup>1</sup> Auparavant, il y avait eu le général Kassem, de 1958 à 1963; puis le régime "des frères Aref".

<sup>2</sup> Ils l'ont vaguement quitté de 1954 à 1963, période où le Baas devint la force politique ultra-dominante et finit par s'allier avec eux – je passe sur une bonne douzaine de putschs entre 1946 et 1970.

<sup>3</sup> Un concept très utile pour l'analyse des pays arabes contemporains est celui, forgé par Ibn Khaldoun, de la *asabiyya*, ou "esprit de corps": un certain nombre d'États peuvent s'analyser comme des États sur lesquels une *asabiyya* a fait une véritable O.P.A., s'assurant l'ensemble des postes de directions. C'est en particulier le cas de la Syrie d'Hafez-el-Assad, avec les alaouites, et de l'Irak de Saddam Hussein, avec les Arabes sunnites takritis (le nom de son clan) membres du Baas, le parti nationaliste arabe. C'est en partie grâce à cela que la Garde nationale irakienne a été si facilement battue par les Nations-Unies lors de la guerre du Golfe en 1991: ce ne sont pas tant des troupes d'élite que des troupes sûres. Attention quand même à ne pas abuser de ce concept: pendant la guerre de 1980-1988, les chiites d'Irak et les Arabes d'Iran sont restés fidèles à leurs pays respectifs, ce qui montre qu'il y a aussi un réel patriotisme dans ces pays'.

l'Iran (à partir d'avril 1987)<sup>1</sup>, puis, après sa défaite face aux États-Unis en 1991, en massacrant les chiites du sud-est du pays, qui avaient osé se révolter. En Égypte, où le parti au pouvoir a porté des noms assez divers selon les périodes, le régime était passablement dur aussi à l'époque du raïs (président) Gamal Abdel Nasser (de 1954 environ, date à laquelle il émergea de la junte des "officiers libres", à sa mort en 1970); il s'est un peu assoupli sous le raïs Anouar el-Sadate (1970-1981, assassiné), et beaucoup sous le raïs Hosni Moubarak, qui a même autorisé le multipartisme. Mais les Frères musulmans, et les islamistes en général, font l'objet d'une répression qui n'a guère diminué. La Jordanie, en revanche, a su les associer au pouvoir; c'est un pays où l'on respire un air de liberté. Une brise. Un souffle.

Tous ces régimes politiques tenaient pour l'unité arabe face à Israël et à l'Occident néo-colonialiste; il était censé y avoir une seule nation arabe, dissociée par la colonisation et dont il fallait reconstruire l'unité: cette idéologie s'appelle le panarabisme. Ce n'est qu'une idéologie évidemment: les Arabes appartiennent au même peuple et le savent (d'où leur solidarité sincère avec les Palestiniens), mais pas à la même nation: les Égyptiens, notamment, ont leur nationalisme propre, millénaire; beaucoup méprisent cordialement le *Maghreb* marginal et à demi berbère, les bédouins de Lybie et de Jordanie, les "ploucs" enrichis d'Arabie... De ce fait, toutes les tentatives d'union politique ont échoué, d'autant que les différents dictateurs n'avaient aucune envie de céder quoi que ce soit de leur pouvoir. Il y en a eu pas mal; la seule à avoir dépassé le stade du projet, a été la République arabe unie (R.A.U.), qui a réuni la Syrie et l'Égypte, deux pays sans frontières communes, entre février 1958 et septembre 1961 (le Yémen, qui n'a de frontières avec aucun des deux autres et est une monarchie fort archaïque, lui était vaguement confédéré). Depuis les années 1970, le dictateur lybien Muammar el-Kadhafi a repris le flambeau du panarabisme, signant avec à peu près tout ce qui bouge, y compris dans la région qui m'intéresse l'Égypte (en 1972), mais aussi le Maroc, la Tunisie, l'Algérie, le Tchad, etc., des "traités d'union" qui n'ont jamais dépassé le stade d'instruments de propagande. Quant à la Ligue arabe, fondée en 1945, elle n'a jamais été plus qu'un forum de coopération entre gouvernements indépendants.

Du point de vue de l'organisation sociale et économique intérieure, la Syrie a glissé vers le socialisme à partir de 1953; l'Irak a suivi dans les années 1960 (dans ces deux pays, à vrai dire, il est difficile de faire la part entre le collectivisme et l'appropriation de pans entiers de l'économie par la clique au pouvoir; en tout cas, il s'agit de variantes locales fortement inspirées du modèle stalinien de développement, mais pas calquées sur l'organisation économique de l'U.R.S.S. – voyez la fiche E3).

---

<sup>1</sup> Les Kurdes d'Irak ont l'habitude... Les insurrections des années 1930, qui avaient profité de la guerre pour s'étendre, ne furent vaincues qu'en 1947. En 1958, Kassem accorda aux Kurdes de son pays une autonomie qui ne fut jamais appliquée; dès 1961, leurs partis retournèrent dans la clandestinité. la guerre reprit jusqu'en 1970; à cette date, nouvel accord d'autonomie, pas plus respecté que le précédent; rupture et reprise de la guerre civile en 1974. L'Irak s'entendit avec l'Iran, qui a ses propres Kurdes, pour les réprimer de concert, jusqu'en 1980, lorsqu'éclata la guerre entre les deux pays: durant la décennie suivante; chaque belligérant encouragea les sécessionnistes kurdes chez l'autre tout en réprimant les siens! Depuis 1991, les États-Unis ont imposé à l'armée irakienne de se retirer du Kurdistan (Kirkouk et son pétrole sont cependant restées aux mains de Saddam Hussein: la population de cette région est mixte), et l'armée irakienne n'a même pas le droit de survoler la partie nord de cette région. Précisons que dès qu'ils sont libres, les Kurdes d'Irak se battent entre eux; ce fut le cas dans les régions libérées dans les années 1970, puis à nouveau dans les années 1990.

L'Égypte de Nasser, elle aussi, a évolué vers une forme locale de socialisme dans la deuxième moitié des années 1950, sous l'égide de Nasser, en bonne partie en réaction à l'agression israélo-franco-britannique de 1956, au soutien des États-Unis à Israël, et à cause de l'aide apportée par l'U.R.S.S. à la construction du barrage d'Assouan, commencé en 1957 et achevé en 1971. C'était le grand projet du régime, un monstre typique des rêves délirants de cette génération de politiciens du tiers-monde: il s'agissait de faire le plus khôlossal, le plus mégalomane possible, le plus "moderne", le plus "progressiste", sans se soucier le moins du monde des conséquences concrètes. Moyennant l'inondation de régions entières et l'expulsion de leurs habitants, on a mis fin aux crues millénaires du Nil, ce qui a eu des avantages (le débit du grand fleuve est désormais plus régulier, les crues ne font plus de morts) mais aussi des inconvénients catastrophiques (les terres ne sont plus naturellement fertilisées par la boue et s'épuisent; l'eau qui s'évapore sur l'immense surface du lac Nasser, en amont du barrage, est perdue pour l'agriculture; la faune et la flore ont été bouleversées, etc.). Puis, sous Sadate et Moubarak, le socialisme est passé de mode sur les rives du Nil et l'économie s'est libéralisée – un peu. En revanche la Jordanie a toujours conservé une économie libérale.

Le Liban représente un cas très particulier. De 1945 à 1975, le Pacte national resta en vigueur, et la vie politique du pays fut, en façade, parfaitement démocratique – mais le Pacte n'était qu'un arrangement de partage du pouvoir entre les leaders féodaux-claniques des principales communautés. Au moins, la paix civile régnait, les militaires étaient éloignés du pouvoir, les Libanais jouissaient d'une liberté sans égale dans la région en-dehors d'Israël; le pays, très proche de l'Occident et d'économie libérale, était prospère, d'autant que Beyrouth servait de plaque tournante à tous les trafics de la région; c'en était notamment le principal centre bancaire, et la première destination touristique. Ce petit pays sans Histoire et sans pétrole était cité en modèle; et les Libanais, notamment les maronites qui dominaient les institutions et l'économie, étaient fort imbus de leur supériorité sur les sauvages des pays voisins. Par ailleurs, le Liban envoyait à l'Occident l'image rassurante d'un pays arabe en voie d'occidentalisation, avec des femmes sans voile, des casinos, une société de consommation... Et pour cause: c'étaient des chrétiens qui dominaient le pays – mais les autres n'en pensaient pas moins. Facteur supplémentaire de popularité en France, c'était un pays très francophone.

Par malheur, la situation se dégrada peu à peu, pour diverses causes: les effets des conflits avec Israël, et notamment de l'installation sur le territoire libanais d'une partie des réfugiés palestiniens, puis des troupes de l'O.L.P.; les pressions déstabilisatrices de la Syrie, qui considère que le Liban est l'une de ses provinces et qui n'a jamais accepté qu'il en soit détaché à l'indépendance; le mécontentement de certaines communautés écartées des dispositions les plus intéressantes du Pacte national, et par ailleurs de plus en plus nombreuses, notamment les chiites et les druzes. À l'époque, cela prenait la forme d'une demande d'une déconfessionnalisation de la vie politique... Il y avait de fortes tensions régionales, une inflation dramatique, et pas d'homme fort pour étouffer les manifestations de mécontentement comme dans les autres pays arabes. En avril 1975 éclata la guerre civile: sur place, elle mit aux prises essentiellement des clans confessionnels (les forces politiques modernes, comme les syndicats et les partis, furent balayées en quelques mois), plus les diverses milices palestiniennes.

Et ce fut la catastrophe... Les Syriens intervinrent dès 1976, puis les Israéliens en 1978 (voyez plus bas), les Américains et les Français dans les années 1980 (pour des raisons complexes: protéger leurs intérêts ou divers clans clients, calmer des opinions publiques atterrées par ce qu'elles voyaient à la télévision – jusqu'au premier attentat qui les faisait rembarquer la queue basse), les Iraniens par le biais de milices chiites, les Soviétiques par le biais des Syriens, de certains Palestiniens

et d'un peu n'importe qui, le tout sous l'œil de casques bleus effarés et, à certaines époques, d'une "force arabe de dissuasion" qui ne dissuada jamais personne de quoi que ce soit. Je passe sur le détail, retournements d'alliances en gros et au détail, massacres en tous genres, exils, etc., pour esquisser un bilan à la fin des combats à la suite de l'accord de Taëf en octobre 1989. Le centre de Beyrouth a été entièrement détruit; même s'il a été joliment reconstruit à la fin des années 1990, il a perdu son rôle économique et financier d'antan, essentiellement au profit de Chypre. Le pays est ruiné pour longtemps. La Syrie a imposé un protectorat de fait (reconnu par les accords de Taëf): elle choisit le président du Liban, occupe toujours une partie du pays et l'est, la plaine de la Bekaa, a été intégré à l'économie syrienne. En théorie le pacte national a été reconduit, en fait les maronites ont perdu la réalité du pouvoir; pas mal d'entre eux, d'ailleurs, ont émigré, beaucoup en France. L'atmosphère est toujours un peu moins lourde à Beyrouth et dans les régions maronites qu'ailleurs au Proche-Orient, mais cette liberté est toute relative: elle dépend de la bone volonté du maître de Damas.

Du point de vue de la politique extérieure (problème israélien mis à part), la région a été traversée par les lignes de force issue de la guerre froide; notez cependant qu'à part Israël les États-Unis n'ont jamais eu que des alliés assez problématiques dans la région, et l'U.R.S.S. aussi. Aucun pays de la région n'accepta jamais sur son sol ni troupes américaines, ni troupes soviétiques, à l'exception du Liban sous forme de petites "forces d'interposition"; mais les États-Unis avaient l'avantage à cause de l'armée israélienne, de la proximité de l'Arabie saoudite où ils ont des bases, de leurs porte-avions en Méditerranée.

Au début des années 1950, la Grande-Bretagne, qui avait soutenu les pays arabes contre Israël en 1948-1949, parvenait encore à faire illusion en tant que relais régional post-colonial de la puissance américaine. il y eut notamment, en février 1955, le pacte de Bagdad (de son nom officiel: le M.E.D.O., *Middle East defense Organization*), qui associait la Grande-Bretagne, la Turquie, l'Irak, l'Iran et le Pakistan; mais il fut impossible d'y associer l'Égypte, et le coup d'État irakien, en 1958, sonna le glas du Pacte au Moyen-Orient, et du rôle régional de la percluse Albion. Les seuls pays de la région à être toujours restés dans le camp occidental, à part Israël, furent la Turquie et la Jordanie; à une autre frontière, l'Iran a quitté le camp occidental en 1979, mais sans intégrer l'autre camp. La Syrie et l'Irak prirent le chemin de l'alliance soviétique dans les années 1950; l'Égypte aussi, jusqu'aux débuts de l'époque de Sadate où elle opéra un retour spectaculaire dans le camp occidental - le renversement d'alliances se fit officiellement en juillet 1972; il s'explique, outre divers conflits internes à la clique au pouvoir, par les échecs du socialisme à l'égyptienne, par l'inefficacité des coopérants soviétiques, par les promesses des États-Unis et, sans doute déjà en partie, par le désir du Raïs de sortir de la logique de confrontation avec Israël.

Concernant les conflits régionaux entre pays musulmans, c'est l'Irak de Saddam Hussein qui a posé les problèmes les plus graves. En septembre 1980, sous le prétexte vaseux d'injustices dans le partage des eaux dans le Chott el-Arab, l'estuaire commun du Tigre et de l'Euphrate qui sert de frontière aux deux pays, et dans l'attribution de quelques îlots pelés dans le golfe Persique, il déclara la guerre à l'Iran, où la Révolution islamique, qui avait éclaté en 1979, n'était pas encore affermie; le dictateur irakien, déjà passablement mégalomane, espérait annexer les régions iraniennes de peuplement arabe, qui en fait restèrent fidèles à Téhéran; au-delà, il espérait devenir le leader des Arabes, un nouveau Nasser, et, qui sait, peut-être, l'homme qui reconstituerait l'unité de la nation arabe. La guerre irano-irakienne dura jusqu'en août 1988; ce fut une boucherie, une guerre de tranchées (sur la frontière essentiellement) et de bombardements dans le style à succès de la première guerre mondiale (on fait ce qu'on peut quand on n'a pas de bombe atomique), avec adolescents fanatisés jetés par centaines de milliers sur le front (par les Iraniens),

populations civiles gazées (par les Irakiens), etc.; le tout pour aboutir à un *statu quo*, un million deux cent mille morts plus tard.

Deux ans plus tard, en août 1990, Saddam Hussein récidiva, en annexant (sans résistance) le **Koweït**, un *confetto* désertique et gorgé de pétrole que les Britanniques avaient détaché en 1902 de l'une des *wilayet* (départements ottomans) qui allaient vingt ans plus tard constituer l'Irak: autrement dit, contrairement aux prétentions de Saddam Hussein le Koweït n'avait jamais été irakien (c'est une création artificielle et coloniale, mais l'Irak aussi), et même s'il l'avait été un jour, ce qui importait, c'était que la population ne souhaitait pas le (re)devenir; du reste, les Koweïtiens furent traités en ennemis par l'armée irakienne<sup>1</sup>. Cette annexion constituait manifestement un premier pas vers une politique d'agressivité tous azimuts, d'autant plus inquiétante que le "nouveau Saladin" de Bagdad avait accumulé des quantités hymalayennes d'armes en tout genres, chimiques notamment (les Kurdes étaient payés pour le savoir), et préparait même une bombe atomique<sup>2</sup>. Les Américains craignaient tout particulièrement pour l'Arabie saoudite toute proche, son pétrole, ses bases américaines; et puis un Saddam Hussein qui aurait mis la main sur les villes saintes de l'islam serait sans doute devenu le *leader* incontesté du monde arabe. Les Israéliens, eux, craignaient qu'il ne déclençât une nouvelle guerre contre eux: les esprits étaient fort échauffés dans les pays arabes et parmi les Palestiniens, déstabiliser la Jordanie ou la Syrie semblait facile (quelques missiles furent tirés sur Tel-Aviv juste avant l'intervention américaine). Bref, il s'annonçait pour le Proche-Orient (et sans doute pour l'Europe) une ère d'instabilité tout à fait comparable à celle que l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler avait provoquée en Europe.

Les États-Unis décidèrent donc d'intervenir pour libérer le Koweït et pour neutraliser Saddam Hussein; c'était la brève époque où, en plein effondrement de l'U.R.S.S. (ce pays allait éclater en décembre 1991<sup>3</sup>), ils rêvèrent de jouer les "gendarmes du monde", avant d'y renoncer rapidement car cette planète, décidément, était trop complexe et coûtait trop cher à gérer. Ils réunirent une coalition sous l'égide de l'O.N.U., et liquidèrent l'armée irakienne en quelques jours, en janvier-février 1991; ce fut la **guerre du Golfe**. Mais, pour ne pas outrepasser leur mandat, ils renoncèrent à renverser Saddam Hussein, qui est toujours au pouvoir, très affaibli, dans un pays soumis à un sévère embargo (dont la population souffre plus que les dirigeants) et dont des régions entières sont interdites à l'armée du maître de Bagdad (le Kurdistan, voyez plus haut en note) ou à son aviation (il y a deux zones d'exclusion aérienne, une au nord, une au sud du pays). La guerre du Golfe n'a pas délivré les Irakiens du Mussolini au petit pied qui les opprime, mais elle a libéré les Koweïtiens, et surtout elle a sauvé le Proche-Orient d'un cauchemar. Ce fut donc une guerre justifiée, et même, je crois, **une guerre juste**, car juste est toute violence qui empêche d'autres violences plus graves; seule en France avec le Front national, l'extrême-gauche, aveuglée par son antiaméricanisme, a pu s'abaisser assez pour la condamner, faisant le jeu de Saddam Hussein et révélant sa vraie nature<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Outre ces prétentions historiques, Saddam Hussein reprochait au Koweït (et à l'Arabie saoudite) d'extraire trop de pétrole, ce qui faisait chuter les cours, et de refuser d'annuler la dette que l'Irak avait contracté à leur égard durant la guerre contre l'Iran.

<sup>2</sup> Même si les Israéliens, qui avaient la leur, avaient bombardé les usines atomiques irakiennes, à deux reprises si ma mémoire est bonne, dans les années 1980.

<sup>3</sup> Et les soutint durant la guerre du Golfe.

<sup>4</sup> La deuxième guerre du Golfe, qui dure depuis 2003, pose bien plus de problèmes, car Saddam Hussein ne menaçait pas l'Occident, et car les États-

## **B) Israël et la Palestine; les conflits israélo-arabes.**

La **guerre d'indépendance** d'Israël commença donc en mai 1948. L'État sioniste naissant fut attaqué de tous côtés par les armées de ses voisins arabes et celle de l'Irak, lesquelles bénéficièrent d'un appui technique britannique; plus, bien entendu, les activistes arabes de Palestine. L'armée israélienne, désormais connue sous l'acronyme hébreu **Tsahal** (littéralement: "Armée de Défense d'Israël"), bénéficia surtout de l'aide soviétique, sous forme notamment d'armes en provenance officiellement de la Tchécoslovaquie, récemment mise au pas; Tsahal eut aussi l'immense avantage d'être la seule force armée belligérante à bénéficier d'une aviation. Mais ce fut avant tout l'union qui fit la force; la compétence des chefs militaires, et la farouche volonté d'une population juive au pied du mur, puisqu'elle était menacée d'être entièrement expulsée de Palestine et n'avait aucune base de repli en Europe, firent la différence et permirent aux Israéliens, très minoritaires, de l'emporter. Au moment du cessez-le-feu, en mars 1949, **Israël contrôlait 78% de la Palestine mandataire**; ce qui en restait fut annexé par la Transjordanie, qui prit à cette occasion le nom de Jordanie, sauf la bande de Gaza qui fut placée sous administration égyptienne. Jérusalem était coupée en deux, la vieille ville demeurant du côté arabe; en certains points l'État hébreu ne mesurait qu'une quinzaine de kilomètres d'ouest en est, ce qui risquait de poser de gros problèmes de sécurité: bien entendu, les pays arabes ne reconnaissaient toujours pas "l'entité sioniste", et ils étaient toujours en guerre; les infiltrations de *fedayin* en provenance des pays voisins étaient incessantes.

Il y avait eu six mille morts du côté juif, soit 1% de la communauté; je n'ai pas trouvé les pertes de l'autre camp. Les deux tiers de la population arabe des régions sous contrôle israélien s'enfuirent, ce qui fait qu'il ne restait plus que cent soixante mille Arabes en Israël, soit 12% de la population (aujourd'hui, ils en forment 18%). Longtemps la propagande israélienne a prétendu qu'ils étaient partis "de leur plein gré" (on peut d'ailleurs se demander ce que cela signifiait, après des années de terrorisme de l'Irgoun et vu le statut de citoyens de seconde zone qui les attendait); dans les années 1990, il a bien fallu reconnaître que l'expulsion des Arabes de Palestine a été largement planifiée (il y eut aussi des massacres de civils arabes, notamment à Deir Yasin): autrement dit qu'il s'est agi d'un cas de **purification ethnique**, comme l'on dit depuis la tragédie yougoslave – les "hommes sans terre" s'étaient forgé par le fer et le feu la "terre sans hommes" que les premiers sionistes avaient jadis fantasmée. Les expulsés se réfugièrent dans les régions de Palestine qui demeuraient sous contrôle jordanien ou égyptien, en Jordanie même (ils y forment aujourd'hui 60% de la population) et au Liban; on les installa dans des **camps de réfugiés**, gérés par une agence de l'O.N.U. créée pour l'occasion, l'*United Nations Relief and Work Agency* (U.N.R.W.A.). Beaucoup s'y trouvent toujours, en bonne partie parce qu'ils refusent d'en sortir pour ne pas pérenniser leur exil: ils réclament le droit au retour sur leur terre – du reste, les pays qui les hébergent n'ont aucune envie de les intégrer. Pour les sionistes, les Arabes n'avaient qu'à aller vivre dans "les pays arabes", comme les Juifs vivaient en Israël; jusque dans les années 1980, on entendait souvent l'argument selon lequel "les Arabes (le mot "Palestiniens" était alors tabou) ont une patrie: la Jordanie". Bien sûr l'exil et l'injustice ont eu l'effet exactement inverse, celui de cristalliser **une nouvelle identité nationale**, l'identité palestinienne, différente des identités libanaise, syrienne, jordanienne, égyptienne, etc., et fondée sur la revendication de la terre, symétriquement aux prétentions sionites. La machine infernale du nationalisme et du

---

Unis sont intervenus en Irak sur la base de mensonges ; mais elle n'est pas à votre programme.

colonialisme avait produit le résultat prévisible: deux communautés que tout séparait réclamaient les mêmes territoires.

Israël, dont la capitale était Tel-Aviv (fondée en 1909 dans un faubourg de Jaffa<sup>1</sup>), se dota d'une vie politique démocratique, la seule du Proche-Orient avec celle du Liban (qui ne l'était qu'en façade). Les institutions<sup>2</sup> étaient de type parlementaire, avec une seule assemblée de cent vingt députés, la Knesset, qui jusqu'en 1996 élisait le premier ministre pour quatre ans<sup>3</sup>. Le mode de scrutin, qui est constitutionnalisé, est la proportionnelle (presque) intégrale<sup>4</sup>, avec une seule circonscription qui correspond à tout le pays: il a eu les effets habituels, à savoir l'affaiblissement du pouvoir par fragmentation de l'espace politique en une multitude de partis, certains ayant un rôle disproportionné à leur importance lorsqu'ils jouent les charnières entre deux majorités potentielles. En Israël, et de plus en plus avec le temps, ce sont les partis religieux qui ont joué ce rôle. Ce système politique a fini par fonctionner si mal qu'en 1994, une réforme constitutionnelle a eu lieu, aux termes de laquelle l'élection du premier ministre se fait désormais au suffrage universel; mais cela n'a abouti qu'à l'élection en 1996 d'un premier ministre sans majorité parlementaire, le travailliste Ehoud Barak. La Constitution, évidemment, n'est pas laïque; il existe des tribunaux religieux, en conflit permanent avec la Cour suprême, laïque, qui est censée l'emporter sur eux.

Les Arabes d'Israël ont le droit de vote; ils s'en servent – ils sont restés loyaux à Israël jusqu'à la deuxième *Intifada* de l'automne 2000, où pour la première fois on en a vus manifester en solidarité avec les Palestiniens. La plupart votent pour le parti communiste local, qui affiche son internationalisme et sa détestation des rabbins; les autres votent pour le parti travailliste, moins extrémiste que la droite dans sa perception du problème arabe. Mais ils subissent diverses discriminations; certaines inofficielles mais cependant fort sensibles, par exemple à l'embauche (et des manifestations d'agressivité en période de tension politique); d'autres tout à fait officielles, ainsi ils ne font pas leur service militaire; longtemps, ils ont été soumis à un régime spécial d'administration militaire. Cela dit, le sort politique des Arabes d'Israël est certainement plus doux que celui des habitants des pays arabes les plus dictatoriaux; par ailleurs, il n'y a pas de politique d'hébraïsation (l'arabe est langue co-officielle en Israël), encore moins évidemment de judaïsation.

Pour rendre le fait sioniste irréversible, en juillet 1950 les travaillistes israéliens votèrent la loi du retour, qui donne à tout juif le droit d'immigrer en Israël et d'obtenir la nationalité israélienne; une politique ouvertement nationaliste donc: Israël est l'un des rares pays au monde qui sélectionne ses immigrants selon des critères ethniques – ou plus exactement, à la base, religieux: ce sont des rabbins qui décident qui est juif et qui ne l'est pas. Dans les années 1984-1985, ils ont tenté de mettre des bâtons dans les roues aux Falachas, les quinze mille juifs d'Éthiopie (noirs de peau évidemment, ce qui déplaisait, et adeptes de traditions culturelles fort hétérodoxes); ils tentèrent d'imposer une

---

<sup>1</sup> Qu'elle a absorbée en 1950.

<sup>2</sup> Israël n'a de Constitution complète que depuis 1992; auparavant, la déclaration d'indépendance en tenait lieu. C'était à cause de l'hostilité des milieux religieux à l'idée de Constitution; seule la loi de Dieu devait régir Israël. Il y avait quand même eu, à partir de 1958, neuf lois constitutionnelles.

<sup>3</sup> Quant au président de la République, toujours élu pour cinq ans par les députés, il n'a guère de pouvoir.

<sup>4</sup> Avant 1990, il fallait 1% des voix pour avoir un député; depuis, il en faut 1,5%.

"conversion" à ces gens qui se sentaient juifs depuis des millénaires... En revanche dans les années 1990, les rabbins israéliens ont laissé immigrer des centaines de milliers de personnes en provenance de l'ex-U.R.S.S., dont beaucoup s'étaient assimilés à la culture russe depuis des générations et avaient complètement cessé de pratiquer la religion juive<sup>1</sup>, et dont certaines même, semble-t-il, ne sont pas réellement d'origine juive mais ont simplement profité de l'aubaine pour fuir le désordre et la pauvreté post-soviétiques, quitte à faire semblant d'être juifs. Étrange revanche de l'Histoire sur le séculaire antisémitisme russe... L'important, du point de vue israélien, est évidemment de faire nombre face aux Palestiniens dont la natalité est galopante, sans trop regarder aux détails: cela donne l'impression que les logiques ethniques (Arabes contre non-Arabes) l'ont clairement emporté sur les logiques religieuses.

Toujours est-il que de 1949 à 1956, il y eut une nouvelle vague d'immigration juive, qui concerna environ huit cent mille personnes, dont, pour la première fois, près de la moitié venaient non pas d'Europe centrale mais des pays arabes, où l'antisémitisme était en train d'exploser: des communautés millénaires disparurent alors, ou à peu près, notamment en Irak, au Yémen et en Syrie. Le sionisme n'a pas seulement transformé les juifs d'Europe en un peuple: il a aussi abouti à une réorganisation complète de la population du Moyen-Orient (et plus tard du Maghreb) selon des bases à la fois ethniques et religieuses: d'un côté les Juifs, qui vivent de plus en plus en Israël et parlent de plus en plus hébreu; de l'autre, les Arabes, désormais musulmans ou chrétiens – il n'y a plus ou presque d'Arabes juifs<sup>2</sup>. Il en vint d'autres, plus nombreux, à l'indépendance des pays du Maghreb, puis dans les années 1960, tandis que l'immigration en provenance d'Europe se tarissait peu à peu, faute de réservoir, jusqu'à la reprise spectaculaire consécutive à l'effondrement de l'U.R.S.S.<sup>3</sup>: cela entraîna une modification profonde de la composition de la population juive d'Israël, où les sépharades sont désormais légèrement plus nombreux que les achkénazes; même l'hébreu est prononcé différemment

---

<sup>1</sup> En U.R.S.S., les Juifs, même assimilés à la culture russe, étaient considérés comme une nationalité distincte. Mais la perception des Russes était différente – une de mes amies russes a un jour eu cette formule: « les Juifs, chez nous, ce n'est pas un peuple, c'est une classe sociale! ». Ce qui rend compte, effectivement, de la présence très forte des personnes issues de familles juives dans l'intelligentsia et, depuis 1991, dans la nouvelle bourgeoisie en cours d'émergence.

<sup>2</sup> La France, avec le décret Crémieux de 1870, avait déjà engagé ce processus (voyez le cours sur ce pays, au chapitre 10). Aujourd'hui il demeure quelques centaines de juifs en Syrie, très âgés, et surtout une cinquantaine de milliers au Maroc, où la monarchie tient beaucoup à les traiter comme des Marocains comme les autres, comme des Marocains juifs et non comme des Juifs du Maroc.

<sup>3</sup> Attention quand même: la population d'Israël s'accroît quand même d'abord à cause d'une natalité assez forte. Sous l'influence de tous ces facteurs la population juive d'Israël est passée de six cent trente mille personnes en 1948, à la veille de l'indépendance, à quatre millions vers 2000. La population arabe est passée de un million trois cent mille personnes dans toute la Palestine mandataire en 1948, à sept cent trente mille en Israël en 2000, plus les cent soixante-dix mille habitants arabes de Jérusalem-est et du Golan, régions dont l'annexion n'est pas reconnue par la communauté internationale. Les Palestiniens sont neuf cent mille en Cisjordanie occupée, neuf cent cinquante mille dans la bande de Gaza (dont deux tiers de réfugiés de 1948 – c'est là notamment que Yasser Arafat a grandi), soit la densité de population la plus élevée du monde, et au moins quatre millions de réfugiés dans les pays environnants, dont trois millions quatre cent mille dans les camps en 2000; mais une partie, notamment parmi ceux qui ont quitté les camps, a fait souche et ne songe pas à rentrer.

par ces populations dont la langue originelle est l'arabe. Malheureusement ces populations sont encore plus racistes envers les Palestiniens que les achkénazes d'Europe centrale, pour d'autres raisons – mépris des urbains instruits pour les paysans arabes, traitement souvent privilégié de la part des colonisateurs européens, traumatisme du durcissement antisémite des populations arabes chrétiennes et musulmanes à partir de la naissance d'Israël.

Jusqu'en 1977, les travaillistes dominèrent la vie politique israélienne avec les premiers ministres David Ben Gourion (1886-1973, en poste en 1948-1953 et 1956-1963), Moshe Sharet (en poste en 1953-1956), Levi Eshkol (en poste en 1963-1969), Golda Meir, l'une des premières femmes au monde à avoir dirigé un gouvernement (1898-1978, en poste en 1969-1974), et Yitzhak Rabin (1922-1995, en poste en 1974-1977). Israël avait à l'époque l'image d'un pays "progressiste"; l'extrême simplicité des dirigeants politiques israéliens, qui confinait parfois au manque d'éducation, était l'un des éléments importants de cette bonne image à gauche: la classe politique était infiniment plus proche du peuple que dans les autres pays démocratiques – et fort frugale. En même temps l'état de guerre permanent, et conséquemment l'importance de Tsahal dans la vie du pays, faisaient d'Israël un pays déjà passablement militarisé; mais l'armée israélienne, tout récemment issue des milices, n'ayant rien d'un ramassis de badernes élitistes (c'est entre autre le seul pays où les femmes font leur service militaire), à l'époque cela n'abîmait pas l'image d'Israël, au contraire; c'était l'un des éléments d'une espèce d'utopie égalitaire<sup>1</sup>.

En 1977, pour la première fois, la droite (le Likoud – le mot signifie simplement: coalition) a remporté l'élection législative; on y a vu, entre autres, l'expression d'un vote sépharade contre l'*establishment* travailliste des premières générations du sionisme, essentiellement achkénaze (mais jusqu'ici tous les premiers ministres du Likoud ont été des achkénazes); et aussi celui d'un durcissement nationaliste accéléré de la population israélienne, le Likoud ayant des positions beaucoup plus radicales en politique extérieure et sur le problème palestinien. Depuis 1977, dans le cadre de coalitions de plus en plus fragiles, des premiers ministres du Likoud, Menahem Begin (1913-1992, en poste en 1977-1984), Itzhak Shamir (en poste en 1988-1992) et Benyamin Natanyahou (en poste en 1996-1999), ont alterné avec des premiers ministres travaillistes, Shimon Peres (en poste en 1984-1986 et en 1995-1996), Itzhak Rabin à nouveau (en poste en 1992-1995, assassiné) et Ehoud Barak (depuis 1999). De tous les autres points de vue que le conflit avec les Arabes, ils ont mené des politiques très comparables. Dans les années 1980, ils ont dû affronter une crise d'hyperinflation, en partie à cause du poids énorme des dépenses

---

<sup>1</sup> « J'aimais Israël pour ses tomates dans le désert, pour les pelouses et le socialisme, pour ses kibboutz, pour ses ministres en chemisette, pour Tsahal, son armée de citoyens, et pour les nouvelles radiophoniques qui rythmaient la vie sociale partout, même dans les autobus. Pas de chichis en Israël, pas de flonflons, pas de salamalecs, pas de gouvernement en livrée, pas de conscrits tondus, humiliés, hébétés par les brimades. (...) Ce qui me faisait vibrer, c'était bien moins le caveau des Patriarches ou le mur des Lamentations que l'esprit d'égalité et la participation de tous à une vie publique toujours intense. (...) Ce pays échappait à la déprimante synthèse européenne entre le culte séculaire de l'étiquette et la privatisation moderne de l'existence. Ni formalisme, ni surtout futilités: sur ce mince filet de terre, une autre idée du bonheur était à l'œuvre que la consommation sans fin des produits ou la crâne résolution de vivre pour ses désirs. (...) C'était, face aux grandes et grosses démocraties libérales, la version athénienne de la démocratie » (Alain Finkelkraut, *L'ingratitude*, essai paru en 1999 – les autres citations de Finkelkraut, plus bas dans cette même fiche, viennent du même ouvrage).

militaires; mais dans l'ensemble le pays a été remarquablement géré, ce à quoi le sentiment d'urgence permanente n'est certainement pas étranger – ni bien sûr l'aide américaine, la première au monde par habitant, et de loin. Peu à peu, Israël est devenu un pays en pointe pour tout ce qui concerne les nouvelles technologies; son agriculture est certainement la plus performante du monde.

Face à l'hostilité générale des pays arabes, qui ne parlaient que de "rejeter les sionistes à la mer", et aux attaques incessantes de *fedayin* en provenance des pays voisins, Israël était donc mobilisé en permanence. En août 1953, il apparut même une unité terroriste de représailles anti-*fedayin*, l'"unité 101", commandée par Ariel Sharon; le 14 octobre 1953, sous ses ordres, elle a assassiné 69 personnes, pour la plupart des femmes et des enfants dans le village de Qibiya, en Cisjordanie – Israël a donc actuellement (mai 2004) un criminel de guerre à sa tête. Du point de vue des relations internationales, avec la guerre froide Israël dut choisir son camp: il abandonna rapidement l'alliance soviétique, d'autant plus que l'U.R.S.S. du stalinisme finissant était de plus en plus ouvertement antisémite; et il devint **l'allié le plus sûr au Proche-Orient des États-Unis**, qui appréciaient ce pays économiquement dynamique, aux élites très bien formées, à l'armée compétente, à la vie politique démocratique. Dans ces conditions, le socialisme des *kibboutzim* et des *mochavim* est devenu de plus en plus marginal... Le philo-sémitisme de l'opinion publique américaine joua un rôle aussi dans cette évolution; il ne s'explique pas que par le rôle de la communauté juive aux États-Unis, mais aussi par l'attitude traditionnellement très favorable au judaïsme des protestants, beaucoup plus attachés à la lecture de l'Ancien Testament que les catholiques. Et les protestants américains, comme les juifs, descendent de communautés qui ont eu à souffrir de la discrimination... Cela dit, **les Américains surent toujours garder des alliés parmi les pays arabes**, et éviter que le conflit moyen-oriental ne se transformât totalement en un conflit de guerre froide (voyez la sous-partie précédente et le cours sur les États-Unis, au chapitre 7). Ce n'en était pas un au départ; c'est pourquoi je n'insiste pas trop sur ce côté des choses, qui me semble avoir été beaucoup grossi par les géopoliticiens de cette époque.

La France et la Grande-Bretagne aussi étaient proches d'Israël, bien plus qu'aujourd'hui: c'était que ces deux pays, surtout le premier, avaient eux aussi des problèmes avec les Arabes. Les Algériens avaient du mal à mesurer tout le bien qu'on leur avait fait depuis 1830; les Égyptiens, depuis le coup d'État des colonels en 1952, tentaient de secouer le joug post-colonial. Lorsque Nasser décida de nationaliser le canal de Suez, voie de communication encore hautement stratégique à l'époque, Israël s'allia donc avec ces deux pays pour mener, en **1956**, ce que l'on appelle sur place la **campagne du Sinaï**. Les troupes égyptiennes firent pâle figure et Tashal, commandée par Moshe Dayan, un *sabra* (1915-1981), conquiert sans problème cette péninsule désertique qui sépare l'État sioniste du canal. L'affaire renforça la position régionale d'Israël, mais sous la pression de l'opinion internationale Tsahal dut se retirer rapidement du Sinaï et de la bande de Gaza; des casques bleus tentèrent d'empêcher les infiltrations de *fedayin*, mais celles-ci continuaient en provenance de la Jordanie, de la Syrie et du Liban.

Puis il y eut huit ans et demi de calme fort précaire, marqués par la fondation, en 1959 à Koweït, par **Yasser Arafat** (né en 1930), du Mouvement de Libération nationale palestinienne (d'après l'acronyme arabe: le **Fath**), qui engagea la lutte armée en 1965: c'était déjà, au fond, le constat que les pays arabes avaient échoué à prendre en main la cause palestinienne. En 1964, sous l'égide de la Ligue arabe, les différents mouvements de résistance palestinienne se fédérèrent en une Organisation de Libération de la Palestine (**O.L.P.**), qui se dota d'un parlement, d'une armée (l'A.L.P.) et d'un budget, et dont Yasser Arafat prit la tête en 1969. La charte de l'O.L.P. niait à Israël, "création artificielle", le droit à l'existence, ce qui était faire preuve d'un manque de réalisme flagrant: il était

désormais évident qu'Israël allait survivre, surtout avec l'appui américain; de plus en plus d'Israéliens juifs étaient nés sur place, ils n'avaient pas d'autre pays: il n'était pas question de les expulser, sauf à se montrer aussi injustes que les sionistes – il est vrai que ce genre de considération n'arrêtait plus grand-monde dans la région: les logiques d'exclusion et de violence avaient gagné tout le Moyen-Orient et l'ensemble des acteurs politiques.

Les troupes de l'O.N.U. dans le Sinaï se retirèrent en mai 1967, à la demande de Nasser. Israël, toujours isolé dans la région malgré les succès d'une "stratégie périphérique" qui l'avait poussé à se rapprocher de la Turquie, laïque et pro-occidentale, et de l'Iran du Shah qui ne l'était guère moins, se sentit menacé d'une nouvelle attaque à très court terme et décida de prendre les devants. Ce fut la **guerre des six jours**, en juin 1967, où Tsahal, toujours commandée par Moshe Dayan, surprit et écrasa complètement les armées des trois pays arabes voisins: une terrible humiliation (Nasser notamment ne s'en remit jamais)<sup>1</sup>. Israël s'empara de nouveau du Sinaï, des hauteurs du Golan (des montagnes en territoire syrien qui dominent la plaine de Galilée et d'où les *fedayin* tiraient), et surtout de la totalité de la Palestine mandataire (la bande de Gaza et la Cisjordanie).

Dès cette époque, beaucoup en Israël rêvaient d'étendre l'État sioniste à l'ensemble de la Palestine mandataire, de faire ce qu'on appelait "**le grand Israël**". Cependant l'État hébreu n'annexa pas ces régions, parce que cela aurait provoqué mécaniquement une augmentation spectaculaire de la population arabe israélienne, ce qui aurait remis en cause le caractère juif de l'État israélien ? Notons qu'il ne fut pas question d'expulser leurs habitants<sup>2</sup>: l'opinion internationale ne l'eût pas permis, l'opinion publique israélienne non plus sans doute, à cette époque tout au moins. Aussi la Cisjordanie demeura officiellement jordanienne jusqu'en 1988, date à laquelle la Jordanie renonça à sa souveraineté sur les régions annexées en 1949; depuis, les habitants des "**territoires occupés**" (la Cisjordanie et Gaza) sont des apatrides. Seule la partie orientale de Jérusalem fut annexée dès 1967, et le Golan en 1981. En 1980, Jérusalem a été proclamée "capitale éternelle du peuple juif" et le gouvernement et la Knesset s'y installèrent; mais l'immense majorité des pays étrangers refusent de cautionner cette auto-appropriation de l'Histoire de la région par Israël, et ont maintenu leurs ambassades à Tel-Aviv, d'ailleurs toute proche.

**La guerre des six jours commença à transformer l'image d'Israël:**  
« Israël n'était plus innocent » (A. Finkelkraut); Israël n'était plus le sympathique David affronté aux géants arabes, mais un pays fort, qui avait pris l'initiative d'une guerre et qui occupait des territoires que tout le monde, depuis 1948, s'était habitué à considérer comme étrangers. Pour ne prendre qu'un exemple français, ce fut quelques mois plus tard que de Gaulle eut sa fameuse formule sur **« le peuple juif, sûr de lui et dominateur »**; laquelle me semble plus maladroite d'ailleurs en ce qu'elle assimilait les juifs aux Israéliens, épousant ainsi complètement les logiques ethno-religieuses des sionistes (et prêtant le flanc à

---

<sup>1</sup> Les affrontements continuèrent durant trois ans dans la région du canal, jusqu'à un cessez-le-feu en 1970. L'affaire précipita la marginalisation du canal de Suez, de toute façon dépassé par l'augmentation spectaculaire des tonnages des navires, notamment pétroliers, et "périphérisé" par le recentrage des économies européennes post-coloniales sur leurs partenaires européens et les États-Unis.

<sup>2</sup> Il y eut quand même une nouvelle vague de réfugiés, plus importante que celle de 1948-1949. Pour certains habitants des camps de réfugiés de 1948, ce fut un deuxième exil.

l'accusation d'antisémitisme), que par ce qu'il voulait dire d'Israël, et qui somme toute, hélas, s'est révélé assez juste. Effectivement, les sionistes, de minorité en butte à l'hostilité (même justifiée) de leurs voisins, étaient devenus des dominateurs; on allait vite constater qu'ils pouvaient se conduire avec une extrême brutalité – c'était déjà le cas avant 1948; mais à cette époque le Proche-Orient n'était pas à ce point sous les feux de l'actualité, car les enjeux mondiaux de la situation régionale étaient moins importants. Dès les premiers mois, des colonies juives commencèrent à s'implanter dans les territoires occupés avec la bénédiction du gouvernement, volant la terre à ses habitants, détruisant leurs villages et leurs plantations, accaparant l'eau dont ils manquent, les soumettant à un régime d'apartheid. Ces colonies, à la fin des années 1990, en sont venues à rassembler environ deux cent mille personnes, dont certaines sont particulièrement racistes et excitées..

La population des territoires occupés, prostrée, ne réagit pas durant vingt ans: comme par ailleurs les infiltrations cessèrent, sauf en provenance du Liban, puisqu'Israël avait désormais partout ailleurs des frontières sûres, les Palestiniens de l'intérieur cessèrent, pour une génération, de jouer un rôle dans leur propre lutte de libération. Celle-ci était désormais entre les mains des Palestiniens de l'extérieur et des pays arabes. L'O.L.P. mit vingt ans à comprendre qu'elle ne gagnerait pas le combat par les armes ni par la terreur contre Israël, mais en s'attirant la sympathie internationale grâce à cet atout majeur des faibles que représentent les médias modernes: jusqu'au début des années 1980, elle multiplia les attentats terroristes les plus odieux, comme l'enlèvement des athlètes de la délégation israélienne aux jeux Olympiques de Munich, en septembre 1972, qui se termina par un bain de sang; dans les années 1970, elle se fit une spécialité des détournements d'avions – le plus célèbre, en 1976, conduisit un avion d'El Al, la compagnie aérienne israélienne, jusque sur l'aéroport d'Entebbe en Ouganda, où un commando des services secrets israéliens (le Mossad) délivra les otages à l'issue d'un assaut audacieux. Les terroristes palestiniens avaient "sélectionné" les passagers juifs pour libérer les autres. Au gré de mes souvenirs, je voudrais aussi évoquer cet Américain âgé et handicapé, jeté à l'eau du pont d'un navire de plaisance détourné en Méditerranée, uniquement parce qu'il était juif... Le Fath était d'ailleurs largement dépassé en extrémisme par d'autres organisations plus radicales nées du choc de la guerre des six jours, notamment le F.P.L.P. de Georges Habache (un chrétien), fondé en 1967. Tous ces mouvements, laïcs et socialisants (l'islamisme à l'époque était marginal), étaient largement manipulés, en partie par l'U.R.S.S., en partie par les différents dictateurs arabes; ils étaient en liaison étroite avec les extrême-gauches terroristes européennes, qu'ils entraînaient notamment (voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 5).

La présence de centaines de milliers de réfugiés palestiniens et de dizaines de milliers d'hommes en armes pesait lourd sur les pays voisins d'Israël, où les Palestiniens avaient tendance à n'en faire qu'à leur tête et l'O.L.P. à se comporter comme un État dans l'État. Le roi Hussein de Jordanie fut le premier à s'en alarmer – il faut dire que dans son pays les réfugiés étaient majoritaires: en septembre 1970 (Septembre noir pour les Palestiniens), l'armée jordanienne attaqua les camps de réfugiés et brisa la puissance armée de l'O.L.P. (essentiellement en fait celle du F.P.L.P., qui avait pris le dessus sur le Fath), au prix de milliers de morts: une catastrophe durable pour la résistance palestinienne. Expulsés de Jordanie en 1971, les *fedayin* et leurs chefs se réfugièrent au Liban, qu'ils contribuèrent à déstabiliser: ce fut l'une des causes de la guerre civile qui éclata en 1975.

Pendant ce temps, la position d'Israël s'affaiblissait à vue d'œil à l'O.N.U., où les pays du tiers-monde étaient de plus en plus nombreux, et solidaires des Palestiniens: tout le monde hors d'Occident interprétait la crise israélo-arabe comme une crise de décolonisation; interprétation qui me semble exacte et que seules les complications dues à la guerre froide,

et le statut particulier des Juifs dans l'opinion publique occidentale, contribuèrent à voiler jusque dans les années 1990. En novembre 1967, par la résolution n°242, l'O.N.U. demanda à Israël de se retirer des territoires occupés en échange "d'une paix dans la sécurité". Certains pays acceptèrent cette résolution, dont l'Égypte et la Jordanie, et de cette manière reconnurent implicitement le droit d'Israël à l'existence; d'autres, notamment la Syrie, et bien sûr l'O.L.P., continuaient à rêver de la disparition de "l'entité sioniste", et formèrent ce qu'on appelait le "front du refus". Les deux camps ne correspondaient que très grossièrement aux camps pro-soviétique et pro-américain. En 1975, l'Assemblée générale de l'O.N.U. alla plus loin dans le soutien à la cause palestinienne, en assimilant le sionisme à "une forme de racisme", formule d'une brutalité inacceptable (certains sionistes sont racistes, mais le sionisme n'est pas raciste en soi). Du fait de l'hostilité des États-Unis cette résolution n'eut pas de conséquences concrètes; Il y eut aussi, en novembre 1974, une spectaculaire visite de Yasser Arafat au siège de l'O.N.U. à New York, où il brandit un pistolet en pleine séance, à la fureur des Américains<sup>1</sup>.

Sadate, qui avait succédé à Nasser en 1970, décida de laver l'affront de la guerre des six jours. Il choisit pour attaquer le jour de Yom Kippour, la plus importante fête religieuse juive, durant laquelle toute activité s'arrête en Israël: ce fut la guerre du Kippour, en octobre 1973. Pour la première fois, le Mossad fut pris au dépourvu; Tsahal fut quelques jours en difficulté, et Israël ne l'emporta que grâce à un pont aérien américain de matériels militaires: un mythe était mort. La fureur des Arabes à la suite de ce soutien américain à l'État sioniste fut à l'origine directe du premier choc pétrolier (voyez la fiche E2).

L'Égypte, en meilleure position désormais, pouvait se permettre de négocier pour récupérer sa souveraineté sur le Sinaï et pour rechercher la paix dans la région, paix dont Sadate avait compris qu'elle passait par l'acceptation de l'existence d'Israël; la situation était d'autant plus favorable que l'O.L.P. s'était mise hors jeu à cause du terrorisme. Les négociations commencèrent en 1974, sous l'égide de Henry Kissinger, le secrétaire d'État américain, et aboutirent à un retrait partiel des Israéliens du Sinaï. En novembre 1977, deux mois après la victoire du Likoud à l'élection législative israélienne, Sadate fit un geste spectaculaire: il se rendit à Jérusalem, prit la parole devant la Knesset, proposa la paix et la création d'un État palestinien, c'est-à-dire un partage de la Palestine mandataire. Malgré l'opposition du "front du refus", qui, à la conférence de Tripoli en décembre 1977, exclut l'Égypte de toutes les institutions arabes, les négociations aboutirent en septembre 1978 aux accords de Camp David<sup>2</sup>: Israël faisait la paix avec l'Égypte en échange du Sinaï. Elle fut signée en septembre 1979; c'était la première fois de son Histoire qu'Israël était en paix avec l'un de ses voisins. En revanche, le sort des territoires occupés demeura en suspens, Israël refusant d'appliquer les dispositions des accords concernant leur autonomie. Sadate paya son courage politique de sa vie: il fut assassiné en octobre 1981 par un soldat de sa garde.

Entre-temps, en 1978 Israël avait commencé à intervenir au Liban, où les Palestiniens prospéraient dans l'anarchie générale, et lançaient des attaques sur la Galilée. Tsahal commença, en 1978, par occuper une "zone de sécurité" d'une dizaine de kilomètres de large, qu'elle confia à des milices chrétiennes locales; puis, comme cela ne suffisait pas, en 1982, dans le cadre de l'opération "paix en Galilée", elle envahit toute la moitié sud du Liban, y compris Beyrouth; elle faillit tuer Yasser Arafat,

---

<sup>1</sup> Arafat, dirigeant d'un mouvement terroriste, était interdit de séjour sur le territoire des États-Unis, sauf précisément en cas d'invitation onusienne.

<sup>2</sup> C'est une résidence rurale de la présidence américaine, où Jimmy Carter réunit les délégations israélienne et égyptienne.

qui fut sauvé parce que les Américains l'évacuèrent – ils ne voulaient pas d'un triomphe des extrémistes palestiniens. L'occupation du Liban fut marquée par le massacre de plus de huit cent vieillards, femmes et enfants dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila, commis en septembre 1982 par des miliciens chrétiens libanais avec le feu vert de l'armée israélienne, commandée par Ariel Sharon – deux fois criminel de guerre, donc<sup>1</sup>. Ces massacres provoquèrent un énorme scandale, imposèrent l'image d'une guerre sale et injuste (d'autant que, pour la première fois, Israël occupait des territoires qui n'avaient jamais rien eu à voir avec la Palestine mandataire), et achevèrent de dégrader l'image de l'État sioniste, lequel apparaissait désormais comme l'agresseur sans pitié d'un peuple en état d'extrême faiblesse. Les rôles s'étaient complètement inversés depuis la guerre d'indépendance: si longtemps, selon l'expression d'Alain Finkelkraut, « la puissance d'Israël [avait procédé] de sa fragilité », désormais sa faiblesse principale découlait du spectacle de la façon dont il employait sa force<sup>2</sup>. Par la suite, Israël s'enlisa complètement au Liban, où Tsahal fut incapable de faire cesser les attentats; elle dut se retirer de l'essentiel du pays en 1985, et même de la "zone de sécurité" en 2000. Mais l'O.L.P. était très affaiblie; ce fut au moment de la guerre du Liban, laquelle coïncida par ailleurs à peu près avec la Révolution islamique en Iran, qu'apparut parmi les Palestiniens (de l'intérieur et de l'extérieur) une nouvelle mouvance, islamiste et non plus nationaliste laïque, le Hamas. Quant aux pays arabes, ils furent totalement incapables de s'unir pour réagir, à cause de la défection égyptienne et de la guerre entre l'Irak et l'Iran.

En décembre 1987, pour la première fois depuis l'occupation, un soulèvement (intifada en arabe) eut lieu dans les territoires occupés. Leurs habitants n'en pouvait plus d'être traités comme des chiens, en étrangers sur leur propre terre; les mouvements de résistance, O.L.P. et Hamas, avaient compris qu'il ne fallait plus compter sur les pays arabes, et, leçon de Sabra et Chatila (et plus lointainement du mouvement des droits civiques aux États-Unis: voyez le cours sur ce pays, au chapitre 4), que le spectacle de la violence exercée contre les faibles servait davantage leur cause que les attentats: ce fut pourquoi on vit essentiellement des enfants jeter des pierres sur les soldats de Tsahal et sur les colons, qui, sûrs de leur droit, répondaient avec une brutalité disproportionnée. L'intifada "des pierres" finit par s'essouffler et n'aboutit pas à grand-chose sur le moment: l'O.L.P. proclama un État palestinien en novembre 1988, mais cela n'eut pas de conséquences concrètes, et Yasser Arafat, en mai 1989, renonça à la charte fondatrice de l'O.L.P., c'est-à-dire qu'il se résigna à reconnaître Israël dans les frontières de 1949, celles de l'armistice, et donc à renoncer à 78% du territoire la Palestine mandataire. Les Israéliens considéraient que ce n'étaient pas assez; ils voulaient continuer à contrôler l'ensemble de la Palestine mandataire, tout en refusant tout droit politique aux habitants de la Cisjordanie et de Gaza. Certains Israéliens, minoritaires, commençaient même à parler d'expulser les Palestiniens, notamment le rabbin Meir Kahane, dirigeant du mouvement d'extrême-droite Kach, qui fut assassiné à New York en 1991.

Puis, en 1991, l'O.L.P., en partie par crainte des surenchères du Hamas, commit l'erreur de se ranger derrière Saddam Hussein dans la guerre du Golfe: elle en sortit si affaiblie auprès de l'opinion publique internationale qu'elle ne put refuser les invites pressantes des Américains à engager une négociation avec Israël. Deux années de pénibles tractations

---

<sup>1</sup> L'écrivain français Jean Genet a consacré à cet événement une part essentielle de son dernier et très beau texte littéraire: *Un captif amoureux*, mi-roman, mi-témoignage, paru en 1985.

<sup>2</sup> N.B. dès cette époque, tout le monde savait qu'Israël possédait la bombe atomique.

aboutirent, en septembre 1993, aux accords d'Oslo, par lesquels Israël et "la Palestine" se reconnaissaient mutuellement. Israël reconnaissait le principe d'une "autonomie" pour Gaza et la ville de Jéricho, laquelle était censée s'étendre peu à peu à l'essentiel des territoires occupés, et déboucher éventuellement sur l'indépendance de la Palestine, ou sur une confédération. Arafat s'installa à Gaza, forma un exécutif, et de premières élections palestiniennes eurent lieu<sup>1</sup>, malgré l'opposition du Hamas à un processus tenu pour une abdication – et puis, beaucoup en Palestine doutaient à juste titre de la sincérité israélienne. Au passage, Israël fit la paix avec la Jordanie en octobre 1994, et normalisa plus ou moins ses rapports avec la plupart des pays arabes – elles ne sont point très chaudes pour autant, mais seuls les plus extrémistes comme la Lybie, et surtout la Syrie, sont toujours officiellement en guerre.

Malheureusement, la logique gradualiste du processus d'Oslo fut rapidement mise à mal par le durcissement du gouvernement et de la société israéliens: le signataire israélien d'Oslo, Itzhak Rabin, fut assassiné en novembre 1995 par un extrémiste juif qui voulait torpiller les accords; puis, en février 1996, une vague d'attentats du Hamas aidant, le Likoud gagna l'élection législative et s'employa consciencieusement à vider les accords de leur sens. Les dernières étapes du processus prévu à Oslo furent reportées *sine die*, en particulier tout ce qui avait trait au démantèlement des colonies juives (la colonisation a continué de plus belle); la situation était complètement bloquée lorsqu'en septembre 2000, à la suite d'une visite-provocation d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées, éclata une deuxième intifada, dite "intifada al-Aksa" du nom de l'une des deux mosquées qui s'y trouvent; elle dure toujours à l'heure où j'écris, nettement plus violente que la première – les Palestiniens ne se contentent plus de pierres.

#### Conclusion - partielle forcément !

L'État sioniste survivra, mais le rêve d'un "grand Israël" sur l'ensemble de l'étendue de la Palestine mandataire ne se réalisera pas: ce sont les deux seules certitudes que l'on peut avoir aujourd'hui (mai 2004). Le reste dépend de l'évolution d'Israël, et le moins que l'on puisse dire et que les perspectives en sont extrêmement inquiétantes : ce pays donne l'impression d'être aujourd'hui gangrené par l'extrémisme. Un seul exemple, mais il y en aurait des milliers: en février 1994, un colon juif membre du Kach, Baruch Goldstein, a tiré dans la foule des fidèles musulmans réunis à l'intérieur du caveau des Patriarches, à Hébron, en Cisjordanie: il considérait que ce lieu saint, par le seul fait qu'il apparaît dans l'Ancien Testament, constitue la "propriété" des seuls juifs, tout comme la "terre d'Israël", et que l'existence d'autres revendications sur ce monument et cette terre ne peuvent être réglées que par le meurtre. Voilà peuvent mener les logiques nationalistes : le sionisme n'y menait sans doute pas forcément, mais force est de constater que, concrètement, c'est là qu'il a mené. Il y eut cinquante-deux morts. Goldstein, que certains en Israël vénèrent (tout comme l'assassin de Rabin), n'est pas un fou: jeune, tout comme l'assassin du veillard Rabin, il représente, hélas, ce à quoi un certain Israël, de plus en plus, tend à ressembler. Bien sûr, il existe (encore) un autre Israël; mais on ne l'entend guère. Depuis 2001, un criminel de guerre, Ariel Sharon, est devenu premier ministre ; il n'a

---

<sup>1</sup> Durant la période où elle a fonctionné, l'entité palestinienne a été gérée de la manière la moins démocratique possible! Arafat, chef de guerre vieillissant, s'est révélé incapable de tolérer une opposition; seule la maladie l'a empêché de gouverner en autocrate absolu. De manière générale, il mérite largement le prix d'homme politique le plus calamiteux du XXe siècle : être arrivé à rendre à ce point impopulaire la cause palestinienne, qui est une cause juste, est une manière de performance... Israël n'a pas eu de meilleur allié objectif.

d'ailleurs pas mené une politique particulièrement extrémiste : il est intelligent

On entend aujourd'hui en Israël, et aussi dans la fraction de la communauté juive française qui s'affiche solidaire du sionisme, des propos d'un racisme à couper le souffle, des éructations de haine, des appels à la discrimination et au meurtre, qui dans aucune autre communauté ne seraient tolérés. Rien ne les excuse, et surtout pas les souffrances des juifs durant la seconde guerre mondiale, que certains exploitent obscènement; car le fait d'avoir souffert, ou de descendre de gens qui ont souffert, n'autorise pas à faire souffrir: **être juif ne constitue pas un permis de tuer.** Les violences arabes et palestiniennes n'excusent rien non plus: elles sont une réponse à l'injustice – Israël est fondé sur une injustice, cela ne peut être oublié même si cela devra être pardonné. L'avenir des Israéliens est au Proche-Orient, mais il faudra un jour que les Israéliens demandent des excuses aux populations qu'ils ont dépouillés, maltraités et tués, comme les Français en ont demandé aux Algériens, et les Américains aux Indiens : il est illusoire d'imaginer que le mouvement qui porte l'humanité vers de plus en plus de compassion envers les faibles s'arrêtera aux souffrances des Arabes de Palestine. En attendant, **la lutte pour la libération d'un territoire envahi et volé, la lutte pour la dignité d'un peuple humilié et brutalisé, est parfaitement légitime** en elle-même, même si ses excès (terroristes entre autres) ne le sont pas: sinon, il faudrait aussi condamner la lutte des Algériens, elle des Indochinois, celle des Noirs américains, etc. Bien entendu **l'existence d'Israël est légitime aussi** – elle l'est devenue à partir du moment où des Israéliens sont nés sur le territoire de l'ancienne Palestine : c'est leur pays. Mais encore faudrait-il vouloir s'entendre avec les autres habitants de la Palestine, qui ont autant de droits que les Juifs à y vivre, et à égalité de droit, non pas dans une situation de demi-esclavage; encore faudrait-il négocier et non pas exiler, écraser, massacrer; encore faudrait-il essayer d'aimer, essayer de se faire aimer: les logiques d'oppression, de mépris, de racisme sont toutes inacceptables. Cela est certes moins facile aux Israéliens qu'à d'autres, ne serait-ce que parce que leurs ennemis ont, eux aussi, abondamment oublié ces règles; mais Israël est fort désormais, très fort, et les forts ont plus de devoirs que les faibles.

Ce que devient Israël depuis quelques années est un drame, car c'est la plus belle revanche posthume des extrémismes nationalistes et colonialistes européens du XIXe siècle : c'est le peuple qui en a le plus souffert qui tend aujourd'hui en adopter les attitudes. Pour reprendre les mots d'A. Finkelkraut, « la quête fervente de normalité s'est retournée en proclamation vibrante de l'anomalie éternelle. Le dualisme douloureux et complaisant du *kulam negednou* ("tout le monde est contre nous") a eu raison de la pluralité humaine; les catégories d'avant l'existence politique ont fait main basse sur l'action politique et justifié par l'inquiétude radicale les choix les plus inquiétants, car les plus radicaux ». Contrairement à Finkelkraut, qui date ces évolutions de 1977, je crois qu'elles étaient en germe dans le projet sioniste, qui a constitué, en quelque sorte, **une inversion et une intériorisation de la discrimination, un enfermement décisif des juifs dans le monde de leurs ennemis, dans le monde de la discrimination religieuse, nationale et raciale.** Il y avait sans doute d'autres potentialités dans le sionisme; mais elles semblent mortes – il est vrai que le temps et le calme ont manqué pour tirer du sionisme ce qu'il avait de meilleur : plus encore que les sociétés européennes au sortir de la première guerre mondiale, Israël a été "brutalisé" par presque cent ans de guerre, d'attentats terroristes, et par le spectacle glaçant de l'éternelle renaissance de l'antisémitisme, qui doit amener ceux qu'il concerne dans leur chair à douter de l'humanité.

Est-il encore temps de sortir du cauchemar? Il faudrait modifier la nature même d'Israël, que ce ne soit plus un État juif, un État sioniste, que ce ne soit plus un État national – on ne bâtit pas un État-nation sur une terre où, si l'on prend en compte les réfugiés, il y a à peu près autant de Palestiniens que d'Israéliens. Une confédération pourrait être

une solution acceptable en attendant mieux. Il faudrait donner aux Arabes de Palestine une vraie place sur leur terre d'origine, au lieu d'essayer de les parquer dans des espèces de réserves indiennes et de les réduire à la condition de prolétaires au service des maîtres israéliens. Bref, il faudrait faire le travail auquel se livrent, depuis 1990, avec un courage remarquable, les Sud-Africains, que tout sépare; mais ni Israël ni la Palestine, manifestement, n'ont trouvé leur Mandela.

**Il faudrait** aussi, et peut-être surtout, **sortir de cette détestable culture d'anciennes victimes qui, du fait de l'avoir été, se croient tout permis**. Je voudrais, à ce propos, conclure ce texte par une citation de l'ouvrage *Être protestant en France aujourd'hui* de Jeanne Kaltenbach, paru en 1999<sup>1</sup>: « lors du colloque organisé en 1990 au Chambon-sur-Lignon, en mémoire des juifs cachés sur tout le plateau [par des protestants, entre 1941 et 1945, ce qui valut à ces villages la médaille des Justes, décernée par l'État d'Israël], le pasteur Alain Arnoux fit la prédication suivante, inspirée par Matthieu, VI, 1: "gardez-vous de pratiquer votre justice devant les hommes pour en être vus". Pasteur de l'Église réformée du Chambon, il rappela devant les frères darbystes, les représentants de l'Église évangélique libre, le curé et l'ambassadeur d'Israël, que "la réalité de l'Église ne dépend pas de personnalités en vue, si fortes soient-elles... Il ne faut pas, jamais, que cette histoire devienne rentable. Il ne faut pas, jamais, qu'un habitant du plateau dise à un juif: "vous nous devez quelque chose". Et surtout, et encore moins, **il ne faut pas que ceux qui n'ont pas vécu cette histoire en deviennent les profiteurs. Que les petits-enfants s'attribuent une gloire que leurs anciens ont refusée. Et qu'ils en fassent jamais un fond de commerce...** Si un jour à l'entrée du plateau, on voit fleurir des écriteaux: "ici on a aimé les juifs", alors, ceux qui sont aujourd'hui remerciés seront reniés et insultés. **On n'est pas juste par hérédité. D'ailleurs, qui est juste?** Puisque ce plateau est remercié d'avoir autrefois scolarisé des enfants, ouvert des maisons, accueilli des gens pourchassés de toute l'Europe, nous aimerions qu'il n'y ait plus d'écoles fermées devant de jeunes Palestiniens, plus de maisons dynamitées, plus de gens expulsés de leur terre ancestrale pour être remplacés par des colons. En attribuant cette médaille des Justes, vous avez invité tous ceux qui vivront et passeront sur ce plateau à être aussi justes et fraternels qu'il est possible à des humains de l'être. Mais d'une certaine façon, c'est aussi à vous-même, Israël, que vous adressez cet appel ».

---

<sup>1</sup> Merci à Julien Capron pour la citation.